
futuribles

Janvier-Février 1978

Analyse – Prévision – Prospective

futuribles

Revue bimestrielle de l'Association Internationale Futuribles

55, rue de Varenne, 75007 Paris, France — Tél. 222-44-92

COMITÉ D'ORIENTATION

Michel ALBERT, Serge ANTOINE, Alain-Marie CARRON, Bernard CAZES, Michel CROZIER, Jacques DURAND, François ECK, Emilio FONTELA, Claude GUILLEMIN, Paul-Marc HENRY, Bertrand de JOUVENEL, Edmond LISLE, Daniel MALKIN, Henri MENDRAS, Pierre MASSÉ, Aurelio PECCEI, Pierre PIGANIOL, Guy POQUET, Jean SAINT-GEOURS, Georges VEDEL.

DIRECTEUR

Hugues de JOUVENEL.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Françoise ROBINET.

*
* *

ABONNEMENT (un an): 120 F (France et étranger)

Envoi par avion sur demande, port en sus.

LE NUMÉRO: 22 F (port en sus)

*Les articles signés expriment l'opinion des auteurs
et pas nécessairement celle de l'Association Internationale Futuribles
Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit,
réservés pour tous pays.*

© Association Internationale Futuribles 1978
SIRET: n° 784.31.4940.00031 — ISSN — 6337-307 X

Publié avec le concours du CNRS

Commission paritaire n° 56798

Sommaire

N° 13

Janvier/février 1978

Gene BYLINSKY

La science contre le vieillissement 3

Nicole SCHWARTZ-MORGAN

Euthanasie et dépistage génétique 17

Albert JACQUARD

Évolution génétique des populations 37

Philippe d'IRIBARNE

Essai sur la société de consommation 49

François CLERC

Agricultures européennes et euro-méditerranée 65

FORUM PRÉVISIONNEL

● *Statistiques sociales et modes de vie*, par Victor SCARDIGLI 73

● *Correspondance* 92

● *Prospective en Argentine* 95

BIBLIOGRAPHIE

I. Analyses critiques

- Henri Mendras: *Les campagnes françaises vues de la gauche* 99
- Jean-Michel Vieillard: *Points de vue sur le problème nucléaire* 106
- Alain Gras: *A propos de quatre ouvrages suédois récemment parus en anglais* 111

II. Comptes rendus

III. Vient de paraître

La science contre le vieillissement *

par GENE BYLINSKY **

La plupart des pays développés enregistrent une tendance au vieillissement de leur population qui résulte à la fois de la baisse de la natalité et de l'allongement de la durée de vie moyenne (baisse du taux de mortalité par âge). Cette tendance peut remettre fondamentalement en cause l'équilibre entre générations et être porteuse d'importantes conséquences sur le plan de l'organisation économique, politique et sociale. Le problème habituellement visé est alors celui de la durée de l'existence et de la quantité de population. Le sujet qu'expose ici Gene Bylinsky a trait essentiellement à la qualité de l'existence plus qu'à sa durée puisque l'auteur dresse un panorama des récents développements scientifiques qui ont été réalisés dans la lutte contre la sénescence. Le bilan très prometteur que l'auteur tire des découvertes récentes nous a paru particulièrement digne d'intérêt.

A n'en point douter, l'allongement de la durée de vie ainsi que la lutte engagée contre le processus de sénescence poseront demain d'importantes questions sur la place de l'organisation économique et sociale (tel le déclin du taux global d'activité).

Le lecteur fera peut-être le rapprochement entre l'allongement de la durée de vie moyenne, la santé des personnes âgées et les mesures actuellement envisagées aux Etats-Unis pour supprimer le système de la retraite d'office.

* Copyright *Fortune* 1976.

Texte traduit sous la responsabilité de *Futuribles* avec l'autorisation d'*Usine Nouvelle*.

** Gene BYLINSKY est rédacteur-adjoint de *Fortune* depuis 1966 et il se spécialise dans les développements de la recherche scientifique.

Jusqu'à une date récente, les recherches sur les causes de vieillissement donnaient des résultats si confus et si fragmentaires, qu'il semblait bien n'y avoir que très peu d'espoir de comprendre cette véritable calamité universelle et encore moins d'y porter remède. Les philosophes en chambre tenaient le devant de la scène et avançaient toutes sortes de théories erronées. On aurait dit que tout savant connu, quel que soit son domaine, se sentait obligé d'imaginer une théorie de la sénescence, surtout lorsqu'il prenait lui-même de l'âge. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le physicien Léo Szilard popularisa l'idée que les radiations provoquaient le vieillissement. On a depuis abandonné cette théorie. De son côté, Leslie Orgel, étudiant les origines de la vie, avança l'hypothèse de « catastrophe par erreur », selon laquelle, une accumulation d'erreurs dans la transcription de l'ADN dans les cellules pouvait altérer ces dernières et également l'organisme. Cette théorie a aussi été abandonnée.

Certains biologistes ont cherché à démontrer qu'une « horloge » cellulaire provoquait le vieillissement de tous les êtres vivants, du microbe jusqu'à l'homme. En attribuant une telle importance à la cellule, on favorisa une plus forte consommation de cette vitamine E, qui aide à évacuer les débris cellulaires connus sous le nom de lipofuscine. Mais on s'aperçut que lesdits débris étaient inoffensifs et du coup on abandonna aussi cette ligne de recherche. Il semble donc bien qu'à envisager les choses sérieusement, on n'ait pas avancé beaucoup dans ce domaine d'études. « La vieillesse était un domaine si flou et si mal défini » remarque Nathan W. Shock, directeur du Centre de recherches du Nouvel Institut National de gérontologie à Baltimore, « que les jeunes chercheurs l'ont traditionnellement évité comme la peste. Pour trouver du personnel, il fallait se mettre à genoux et leur promettre la lune ».

Aujourd'hui, il est évident qu'un tournant décisif a été pris, aussi bien sur le plan de la qualité des chercheurs qui s'engagent dans cette voie, que du point de vue de la signification des résultats auxquels ils parviennent. Et, bien que le financement de leurs travaux soit encore très limité, les équipes de chercheurs du Centre de Baltimore et de plusieurs laboratoires d'avant-garde obtiennent actuellement sans tapage, des résultats spectaculaires si nouveaux qu'ils n'ont pas eu encore le temps d'être à la une des journaux. Les chercheurs ont cerné deux séries de fonctions corporelles apparentées : le système endocrinien et le système immunitaire, dans lesquels ils commencent à détecter des mécanismes cohérents de sénescence.

Bien plus, les chercheurs commencent à manipuler ces systèmes de contrôle de la sénescence de leurs animaux de laboratoire. Il faut cependant souligner que l'objectif de ces recherches n'est pas de créer une société qui serait submergée par des vieillards, mais plutôt de prolonger la période de la pleine

force de l'âge. Au fur et à mesure où cela se réalisera, l'espérance de vie, spécifique de l'espèce, pourra être allongée — pour la première fois dans l'histoire.

LES ORGANES NE VIEILLISSENT PAS

Les chercheurs ont déjà appris assez de choses sur la vieillesse pour pouvoir y réfléchir d'une manière tout à fait nouvelle. Ils ont découvert par exemple que contrairement à ce qu'ils croyaient jusque-là, les organes du corps ne se détériorent pas subitement avec l'âge. Cette conception erronée tenait au fait que les organes prélevés pour étude, soit sur des personnes âgées, soit sur de vieux animaux de laboratoire, sont généralement atteints de maladie. La trop prétendue perte des cellules cérébrales chez les vieillards par exemple, n'est absolument pas universelle. Pas plus que ne l'est la diminution des niveaux de testostérone. Un cœur bien portant ne vieillit pas de façon significative, et le foie d'une personne âgée semble être exactement aussi efficace que celui d'une jeune pour éliminer l'alcool.

Lorsqu'on demande aux chercheurs actuels d'expliquer pourquoi un Adenauer ou un Churchill ont été capables d'assumer les responsabilités gouvernementales à une période de leur vie souvent associée à la sénilité, ils vous répondent: c'est parce qu'ils étaient en bonne santé à un âge où la plupart des gens sont malades. Ils étaient en bonne santé parce qu'ils avaient génétiquement la chance de jouir d'un système endocrinien équilibré et d'un système immunitaire resté intact. Dans le vocabulaire des nouveaux chercheurs, le terme de « vieillesse » s'applique en réalité au déclin de ces deux systèmes.

Ce nouveau travail de recherche prend beaucoup d'essor car l'on réalise de plus en plus à quel point l'étude du problème de la vieillesse est devenu urgent. On peut à juste titre attribuer à la médecine moderne une plus grande espérance de vie à la naissance. Aux Etats-Unis, un homme pouvait, en 1900, espérer vivre 46,2 ans environ, et une femme, 48,3 ans; aujourd'hui, ces chiffres ont été respectivement portés à 68,3 et 75. Mais ce résultat positif qui fait que tout individu vivra probablement plus longtemps de nos jours qu'il n'aurait vécu auparavant, tient surtout aux victoires remportées sur les maladies infectieuses et porte en lui, cependant, de redoutables conséquences. Pour les survivants, ce qui les attend, c'est l'arthrite rhumatoïdale, et le reste de ce qu'Hamlet appelait « les mille tortures naturelles qui sont le partage de la chair ». On prétend parfois qu'en prolongeant la vie, la science médicale a probablement augmenté la souffrance humaine. Les accidents circulatoires, cardiaques et cérébraux, ainsi que le redoutable cancer sont les plus meurtriers.

Les chercheurs en gérontologie sont convaincus que le moyen le plus efficace de contrecarrer ces nouvelles maladies graves des vieillards n'est pas d'essayer de les vaincre une par une. Cette stratégie tout au plus ne pourrait qu'ajouter une dizaine d'années de souffrances et de diminution physique à l'espérance de vie de l'individu. Ce qu'il faut plutôt, c'est prolonger ses années de bonne santé. C'est seulement en allongeant la résistance du système de défense naturelle du corps humain pour arriver à vaincre en bloc toutes les maladies de la vieillesse que l'on peut atteindre cet objectif. Un éminent gérontologue, Roy L. Walford, pathologiste à l'École de médecine de l'UCLA (Université de Californie, Los Angeles), avance l'idée que les sciences médicales, sans que l'on s'en rende tout à fait compte, ou qu'on se l'avoue, sont arrivées à un carrefour. Il écrivait récemment: « A moins que l'on ne puisse influencer le taux de base du vieillissement, le progrès médical touche à sa fin, si l'on considère bien sûr la population dans son ensemble et non pas le cas de l'individu isolé. Il y a beaucoup moins de terrain à gagner qu'auparavant (dans la lutte contre les principales maladies) et nous devons nous pencher de plus en plus sur l'étiologie et la pathogenèse du processus de sénescence lui-même ».

Walford a préparé une « courbe d'allongement de la vie » pour exposer son idée sur ce que nous réserve l'avenir lorsque les découvertes sensationnelles auxquelles il s'attend auront produit leurs résultats. Les années de jeunesse et celles de l'âge adulte auront été prolongées. Les derniers 10% de survivants sur cette courbe pourront bien encore représenter une tranche d'âge sénile dit Walford, mais puisque la vie durera plus longtemps, le pourcentage de vieillards dans la population diminuera. « Le cauchemar populaire d'une armée croissante de vieillards deviendra irréalisable biologiquement ».

LA MISSION DE CONTRÔLE DU CERVEAU

Comme c'est souvent le cas dans la recherche scientifique, bon nombre de vues pénétrantes parmi les plus importantes concernant le processus de la vieillesse, ont surgi à l'occasion d'autres recherches. Dans ce cas, ce sont les travaux sur les contrôles électrochimiques du cerveau qui ont apporté les contributions les plus riches. On a beaucoup appris au cours des vingt dernières années sur les « transmetteurs neurochimiques » tels que la norepinephrine, la dopamine et la sérotonine qui effectuent les transmissions entre les cellules nerveuses et influencent puissamment toute une gamme d'émotions et d'activités, depuis les sautes d'humeur jusqu'aux mouvements des muscles.

En ce qui concerne la vieillesse, ces agents chimiques agissent par l'intermédiaire de deux systèmes contigus dans le cerveau: le thalamus, qui contrôle

les mouvements musculaires, et l'hypothalamus qui gouverne la « glande maîtresse » du corps humain, la glande pituitaire.

Celle-ci fabrique et met en circulation les hormones qui contrôlent les processus du métabolisme, de la croissance et de la reproduction. D'autres réseaux de cellules nerveuses dans l'hypothalamus contrôlent la faim et la satiété, la température du corps, l'équilibre hydro-humoral, la pression sanguine, les battements du cœur et beaucoup d'autres fonctions.

Dès que les savants perçurent que l'hypothalamus était le centre le plus important de contrôle des fonctions du corps, ils commencèrent naturellement à spéculer sur le rôle qu'il pouvait jouer dans le processus de vieillissement. Mais ce sont les découvertes faites à propos de la maladie de Parkinson, qui fournirent la clé du rôle que jouaient dans ce processus, les transmetteurs neurochimiques.

Cette maladie de Parkinson dans laquelle les mouvements se désorganisent, a pendant longtemps intrigué les chercheurs parce qu'elle semblait être en quelque sorte une forme de sénilité précoce. Puis, vers le milieu des années 60, les savants découvrirent que la déficience chimique la plus importante dans la maladie de Parkinson était celle du neurotransmetteur dopamine. Certains malades auxquels on avait donné un reconstituant de la dopamine, le L-dopa, en doses massives, avaient quitté leurs chaises roulantes et s'étaient mis à marcher. Une fois compris ce puissant effet de la dopamine sur le thalamus et les réactions motrices, les chercheurs se demandèrent quels pouvaient alors être ses effets sur l'hypothalamus voisin.

DE VIEILLES SOURIS RETROUVENT LEUR JEUNESSE

De jeunes savants américains commencent maintenant à fournir la preuve que cet effet de la dopamine est substantiel. Ils travaillent surtout sur les souris dont la composition chimique du cerveau est si semblable à celle de l'homme que l'un d'eux appelle les souris « des hommes en miniature ». Au Centre Andrus de gérontologie de l'Université de Southern California, le biologiste Caleb E. Finch et ses assistants ont découvert que, au fur et à mesure que les souris vieillissent, de sérieux troubles se produisent dans le métabolisme des transmetteurs neurochimiques. Particulièrement frappant est l'épuisement de la dopamine tant dans l'hypothalamus que dans les principaux ganglions du thalamus. « Nous pensons, dit Finch, que la maladie de Parkinson représente un cas extrême de ce qui est l'évolution normale du vieillissement. Chez la plupart des mammifères, le fonctionnement de la dopamine a généralement tendance à s'affaiblir ».

Dans l'hypothalamus, l'épuisement de la dopamine se produit dans l'éminence médiane, juste au-dessus de l'hypophyse. C'est cette région qui contrôle les « stimulines » qui déclenchent le flux des hormones hypophysaires. Chez les souris, cette partie-clé du cerveau comporte peut-être 100 000 neurones. Chez l'homme, ce chiffre est de l'ordre de 1 million. Dans les deux cas, il ne s'agit que d'une toute petite fraction du cerveau et, pourtant, cette minime fraction peut provoquer le vieillissement de tout le reste du corps.

On ne sait pas encore exactement pourquoi ce mécanisme régulateur se détraque. D'après les indications recueillies dans le laboratoire de Finch, il s'agirait en quelque sorte d'une détérioration du mécanisme du transport de la dopamine à travers les membranes neuronales. « On peut commencer à imaginer une série de changements endocriniens dans lesquels le cerveau à la fois contrôle le changement et y réagit, afin de maintenir un équilibre, remarque Finch ». Il y aurait ainsi une sorte de mécanisme en cascade qui aboutirait à des troubles de cet équilibre.

En tout cas, un savant renommé a démontré que l'équilibre peut être rétabli. Le regretté Georges C. Cotzias du Memorial Sloan-Kettering Cancer Center à New York City qui fut le premier à introduire le L-dopa dans le traitement de la maladie de Parkinson, a soumis des souris à des régimes contenant des doses variées de ces agents thérapeutiques. Ses assistants et lui ont constaté que les animaux auxquels on en avait administré de fortes doses (160 mg par jour) voyaient leur espérance de vie augmenter de 10% au-delà de la limite normale de 28 mois. Un plus grand nombre de souris restait en bonne santé tard dans le cours de leur vie. Une dose de 4 mg par jour au contraire, n'avait que peu d'effet.

A notre époque où le public attend des miracles de la science médicale, ces résultats spectaculaires pourraient aboutir à un blocage du marché de L-dopa. Mais Cotzias est extrêmement prudent et il se garde de trop extrapoler de ses études sur la souris, même si l'on sait maintenant que beaucoup de personnes atteintes de la maladie de Parkinson, traitées au L-dopa, peuvent vivre leur durée de vie normale.

Ce médicament a des inconvénients. Certains malades traités pour la maladie de Parkinson ont présenté des symptômes troublants de déséquilibre mental, assez semblables aux signes de la schizophrénie. Et Cotzias précise: « Le L-dopa étant le médicament très puissant que l'on sait, ne devrait dès maintenant être vendu qu'à des seules fins médicales, sans exception ».

DE BONNES NOUVELLES POUR LES ADEPTES DE RÉGIMES ALIMENTAIRES

Certaines entreprises pharmaceutiques ont mis sur le marché des variétés de ce médicament qui n'ont pas ces effets annexes. Et les fervents de régimes alimentaires se réjouiront d'apprendre que leur vieux produit favori, le germe de blé est l'une des sources de L-dopa. Le haricot velours (velvet bean) que l'on cultivait jadis dans le Sud des États-Unis comme fourrage en est une source plus riche encore. Au point où l'on en est, personne ne sait si de tels aliments peuvent influencer le niveau de dopamine dans le cerveau — et encore moins avoir une influence sur le processus de vieillissement. Toutefois, d'autres médicaments qui peuvent retarder le vieillissement ont été testés dans le campus de Berkeley à l'Université de California par les physiologistes Paola S. Timiras et Paul E. Segall. Ces chercheurs et d'autres spécialistes en gérontologie pensent que nous sommes sans doute plus près qu'on ne le croit généralement de la découverte d'un médicament qui allongera la durée de la vie.

En même temps qu'apparaissent ces faibles lueurs annonciatrices possibles d'une importante et fantastique découverte, les chercheurs ont également compris que les implications plus vastes concernant le vieillissement ne peuvent orienter leurs recherches qu'à contre-courant des lois naturelles. Pour parler crûment, la nature n'a que peu d'intérêt dans la survivance d'individus d'une espèce, une fois qu'ils ont eu le temps de se reproduire et d'élever leurs jeunes. « Aussi longtemps que vous pouvez ramener votre voiture chez le concessionnaire de voitures d'occasion pour qu'il vous la rachète, déclare l'un des chercheurs, peu vous importe qu'elle tombe en morceaux le jour suivant. La logique de l'évolution est identique ».

Cette cruelle logique a été mise en lumière par les chercheurs qui utilisent le L-dopa pour étudier les effets de la ménopause. Aucune autre altération venant avec l'âge n'est aussi manifeste que ce « bouleversement de la vie » chez la femme. Il n'est absolument pas lié à quelque déficience de santé, mais représente un événement programmé dans lequel la production d'une hormone femelle, l'œstrogène cesse presque entièrement tandis que celle d'une autre, la prolactine, augmente. La nature est indifférente au fait regrettable que la prolactine semble être un agent qui provoque le cancer du sein.

Jusqu'à une date récente, on pensait que le moment de la ménopause était contrôlé par l'épuisement des ovules dans l'ovaire. Récemment, Joseph Meites et ses collègues de l'Université de Michigan ont démontré que la ménopause, tout comme les autres bornes qui jalonnent les étapes du vieillissement, est avant tout contrôlée par le cerveau. En expérimentant sur de vieux rats, Meites a fait redémarrer les cycles sexuels périodiques dits populairement

de « chaleur », en recourant à deux méthodes: soit par l'administration de L-dopa ou de médicaments connexes, soit par stimulation des régions hypothalamiques du cerveau.

TRAITEMENT DU CANCER DU SEIN

Meites et ses collègues ont aussi appris que le L-dopa réduit l'incidence des tumeurs mammaires chez les rats. Il semble qu'en élevant fortement le degré de dopamine dans l'hypothalamus, le L-dopa accroît le flux de gonadotrophine qui influence l'ovulation et diminue simultanément la teneur de prolactine dans le sang. Les médecins commencent maintenant à traiter certains types de cancer du sein avec le L-dopa, à la suite des observations qu'ils ont faites sur les animaux. Le fait que ce médicament peut réduire l'incidence du cancer ne signifie pas, bien entendu, qu'il peut aussi le guérir.

Ce point est de première importance, car c'est la fonction du système immunitaire que d'enrayer le cancer et d'autres maladies. Or, preuve supplémentaire de l'indifférence de la nature pour la survivance de l'individu, ce système paraît en baisse bien longtemps avant l'âge de la ménopause. L'efficacité du L-dopa à prolonger la vie des souris indique qu'il aide à ralentir ce déclin, mais on n'a encore poursuivi aucune recherche pour voir s'il pouvait rajeunir les défenses du corps vieillissant.

Le système immunitaire, second foyer des nouvelles recherches gérontologiques, consiste surtout en lymphocytes, sortes de globules blancs produits par les cellules de la moelle osseuse. Certaines de ces cellules émigrent vers le thymus, glande située dans le thorax antérieur haut derrière le sternum et s'y développent en lymphocytes T (pour thymus) ou cellules T; du thymus, ces cellules pénètrent dans le sang et le tissu lymphoïde. Ce sont les cellules tueuses qui attaquent les cellules cancéreuses de même que les virus, les bactéries et autres envahisseurs.

D'autres cellules de la moelle osseuse se dirigent directement vers le tissu lymphoïde périphérique tels les lymphocytes B (pour « Bone marrow = moelle osseuse), ou cellules B. Elles produisent des molécules anticorps qui se fixent sur les envahisseurs étrangers et les rendent inoffensifs. Pour être réellement efficaces, cependant, les cellules B doivent être stimulées on ne sait encore comment, par les cellules T. Les débris de ces batailles sont nettoyés par des macrophages, cellules qui servent de bennes à ordures.

LE RÉTRÉCISSEMENT DU THYMUS

De nombreuses études considèrent maintenant que le thymus est l'une des clés dans le processus de sénescence du système d'immunisation. Il n'y a pas si longtemps, les chercheurs ne savaient même pas le rôle que le thymus jouait dans le corps humain. Cette glande commence à se rétrécir très tôt dans la vie et l'on pensait généralement qu'elle avait quelque chose à faire avec la maturation sexuelle. Il semble qu'il y ait un lien entre l'hypothalamus, l'hypophyse et le thymus. Quoiqu'il en soit, la lente atrophie du thymus est accompagnée d'une diminution parallèle du nombre des cellules T. Il s'ensuit que les personnes plus âgées deviennent plus sensibles à toute une série de maladies, du cancer au diabète. Même les maladies de cœur commencent à être considérées comme l'un des résultats du déclin de l'efficacité du système immunitaire.

Avec l'âge, apparaît cette perversion de l'immunité, la « réaction d'auto-immunité ». Les lymphocytes attaquent par erreur les cellules de leur propre corps comme s'il s'agissait de corps étrangers et déclenchent ce genre de maladies dites d'auto-immunité tels que la poly-arthrite chronique évolutive, un certain type d'anémie, certaines maladies rénales, peut-être même la sclérose en plaques.

Vers les années 30, le biologiste Clive McCay de l'Université Cornell s'engagea avec précaution sur une voie où il semblait possible de prolonger la vie du système immunitaire — bien que sa méthode n'était pas alors susceptible d'attirer l'attention du public. Il mit des rats à un régime extrêmement pauvre en graisses et en hydrates de carbone. Les rats se développèrent lentement, les maladies de la vieillesse furent retardées et quelques-uns d'entre eux vécurent le double de la vie normale des animaux de cette espèce.

Il n'est peut-être pas surprenant que l'alimentation des communautés où les gens vivent très longtemps — habitants du Caucase, de l'Équateur et les Hunza — tend à ressembler au régime administré par McCay à ses rats, ne fournissant en certains cas qu'à peine plus de la moitié des 2600 calories recommandées par l'Académie nationale des sciences pour un adulte mâle actif.

McCay n'a pas particulièrement examiné le système immunitaire de ses rats. A cette époque, de toutes façons, il n'aurait pas pu y comprendre grand-chose. En effet, les découvertes en immunologie sont si récentes que c'est seulement dans les années 50 que les lymphocytes ont été identifiés sans équivoque comme les responsables des réactions d'immunité. En outre, il a fallu attendre les années 60 pour que les lymphocytes soient séparés en deux classes distinctes suivant leurs fonctions.

Les immunologistes qui se sont engagés dans le domaine des recherches gérontologiques ces dernières années ne se sont pas seulement attachés à

analyser l'affaiblissement des réactions d'immunité à l'aide de nouvelles techniques très élaborées. Ils essaient de ralentir ou de renverser le processus — et par des méthodes plus spécifiques que d'en retarder le développement par la sous-alimentation. Il est un nouveau terme que l'on entend de plus en plus employer à l'heure actuelle « l'immuno-ingénierie ».

TRANSPLANTER L'IMMUNITÉ

Il s'est produit l'an dernier un événement qui semble être une percée impressionnante dans ce nouveau domaine. Takashi Makinodan et ses assistants de l'Institut national de gérontologie ont réussi à greffer du thymus et de la moëlle osseuse de jeunes souris sur de vieilles souris. Comme ils ont utilisé des souches de souris génétiquement identiques, il n'y a pas eu de problème de rejet. Nouvellement équipées des deux éléments qui constituent le système immunologique, les souris ont apparemment commencé à fabriquer un plus grand nombre d'anticorps. Les systèmes immunologiques des souris de 19 mois se sont trouvés rajeunis au niveau de celui de sujets de 4 mois. Pour appliquer la comparaison aux êtres humains, cela reviendrait à greffer le système d'immunologie d'un sujet de 20 ans sur un sujet de 60.

Une expérience imprévue s'est ajoutée à toutes les autres lorsqu'un virus « Sendai » — qui est pour les souris l'équivalent du virus de la grippe — s'est propagé de manière foudroyante dans la colonie de 9 000 souris du Centre de Baltimore. On a pu alors constater avec beaucoup d'intérêt que la plupart des souris de Makinodan dont le système immunologique avait été amélioré ont survécu, alors que presque toutes les autres mouraient. Certaines souris au système immunologique rajeuni vivent encore et ont déjà dépassé d'un tiers leur durée de vie normale.

Les chercheurs de Baltimore, on les comprend, sont à présent très excités par leurs progrès. « Nous pouvons arrêter l'horloge » déclare Marguerite M.B. Kay, une jeune immunologiste qui travaille avec Makinodan, « nous sommes capables de prolonger la vie des souris ».

Le succès des greffes de la moëlle osseuse chez des enfants traités pour les maladies héréditaires du sang, leucémie et autres, permet d'espérer qu'il sera possible également d'appliquer cette technique à des personnes plus âgées. Une douzaine au moins d'équipes médicales aux États-Unis pratiquent les greffes de la moëlle (ou plus exactement injectent des cellules de moëlle osseuse dans les veines) et quelques malades sont encore en vie 6 ans plus tard.

Makinodan a aussi prélevé des lymphocytes de jeunes souris, les a conservés par congélation et réinjectés aux animaux donneurs lorsqu'ils avaient atteint

l'âge mûr de 25 mois. Il pense que les personnes âgées pourront un jour être « revitalisées » grâce à la réinjection des lymphocytes qu'on leur aura prélevés pendant leur adolescence.

RECHERCHE D'UNE « HORMONE DE LA MORT »

Reste, cependant, l'hypothèse que la nature ne soit pas seulement indifférente à la survivance des êtres après la procréation, comme semble l'indiquer l'affaiblissement du système immunitaire. Il se pourrait qu'elle y soit même franchement hostile.

Il existe, en réalité, dans la nature de remarquables exemples de mécanismes de mort programmés avec beaucoup de précision et déclenchés par des hormones. On peut citer en exemple une espèce de souris australienne, où le mâle meurt subitement après la copulation, d'un flux massif d'hormones adrenocorticotrophiques. De même, le saumon du nord-ouest du Pacifique passe de la pleine vigueur de la jeunesse à la faiblesse du grand âge en l'espace de 2 semaines après avoir atteint ses zones de reproduction et y avoir déposé ses œufs. Un flux de cette même hormone pituitaire tue le poisson.

W. Donner Denckla de l'Institut Roche de biologie moléculaire, branche Hoffmann-Laroche à Nutley, dans le New-Jersey, poursuit ses recherches en partant de l'hypothèse peu souriante qu'il existe aussi chez les humains un processus semblable, même s'il n'est pas aussi subit. Denckla pense qu'après la puberté la glande pituitaire commence à lâcher dans l'organisme une hormone spécifique de « vieillissement ». « Le mécanisme qui tue un organisme, dit Denckla, doit être lié à la puberté. Si ce n'était pas le cas, on jetterait le bébé avec l'eau du bain ». Ce qui veut dire que la reproduction doit de toute évidence précéder la mort pour que toutes les espèces survivent.

Une fois atteinte la puberté, ajoute Denckla, la destruction de l'organisme commence. Le mécanisme de mort le plus approprié qui selon Denckla est le plus facilement lié à la puberté, c'est le contrôle, par le cerveau, des hormones thyroïdes. Il estime que ce n'est pas un effet du hasard si l'homme atteint le summum de sa force physique à 19 ans et que les hormones thyroïdes contrôlent à la fois le temps de ses réactions psychomotrices et sa force maximum. Si cette théorie est juste, les systèmes hormonaux qui maintenant tuent l'homme vers l'âge de 70 ans sont, en effet, les mêmes qui provoquaient sa mort à 25 ans, lorsqu'il ne pouvait plus dominer ou maîtriser les hommes plus jeunes ou les animaux plus forts que lui.

C'est lorsqu'il était jeune interne que Denckla s'est intéressé à ces recherches. Il fut frappé de voir que la majorité des humains meurent par suite de la défaillance de deux systèmes principaux: le système cardiovasculaire et le système immunitaire. Devenu chercheur, il commença à étudier les hormones de la glande thyroïde parce que cette glande semble intervenir dans le fonctionnement des deux systèmes. L'un et l'autre flanchent chez les personnes qui présentent une déficience de la glande thyroïde.

Denckla a pu s'appuyer sur des recherches antérieures. Au début du siècle, la découverte de ce qui semblait être des similitudes entre les symptômes de vieillissement « normal » et ceux de l'hypothyroïdisme chez les jeunes sujets avait provoqué une vague de grande excitation. Cependant, l'intérêt s'était relâché après l'échec de tentatives de rajeunissement de vieillards par des hormones thyroïdiennes.

Ces chercheurs n'avaient aucun moyen de savoir pourquoi leurs expériences avaient échoué. Au début des années 70, Denckla trouva la clé du problème. Il fut saisi de constater que les niveaux d'hormones thyroïdiennes ne changent pratiquement pas chez les vieux rats, alors que la sensibilité de leurs tissus aux hormones tombe au tiers environ de ce qu'elle était dans leur jeunesse. La preuve est faite que ceci est également vrai chez les humains. En d'autres termes, les personnes âgées ont encore beaucoup d'hormones thyroïdiennes, mais il ne semble pas que ces hormones puissent accomplir leur travail.

On commence seulement à mettre au point la base moléculaire de cette déficience. Apparemment, les atomes ou groupes d'atomes récepteurs à la surface des membranes des cellules, soit diminuent en nombre, soit perdent de leur sensibilité aux hormones. Ces récepteurs flottent dans la membrane comme des vaisseaux à la mer; ils permettent à une molécule hormonale de se combiner avec eux et de pénétrer dans la cellule.

La théorie de Denckla est que cette perte de sensibilité aux hormones thyroïdiennes est provoquée par une hormone de « vieillissement » sécrétée par la glande pituitaire. Il remarque que si on sous-alimente les rats comme l'a fait McCay lors de ses premières expériences, l'on aboutit à une chute très importante de la production d'hormones pituitaires. Il a découvert que lorsqu'on enlève la glande pituitaire chez un vieux rat, l'animal retrouve un peu de sa physiologie de jeunesse. Le processus peut être observé dans des expériences sur les phagocytes, cellules du système d'immunisation qui s'affaiblissent chez les vieux rats jusqu'à ne plus atteindre que le sixième de leur valeur originelle. En enlevant la glande pituitaire et en donnant aux animaux de la thyroxine, principale hormone thyroïdienne, Denckla fait remonter ce niveau de cinq et demi. L'ablation de la glande pituitaire arrête apparemment le flux de « l'hormone de vieillissement ».

Il y a 2 ans, Denckla parvint à tirer des pituitaires d'un bovidé, un extrait brut qu'il appelle DECO (Decreasing Oxygen Consumption Factor: Facteur d'affaiblissement de la consommation d'oxygène). Son effet sur le tissu animal a répondu à l'attente de Denckla: il a bloqué les effets de la thyroxine. Mais par la suite, cette substance a perdu son pouvoir, et Denckla renouvelle ses efforts pour purifier la mystérieuse hormone.

LE MÉDICAMENT SUPRÊME

Il ne considère pas du tout sa poursuite de l'agent de la mort comme un domaine de recherche lugubre. « La découverte de l'hormone de la mort, explique-t-il, sera un premier pas vers la découverte d'un médicament capable de stopper son action ». En d'autres termes, il ne cherche rien moins que la fontaine de jouvence. « Si nous parvenons à reproduire la capacité immunitaire d'un enfant de 10 ans — lorsque l'homme est en pleine santé — alors on pourra faire durer la vie jusqu'à 200, 300 et même 400 ans » dit Denckla. « C'est cet objectif que nous viserons au cours du siècle prochain ».

Ponce de Léon le pensait aussi, bien sûr. Cependant, même après avoir bu quelques gouttes à la « fontaine du bon sens », il y a encore lieu d'espérer. La réponse pourrait bien venir de trois domaines de recherche distincts mais liés en quelque sorte — la biochimie du cerveau, le système immunitaire, l'« hormone de la mort » de Denckla. En cherchant déjà à conserver à l'être humain sa jeunesse, cette nouvelle science raconte avec une précision étonnante cette chronique la plus universelle et la plus poignante entre toutes, la vieillesse et la mort de l'homme.

Revue *Économie et Humanisme*

numéro 238, novembre-décembre 1977

Hugues Puel: Pour le Tiers-Monde

Alain Dubly: Pour que le Tiers-Monde change

Jean-Claude Lavigne: Bilan de dix ans de révolution verte

Marie-Eddy Chonchol: Les paysans sans terre en Asie

René Sandretto: Les prix des produits de base: instabilité et concentration

Margaret S. Wolfson: La régulation des naissances en Chine

Gérard Pithon: La formation permanente

Jean-Yves Jolif: Nouveaux chrétiens et évolution du marxisme

Olivier Brachet: Démystifions les slogans

Alain Cedel: Chronique économique et financière

Commande à: *Économie et Humanisme*

99, quai Clémenceau — 69300 CALUIRE

Prix du numéro: 18 F. Expédié: 21 F

C.C.P. Lyon 1529-16 L

*Euthanasie et dépistage génétique**

par NICOLE SCHWARTZ-MORGAN

Le « progrès » de la médecine s'est généralement accompagné d'une socialisation et d'une prise en charge institutionnelle des problèmes liés à la vie et à la mort. Nicole Schwartz distingue différentes phases dans ce processus depuis le stade du tabou jusqu'à la phase de législation. Portant son attention sur les problèmes d'eugénisme et d'euthanasie, elle relève un certain nombre de tendances actuellement observables outre-Atlantique et dresse différents scénarios permettant d'éclairer le débat qui devrait naturellement s'instaurer sur ces problèmes dont l'aspect moral ne saurait être éludé.

Cet article est publié en guise d'invitation au débat. Il doit être clair que, aussi polémique soit-il, il ne constitue pas une liste de propositions ni de suggestions, mais se contente de signaler un certain nombre de tendances que l'auteur lui-même se réserve de ne pas approuver.

Après l'euphorie des années 50-60, la seconde moitié du XX^e siècle apparaît, à bien des égards, dépressive; elle marque le départ d'un calcul de plus en plus précis de coûts du progrès par rapport à l'énergie dépensée et à ses conséquences imprévues.

La médecine n'a pas échappé à la vague et l'idéologie d'après-guerre qui a été sienne (égalité des soins, droit de tout être humain à être maintenu en vie à n'importe quel prix) bat singulièrement de l'aile. On s'aperçoit en effet aujourd'hui que le progrès médical, longtemps considéré comme le *bienfait numéro un* de l'humanité, a eu, pour ne parler que des sociétés indus-

* Ce texte a été écrit pour le ministère du Bien-être et de la Santé du Canada en hiver 1977.

trielles avancées, des conséquences rétroactives dont on commence seulement à mesurer les effets. Par exemple, il a entraîné, comme on sait, une chute spectaculaire de la mortalité prématurée aux extrémités de l'échelle des âges, ce qui, à première vue, a été considéré comme un progrès et a été chanté par les média sous toutes ses formes. Cinquante ans plus tard, les mêmes média déchantent car cette baisse de mortalité a eu deux conséquences pour l'avenir de nos sociétés :

— D'une part, il semble que se soit accrue la population d'enfants atteints de certaines maladies génétiques (1) pour la raison simple que ceux qui en mouraient à la naissance ou dans leur jeune âge, sont aujourd'hui maintenus en vie. Même chute pour le nombre des enfants morts d'anomalies à la naissance qui, au Canada, de 500 à 600 en 1950 est tombé à environ 400 en 1972 (pour 100 000 naissances vivantes).

— D'autre part, il y a eu un accroissement considérable des maladies chroniques du troisième âge en raison de l'accroissement de cette population. Cette tendance est lourde puisque, quel que soit le taux de fertilité envisagé, pour le Canada, (2,6, 2,2, 1,8) les projections pour l'an 2001 mettent en évidence une croissance marquée de la proportion de la population des plus de 65 ans.

L'augmentation de ces deux sous-populations, souvent inactives, n'a pas manqué d'amener la question de la limite de leur croissance. Les Clubs de Rome de la question ne manqueront pas et ressembleront à celui qui doit sa célébrité à la crise de la croissance, à ceci près que les mesures proposées en ce domaine toucheront à l'idéologie du droit sacré à la vie qui a régné pendant des siècles.

Ces possibilités portent le nom de « dépistage génétique » et de « qualité de la mort », mais elles recouvrent en fait les concepts d'eugénisme (2) et d'euthanasie. Disons plus clairement *que le droit de reproduire et le droit de recevoir des soins sont remis en question.*

La progression de l'idée ressemble beaucoup à celle qui a conduit la conscience sociale à accepter l'avortement libre. Elle peut se diviser grossièrement en quatre phases (qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre : elles peuvent se chevaucher dans le temps et des dischronies fortes existent d'une province à l'autre, d'un pays à l'autre, etc.) : — *La phase d'occultation* (le sujet est évité, quasiment ignoré par les média). — *La phase de recherches*

(1) Nous n'avons malheureusement pas de preuves de l'accroissement de la population totale des enfants atteints de maladies génétiques par rapport à l'ensemble de la population.

(2) On rappellera que l'eugénisme est la science qui traite de l'amélioration des races et des espèces en contrôlant les facteurs héréditaires.

théoriques (bénéficiant de la « neutralité » scientifique le sujet est abordé dans des milieux restreints). — *La phase de permissivité sociale* (ce sont les premiers « cas » mis en première page par les média. Le public est sensible et divisé). — *La phase légale* (les premiers cas qui font jurisprudence sont traités. Le sujet passe sous l'égide du ministère de la Justice).

Notre hypothèse de recherche est que, en 1975-1976, l'eugénisme et l'euthanasie sont en train de passer de la troisième étape à la quatrième. Notre première tâche sera donc de prouver qu'elles ont franchi les trois premières, par l'intermédiaire d'un survol de textes, coupures de presse, actes des colloques, etc.

Nous voudrions ensuite, sous forme d'un scénario, imaginer la quatrième étape afin de dégager toutes les sortes de « futurs possibles » qu'une telle loi impliquerait.

LE CHEMINEMENT DES IDÉES

Ce chapitre a pour but de montrer comment l'idée d'euthanasie et d'eugénisme a progressé dans la conscience sociale.

LA PHASE « TABOU »

L'époque industrielle a curieusement occulté la mort sans doute parce que cette dernière est devenue très vite hospitalière (70% de morts à l'hôpital en 1975 contre 30% en 1950), rompant de ce fait les rites traditionnels qui marquaient l'événement sans que des processus de remplacement aient le temps d'être mis en place. (Les écrits de Elisabeth Kubler-Ross sont particulièrement révélateurs sur ce point.) Quant à l'euthanasie hospitalière elle était inconcevable, imprononçable, même dans la première moitié du XX^e siècle tant l'idéologie médicale insistait sur le « sauver » à tout prix (cf. les analyses d'Ivan Illich) (3). L'eugénisme, quant à lui, était aussi méconnu que tabou, — d'abord parce que l'infanticide et l'avortement ont été particulièrement répulsifs pour les grandes religions, — ensuite parce que les progrès de la génétique et les connaissances des lois de l'hérédité se sont rapidement accrus (4),

(3) Cf. Ivan ILLICH, *La Némésis médicale*, Le Seuil, collection technocratique.

(4) Par exemple, en 1966 la 1^{re} édition de *Mendelian Inheritance in man* par V.A. MAC KUSICK (Baltimore, John Hopkins Press) dénombrait 1 487 désordres génétiques, en 1975 la 4^e édition faisait état de 2 336.

— enfin parce que les idées nazies d'une race pure ont jeté jusqu'à ces dernières années un discrédit sur toute tentative qui se rapprocherait de l'idée d'une race meilleure par sélection génétique.

Néanmoins, l'après-guerre a été marqué par toute une série de recherches qui ont peu à peu réduit les tabous en général ou du moins les ont déplacés.

LA PHASE DE RECHERCHES THÉORIQUES

La philosophie de la mort, comme sujet d'études indépendant est récente (une vingtaine d'années) (textes de M. Thomas, P. Langsberg, Y. Echeverria, P. Ramsey, V. Jankelevitch...). Sa sociologie, après le fulgurant départ que lui avait donné E. Durkheim avec son étude sur le suicide, n'a été que chuchotée jusqu'aux années 60. Puis ce fut brusquement une explosion d'ouvrages souvent remarquables qui avaient pour point commun de ne relater que des cas passés ou exotiques (textes de O'Connor, E. Herzog, R. Moss, J.-F. Barth, E. Viollet, O. Brim, H. Hermann, S. Levine, N. Scott, P. Nagvire). Si l'euthanasie était mentionnée elle ne l'était que pour les eskimos ou certaines tribus africaines. Elle ne deviendra *actuelle* qu'avec les colloques de gériatrie, et encore, ne sera-t-elle mentionnée que comme une impossibilité (cf. actes du colloque de gériatrie de Santa Barbara, Californie, 1970 et actes du congrès de Tokyo de 1973 sur les politiques de la santé).

« Pour ce qui est de la gestion du parc d'équipements industriels, on peut montrer qu'il existe un âge limite au-delà duquel il est préférable de réduire, voire cesser tout entretien et ne pas réparer lorsqu'une panne se produit : il est en effet plus efficace de consacrer les ressources ainsi économisées à un surcroît d'entretien et une plus complète réparation des pannes durant les jeunes années. De façon plus générale, avant de décider du niveau de remise en état après une panne, il convient de s'interroger sur ce qui se passera en probabilité une fois la panne réparée : la décision dépendra du niveau des risques d'apparition d'autres pannes alors encourues. Il est bien clair que ce type de gestion serait considéré par tous comme tout à fait inadmissible en ce qui concerne la santé des hommes. Personne ne préconisera jamais de cesser tout soin aux vieillards au-delà d'un certain âge. Personne ne remettra en cause la légitimité de soins donnés aux mourants. Aucun médecin ne se demandera jamais s'il doit ou non soigner la broncho-pneumonie de ce jeune homme de 20 ans sous prétexte que la probabilité de mourir d'un accident d'automobile est particulièrement forte à cet âge. Le médecin a beau savoir que la mort est plus forte que lui, qu'une maladie en remplace une autre, cela ne le découragera pas de traiter chaque maladie, cas par cas. Et la société n'admettrait pas qu'il en soit autrement » (1).

(1) *Rationalité sociale des politiques de santé*, CEREBE, Paris, Communication présentée au Congrès de Tokyo ronéoté, 33 p., p. 8.

Dans le cas de l'eugénisme, ce temps de recherche pure a été celui de la biologie et de la génétique qui se sont soudainement développées après la Deuxième Guerre mondiale. Mais là encore, l'intervention pratique (sous la forme d'avortement ou de sélection des porteurs) n'était suggérée que dans la fiction (Aldous Huxley et *le Meilleur des Mondes*, bien sûr) et l'on se souvient encore de la série de scandales qui a accompagné les premières expériences de développement d'un fœtus *extra utero*, de ceux qu'on appelait les « bébés éprouvettes ».

Néanmoins les idées, ne serait-ce que sous la forme de dénégation, sont lancées et les années qui suivent vont mettre peu à peu en évidence la permissivité sociale qui est caractéristique de la période actuelle.

LA PHASE DE « PERMISSIVITÉ » SOCIALE

Par permissivité, nous entendons cette attitude sociale semi-conciliente qui admet certaines pratiques sans pour autant les recommander ou les légaliser. On peut dire que l'avortement ou le suicide, de « crimes » qu'ils étaient sont devenus permissifs sans pour autant être valorisés d'une manière positive par le corps social. Dans le cas de l'euthanasie, qu'elle soit active ou passive, elle a connu une série de procès où le crime a été reconnu (il y avait non assistance à personne en danger ou homicide volontaire) mais où l'accusé a été le plus souvent acquitté sinon condamné à une peine de principe minime, voire même dans certains cas, sous les applaudissements de la salle (5). En revanche, il n'y a eu qu'un cas d'acquiescement lorsqu'il s'est agi de médecins (cas de *State vs Sanders* aux États-Unis) car le passage d'une pratique individuelle est particulièrement grave lorsqu'il s'agit d'une pratique hospitalière puisqu'elle implique alors le passage d'une décision familiale à une décision sociale globale.

En même temps, vers les années 60, eurent lieu les premiers avortements dits « thérapeutiques », les premiers du genre (6), avortements en quelque sorte justifiés par le savoir scientifique. Ils donnèrent lieu à des débats inter-

(5) Pour plus de détails, cf. *The human body and the law*, a medico-legal study by David W. MEYERS, Aldine Publishing Company, Chicago, 1970.

(6) La notion d'avortement thérapeutique est extrêmement récente, alors que l'avortement lui-même est une pratique ancestrale. Il va bien entendu de pair avec la connaissance scientifique qui permet de prévoir ce que l'enfant sera. Il va sans dire qu'on avortait autrefois pour toutes sortes de raisons, mais jamais par anticipation de ce que l'enfant pouvait être. Notre hypothèse (improuvée) est que l'avortement est brusquement devenu permissif dans nos sociétés pour la simple raison qu'il peut dorénavant être justifié par le dépistage génétique pendant la grossesse. A quoi servirait une connaissance sur les anomalies du fœtus, s'il n'y avait pas possibilité d'intervention radicale en ce domaine ?

minables, le corps médical étant tout à fait divisé : on se rappellera qu'à l'époque, une seule des femmes ayant pris de la thalidomide a avorté légalement en Suède et que sa décision a été accueillie sous les huées de certains et sous les bravos d'autres. Néanmoins l'idée est lancée et l'avortement avec la garantie médicale a été de plus en plus admis socialement. L'idée était d'autant plus acceptable que les techniques mises au point permettaient de détecter un nombre de plus en plus grand d'anomalies *in utero*. En même temps, progressait l'idée qu'à un contrôle des naissances (favorisé quant à lui par la disponibilité des moyens de contraception) devait s'ajouter un contrôle de la qualité des naissances. De toute façon l'époque est à la « qualité », « qualité de la vie », « qualité de la mort » ; pourquoi pas « qualité de la race humaine » ?

Le grand public est encore divisé mais les années 75-76 sont charnières en ce sens que très nettement, certains groupes de pression, des groupes de recherche, des instances médicales, etc. se rapprochent peu à peu de l'idée qu'un certain nombre de lois devraient être votées dans ce domaine. Le temps de la loi a commencé.

LE DROIT A L'« EUTHANASIE PASSIVE »

L'Académie suisse des sciences médicales a rendu publiques, le mercredi 20 avril, des directives (ou recommandations) concernant l'euthanasie. Elles ont été élaborées par une commission de dix-sept médecins pour « répondre à un besoin profond tant du corps médical que de la population ». On peut y lire notamment :

● « Quand le patient a été convenablement renseigné et qu'il est capable de discernement, sa volonté quant au traitement doit être respectée, même si elle ne correspond pas aux indications de la médecine.

● « Quand le patient est incapable de discernement, le médecin doit alors tenir compte de ce que l'on peut présumer de la volonté du patient. Les proches de celui-ci doivent être entendus, mais juridiquement la décision dernière appartient au médecin.

● « Chez les mourants et chez les malades et les blessés en danger de mort dont l'affection évolue de façon irréversible vers une issue fatale, et qui ne pourraient ultérieurement avoir une vie relationnelle consciente, le médecin se contente de calmer les souffrances, mais il n'est pas obligé d'utiliser toutes les ressources thérapeutiques qui pourraient prolonger la vie ».

Le Monde, 26 avril 1977

LE TEMPS DE LA LOI

Ce glissement de la permissivité à la loi sera favorisé par toute une série de facteurs :

— *Facteurs économiques* : l'économie hospitalière en général est en cours de remaniement. La récession économique est telle qu'on en vient à reconsidérer sérieusement le droit d'être soigné, ou maintenu en vie contre tout espoir. Sur ce point, l'intervention de M^{me} Majnoni d'Intignano lors du récent congrès sur la qualité de la mort (octobre 1976, Limoges, France), a été particulièrement significative. Les lits de réanimation coûtent environ 90 000 \$ par

Pour le médecin qui met en œuvre des moyens techniques, matériels et humains, afin d'améliorer l'état d'un patient, il s'agit simplement de savoir s'il a, ou n'a pas, à sa disposition ces moyens-là où il veut en user. M^{me} Majnoni d'Intignano ramène le problème à ses seules composantes statistiques. On peut, par l'analyse des coûts, éclairer la relation du médecin à la mort : à court terme, ce coût est faible, et il n'est pas une contrainte pour le médecin.

A long terme, il en va différemment : la vie ou la mort des patients dépendra des investissements coûteux, acceptés par la collectivité (le coût de fonctionnement d'un lit en réanimation varie de 250 000 à 700 000 francs par an). Malgré les indications de la carte sanitaire, et surtout en raison de la décentralisation des mécanismes de financement, ce ne sont pas toujours les motifs les plus rationnels qui président au choix : souci de développer des équipements de prestige, préoccupation de politique locale.

Mais surtout, souligne M^{me} Majnoni d'Intignano, c'est le coût social de tels investissements, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses de santé auxquelles il a fallu renoncer pour mettre en place d'autres actions plus sophistiquées », qui peut modifier le droit de chacun de mourir à son heure. Faut-il privilégier des malades à probabilité de survie nulle ou faible au détriment de malades dont la probabilité de survie est forte, avec des risques de séquelles faibles ? Dans ce choix est indirectement enfermée la définition d'un droit pour certains et d'un non-droit pour d'autres de mourir à leur heure.

Le Monde, octobre 1976

an et ne sont utilisés en fait pour la plupart que pour reculer l'échéance fatale de quelques heures ou jours (le cas du général Franco est encore dans toutes les mémoires). Au Canada, on a calculé que le coût des enfants atteints du syndrome de Down (Mongolisme) était de 6 000 à 10 000 \$ par an. Tout enfant retardé profond coûte 250 000 \$ par sa vie entière (7). De même, on a calculé aux États-Unis que le coût social des hémophiles par exemple était d'un demi-milliard de dollars par an (et l'hémophilie ne représente

(7) *Genetic Services 1976* — A report of the Ontario Council of Health — p. 14-15.

qu'un tout petit pourcentage des maladies congénitales héréditaires). De ce fait, on ne saurait être froidement plus clair que ne l'a été Garrett Hardin lors du symposium « Genetics, Man and Society » du 29 novembre 1972 lorsqu'il posa les questions ultimes (qui peuvent, en passant, également être appliquées aux soins coûteux aux mourants):

« La liberté de l'individu doit-elle aller aussi loin? La liberté de l'individu inclut-elle la liberté de faire supporter à la société des coûts dont elle ne veut pas? Voilà la question qui se pose à nous tous. Lorsque de tels coûts sont très peu élevés, nous pouvons éviter la question en disant que la loi ne s'attarde pas à des bagatelles. Mais l'hémophilie, la maladie de Tay-Sachs, la cyclanémie et la phénylcétonurie ne sont pas des bagatelles.

« Il nous faut reconnaître que notre monde est un monde limité. L'argent que nous dépensons pour une chose, nous ne pouvons pas le dépenser pour une autre. Si nous dépensons tout notre revenu à la correction phénotypique des tares génétiques, il nous restera très peu de choses vraiment, pour préserver une qualité de vie adéquate (8) ».

— *Facteurs médicaux*: l'idéologie médicale est en train de changer: elle n'est plus tant portée à « guérir » qu'à « prévenir ». Ces dernières années la médecine préventive a pris une importance considérable, alors que la « guérison miraculeuse » d'un seul individu semble être passée au second plan. Avec la spécialisation de plus en plus poussée de la médecine on trouve de moins en moins d'internes qui acceptent de passer leurs années d'études dans les hôpitaux réservés aux séniles, aux vieillards ou aux désespérés. En revanche leur nombre croît dans les spécialités de dépistage, y inclus de dépistage génétique; ce dernier est d'ailleurs en plein essor. En Ontario, le nombre de patients qui utilisent les centres de dépistage génétique (au nombre de 5), est passé de 300 en 1967 à 750 en 1975. A la clinique de dépistage prénatal de Toronto, le nombre de dépistages amniotiques a grimpé de 39 en 1972 à 141 en 1974 (9). Pour le Canada tout entier on a un accroissement de 74 en 1972 à 273 en 1974. Certains médecins font état désormais d'une philosophie diamétralement opposée à celle qui avait prévalu chez les hommes en blanc au début du siècle. La récente interview du D^r Lise Fortier dans *Macleans* (27 décembre 1976) en est un exemple frappant. Car c'est aujourd'hui, une femme médecin, ancienne présidente de la société des obstétriciens et gynécologues du Canada qui déclare en conclusion: « Je suis d'accord avec vous que tout individu mérite une chance de vivre. Mais vivre pour vivre n'est

(8) In *Genetic Responsibility* edited by Mark LIPKIN, J. and Peter T. ROWLEY, Plenum Press — New York and London, 1974.

(9) *Op. cit.* p. 16.

pas tout. Nous devons réfléchir à la qualité de la vie que nous lui donnerons ». Un tel discours fait par un médecin aurait été impensable même dans les années 50. Il n'est certes pas la majorité, mais il existe. Il n'est pas une opinion individuelle car sa publication dans un magazine à grand tirage prouve qu'il est un *indice*, un fait porteur d'avenir.

— *Facteurs sociaux* : l'évolution des sociétés industrielles avancées est telle que la prise en charge des malades, des anormaux, etc. se fait dans le plus parfait anonymat par l'intermédiaire d'une abstraction: les taxes. De ce fait l'homme de la rue comprend de plus en plus mal pourquoi il doit payer pour maintenir « inutilement » en vie des séniles qu'il ne connaît pas ou pour entretenir sous couveuse des enfants anormaux qu'il ne verra jamais. De toute façon cette distance entre donneur de fonds et récipiendaire n'est pas faite pour favoriser la générosité et la compassion.

— *Facteurs idéologiques* : ce sentiment de l'homme de la rue est renforcé par le fait que les valeurs attachées au droit sacré à la vie s'affaiblissent pour la simple raison que la notion de sacré est en train de disparaître peu à peu.

De même il y a changement de « valeurs » relatives à la douleur. Elle n'est plus admise en effet comme source de sagesse ou devoir expiatoire. Notamment la génération du baby boom a été singulièrement préparée à refuser l'idée de souffrance. Anesthésie, analgésiques, spécialistes de la souffrance physique (médecins), spécialistes de la souffrance morale (psychiatres) sont devenus une habitude qui fait de la douleur un scandale à supprimer. De ce fait le public comprend mal le pourquoi d'une agonie douloureuse prolongée jusqu'à son extrême limite par la technologie hospitalière.

C'est ce même public qui, lorsque le temps viendra, demandera : — une aide des spécialistes de l'agonie déjà fournie par certaines agences telles *Threshold* dont on ne s'étonnera point qu'elle ait été mise sur pied par un publicitaire, William Roberts (10); — une abréviation des souffrances inutiles, requête déjà formulée par des associations puissantes (telles The Euthanasia Fund Council) qui proposent la légalisation des « testaments de vie » dont

(10) « *Threshold* » n'a rien d'une association charitable classique; ici on parle le langage bien vivant de l'efficacité et de la rentabilité. Pour 7,5 dollars de l'heure (la moitié allant pour l'agence), on peut se procurer un compagnon, spécialisé dans ces contacts délicats avec les mourants. William ROBERTS qui déclara à *Time Magazine* qu'il était « frappé par la manière froide et cavalière avec laquelle les mourants étaient traités », a décidé de remédier au problème. En filtrant soigneusement les candidats, pour éviter « les fous en tous genres ». *Threshold* a mis au point une méthode d'approche. Résultat: 15 « veilleurs » confirmés viennent de passer 3 semaines dans un cours de perfectionnement et sont prêts à se placer au chevet des mourants. Leur professeur (un prêtre) analyse les angoisses que nous éprouvons devant la mort et discute avec les élèves du suicide et de l'euthanasie...

on trouvera un exemplaire ci-après, et qui viennent d'être d'ailleurs acceptés en Californie. On ne saurait, à ce propos, oublier de mentionner le cas Quinlan qui a défrayé la chronique américaine l'année dernière.

A ma famille, à mon médecin, au pasteur, à mon homme de loi.

S'il arrive que je ne puisse plus prendre de décision pour mon avenir, que ce testament soit considéré comme l'expression de ma volonté;

S'il n'y a aucun espoir raisonnable que je guérisse de mon incapacité physique ou mentale,

Je, soussigné

sollicite que l'on m'autorise à mourir et que l'on ne prolonge pas ma vie par des moyens artificiels ou des mesures héroïques. La mort est une réalité, au même titre que la naissance, l'adolescence, la maturité, la vieillesse — elle est *la* certitude. Je la crains moins que je ne crains l'indignité de la déchéance physique, de la dépendance et de la souffrance sans espoir. Je demande que par pitié pour moi, l'on m'administre les médicaments qui peuvent adoucir mon agonie, même s'ils hâtent le moment de ma mort.

C'est après y avoir bien réfléchi que je fais cette demande. Et bien que ce document ne soit empreint d'aucune obligation légale, j'espère que vous qui vous souciez de moi, vous sentirez moralement obligés de remplir ce mandat. J'ai conscience de l'écrasante responsabilité dont je vous investis et c'est parce que je veux partager cette responsabilité et atténuer en vous tout sentiment de culpabilité que j'écris cette déclaration.

Signature

Date

Signature des témoins

Cf. Robert S. MORISSON, Dying, in *Scientific American*, vol. 229, No. 3, September 1973, pp. 54-75.

Dans le même ordre d'idée, il semble que l'anomalie soit de plus en plus considérée comme une souffrance qu'il est bon de prévenir comme toutes les autres. C'est la justification qui est désormais donnée pour tout avortement thérapeutique (l'enfant souffrirait) et qui sera donnée pour le dépistage génétique.

Pour toutes ces raisons, et pour bien d'autres, il semble que la liberté d'être maintenu en vie ainsi que la liberté de reproduire soit désormais en passe de subir un contrôle social. Notre but est maintenant d'en développer les conséquences possibles et les modalités.

SCÉNARIO D'UNE GÉNÉRALISATION DE LA PRATIQUE EUGÉNIQUE ET EUTHANASIQUE

Même s'il est possible d'affirmer que l'euthanasie légalisée et l'extension du conseil génétique sont des tendances lourdes, il n'en reste pas moins difficile d'en prédire les futures conséquences tant les modalités d'application peuvent varier dans l'espace et dans le temps.

Pour cette raison, nous allons essayer de dresser un tableau de futurs possibles en envisageant trois hypothèses selon que l'euthanasie et le conseil génétique sont laissés :

- au seul choix individuel (hypothèse faible),
- passent sous contrôle médical (hypothèse moyenne),
- passent sous contrôle étatique (hypothèse forte).

Ajoutons enfin, à titre de remarque, que les frontières de ces trois hypothèses ne sont pas tranchées et que l'on peut imaginer un certain nombre de combinaisons et d'hypothèses hybrides.

HYPOTHÈSE FAIBLE : LE CHOIX INDIVIDUEL — CONTROLE INFORMEL

1. Description des modalités d'application

Les méthodes seraient propres au libéralisme traditionnel: persuasives plus que coercitives. Les médias seraient utilisées pour convaincre l'individu de recourir au « Testament de vie » et au « conseil génétique » selon l'éthique du « libre » choix.

2. Les conséquences

L'euthanasie

Une campagne de publicité bien agencée peut faire du « testament de vie » une habitude sociale aussi répandue que celle du testament traditionnel. Il est d'ailleurs probable que, comme pour celui-là, les couches les plus aisées de la population seront les plus réceptives au message (le fait est déjà clair en Californie où la légalisation des « testaments de vie » vient d'être votée).

Mais, même si l'audience est large, dans un premier temps et à première vue, la généralisation de l'euthanasie passive (11) aura des conséquences restreintes. On peut citer :

(11) Rappelons que l'euthanasie passive consiste à « laisser mourir » alors que l'euthanasie active provoque délibérément la mort afin d'abréger des souffrances jugées inutiles.

- la libération de quelques lits d'hôpitaux dans les services de réanimation,
- un léger allègement des budgets hospitaliers,
- une extension sensible du pouvoir des médecins qui seront en dernier ressort seuls juges de la situation,
- un remaniement des lois en raison des cas particuliers qui ne manqueront pas de voir le jour (litiges entre le médecin et la famille par exemple).

Beaucoup plus importantes, en revanche, seront les *conséquences secondes* qui sans être forcément liées par une relation causale à l'euthanasie passive, n'en resteront pas moins dans sa sphère d'influence.

Première conséquence possible : nous en donnerons pour exemple une augmentation possible des taux de suicide. En effet, ce dernier est, si l'on joue sur les mots, une *auto-euthanasie* — on se supprime parce qu'une souffrance (physique ou mentale) apparaît intolérable et sans espoir. On approche alors les frontières de l'euthanasie positive. De ce fait :

a) La généralisation de la pratique euthanasique ne peut que favoriser la disparition de l'interdit social qui avait jusqu'à présent enveloppé le suicide (rappelons qu'il est toujours considéré comme « homicide volontaire » en Grande-Bretagne et que les statistiques en ce domaine sont très incomplètes en raison d'un bon nombre de suicides non avoués par les familles).

b) Cette même pratique ne manquera pas de mettre aux prises les équipes hospitalières avec le problème des suicidés en salle de réanimation qui auront signé un « testament de vie ». Le droit à la *qualité de la mort pour agonisant* va être suivi de la demande du *droit à sa mort* en général (dont il est déjà débattu sous un autre aspect, dans le cas Gary Gilmore (12)).

c) Poussons à son extrême l'hypothèse du suicide accepté par la médecine et les mœurs, et tout en restant dans la tradition libérale et le respect de la volonté individuelle on peut en arriver à « l'idée très logique (américaine) d'un motel pour suicidaires où, pour un bon prix, un « service-suicide » assuré comme n'importe quelle prestation sociale... vous assure les meilleures conditions de mortalité et se charge de vous suicider avec le sourire (13) et (14) ».

Deuxième conséquence possible : L'ironie de cette dernière remarque ne doit pas néanmoins masquer le problème plus général qui ne manquera pas de se poser : l'euthanasie sous toutes les formes (allant jusqu'au suicide) acceptée dans la tradition libérale entrera dans le système économique propre à cette dernière.

(12) Le condamné de l'Utah qui a demandé à être exécuté.

(13) Jean BAUDRILLARD, *La Société de consommation*, Coll. Idées, Gallimard, Paris 1974.

(14) Cf. Nicole SCHWARTZ, Ronéo 1972, *Happy End*.

Il y aura des agonies « chères » et des « agonies bon marché » comme il y a déjà des enterrements de première et de deuxième classe.

L'eugénisme

Pour l'eugénisme, les méthodes de l'hypothèse faible consiste à promouvoir, sans imposer directement, le dépistage génétique. On retrouvera alors tous les moyens qui ont déjà été utilisés pour promouvoir la contraception (brochures, publicité non déguisée et publicité déguisée des « Soap Operas » par exemple dont on ne dira jamais assez l'importance quant à la représentation de modèles sociaux. L'un d'eux intitulé « The Doctors » a déjà abordé le thème en janvier 77 et donné le beau rôle au mari qui a subi une vasectomie lorsqu'il a appris que sa femme était atteinte d'une maladie congénitale héréditaire).

Comme pour l'euthanasie, à première vue et dans un premier temps, la pratique eugénique risque d'avoir un impact assez faible. Les campagnes de publicité ne touchent en effet tout d'abord que ceux qui sont capables d'assimiler l'information et sont déjà en quelque sorte prêts pour les nouvelles valeurs: à titre de comparaison on peut dire que la contraception a été un franc succès dans les sociétés industrielles avancées, l'on sait qu'elle s'est soldée par un cuisant échec en Egypte par exemple. Les campagnes de publicité dans le domaine de la santé généralisent à l'extrême leurs cibles et ne tiennent pas compte des différences culturelles entre ethnies et classes sociales. La preuve en est l'échec connu par les programmes de dépistage de la « cyclanémie » dans des villages grecs. Les femmes révélées « porteuses » n'ont pas accepté l'idée qu'elles devaient rester célibataires et stériles tant les valeurs attachées à ce statut sont négatives dans le monde méditerranéen. Elles ont donc quitté le village où elles étaient désignées comme « immariables » pour s'en aller épouser les hommes d'autres villages.

Ce problème ne manquera pas de se poser dans des pays à multiculturalité comme les États-Unis et le Canada. Et ici encore, on risque d'avoir toute une série de conséquences secondes qui ne sont pas immédiatement évidentes.

a) Une des conséquences possibles est de déséquilibrer la proportion d'enfants « anormaux » qui jusqu'alors étaient répartis dans l'ensemble de la population. Ceci peut revivifier en une génération des concepts tels que ceux de la supériorité biologique de certaines ethnies sur d'autres.

b) Pour ce qui est de la catégorie de la population qui va être touchée par le dépistage génétique, qui va accepter le conseil et, mieux, le demander il faudra s'attendre à un changement à long terme de certaines valeurs attachées au mariage. Les normes de « mariabilité » vont peu à peu se séparer de celles de « reproduction ». Pour la femme, le choix du géniteur ne sera pas forcément

le choix du mari et ceci dépasse infiniment un simple problème de conjugalité traité par les psychologues. C'est en effet tout le *concept de paternité* qui peut être remis en question (15).

HYPOTHÈSE MOYENNE : LE SEMI-CONTRÔLE

1. Les modalités d'application

Elles diffèrent des méthodes libérales décrites précédemment (tout en s'y ajoutant) en ce sens que :

- La décision de laisser mourir serait prise à la place du sujet, (testament de vie ou non) après verdict médical.
- Le mariage et le fœtus passeraient par un contrôle médical préalable.

2. Les conséquences

L'euthanasie

L'euthanasie passive appliquée à une personne non consciente et sans son accord préalable a fait l'objet du débat « Quinlan ». Dans ce cas, on le sait, ce sont les parents qui ont été les décideurs et les médecins les exécutants.

Ce cas fera jurisprudence et va probablement toucher la population de ceux qui sont entrés en « coma dépassé ». La conséquence possible la plus tangible serait la suppression radicale dans les services hospitaliers du lourd appareillage de maintien en survie utilisé pour ces cas.

La conséquence seconde moins apparente sera le changement radical de l'idéologie médicale envers la vie et la mort. Les médecins auront désormais autorité de décider de l'abandon du soin.

L'eugénisme

En un sens, le mariage également, peut passer de même sous contrôle médical. Dans le cas de l'hypothèse moyenne il s'agira d'inclure dans la licence de mariage le conseil génétique sous une forme qui ressemblerait à ceci :

« En 1973, la *Chicago Bar Association* a proposé de ne délivrer le permis de mariage qu'après présentation d'un certificat signé par un médecin confirmant que X... n'est atteint d'aucune maladie vénérienne, et qu'il/elle a été prévenu(e) des anomalies qui peuvent provoquer des tares à la naissance, dans toute la mesure où elles peuvent être décelées par un examen physiologique sérieux et les analyses courantes nécessaires pour le dépistage

(15) Les limites de cette étude ne nous permettent pas de traiter un tel sujet qui demanderait à lui seul une recherche spéciale.

de telles maladies. (*In the Prevention of Genetic Diseases and Mental Retardation*, Aubrey Milunsky, 1975, W.-B. Saunders Co. p. 13) ».

Il s'agit certes d'un pas supplémentaire vers des mesures autoritaires mais en fait ces mesures ne sont que complémentaires de celles de l'hypothèse faible et n'auront, en elles-mêmes, que peu d'impact, car :

— Le nombre d'enfants nés hors mariage est en hausse (il naît d'ores et déjà 12% d'enfants de parents célibataires (16).

— Le résultat du test peut être caché au partenaire.

Le problème est déjà connu en France où le test de Wasserman est exigé lors du mariage. Les résultats, selon le secret médical professionnel, ne sont communiqués qu'à la personne intéressée. Or il a été prouvé que cette dernière informe très rarement son partenaire lorsque la présence de la syphilis a été décelée.

En revanche, les résultats peuvent être plus importants si la grossesse passe sous contrôle génétique médical obligatoire.

La première conséquence en serait la diminution (pouvant aller jusqu'à disparition) de certaines populations d'anomalies. On a en effet calculé par exemple que si toutes les femmes enceintes de plus de 35 ans subissaient une amniosynthèse et avortaient au cas où cette dernière révèle le syndrome de Down, on verrait diminuer de moitié la population des mongoliens (17).

La seconde conséquence pourrait être... un dysgénisme (18).

Ceci peut être illustré par le cas de la rétinoblastomie héréditaire bilatérale. Lorsqu'une femme mettait au monde un enfant atteint de cette anomalie, ce dernier n'avait qu'un faible pourcentage de chance d'atteindre l'âge de la reproduction. Désormais, après traitement, il survit la plupart du temps et malgré sa cécité probable il pourra avoir des enfants dont la moitié environ souffriront de la même tare. Ceci est vrai pour une maladie dominante comme la rétinoblastomie et il est évident que la fréquence du gène en cause augmentera grâce aux progrès médicaux.

La troisième conséquence pourrait être un déséquilibre sensible de la population par sexe. Les tests amniotiques permettent en effet de déterminer dès le début de la grossesse le sexe du fœtus. Il n'est pas impensable que les parents utilisent ce moyen pour choisir le sexe de leurs enfants.

(16) Cf. *Changes in Family Lifestyles and their Implications for the care of Well-Being of the Child*, Julyan REID, Long Range Planning (Welfare), Dept. of National Health and Welfare, february 1977.

(17) *Genetic Services*, 1976.

(18) Cf. Dr. G.R. FRASER, Genetical Implications of Antenatal Diagnoses in *Ann. Genet.* 16, n° 1, 5-10.

HYPOTHÈSE FORTE — CONTRÔLE FORMEL

1. Mode d'application

Cette hypothèse envisage la possibilité d'employer des moyens autoritaires allant de pair avec la suppression du secret professionnel médical. Le soin, la vie et la mort passent sous contrôle étatique.

2. Conséquences

L'euthanasie

Elle serait étendue à son maximum, incluant :

— des populations de « malades » que la société refuserait de soigner parce que trop peu nombreux pour justifier les coûts d'installation et de soins. Cette forme de refus se prodigue d'ailleurs depuis longtemps pour l'utilisation des reins artificiels (trop peu nombreux) dont on sait qu'ils étaient attribués en priorité aux individus de sexe masculin, jeunes, etc.

Elle peut aller, et nous rejoignons ici une forme d'eugénisme jusqu'à la limitation de prendre en charge des anomalies congénitales ou des maladies héréditaires qui jusqu'à présent avaient fait l'objet de soins attentifs. Une fois encore le Dr Garrett Hardin (*op. cit.*, p. 87) est incisif.

« Revenons au problème de l'hémophilie et de son coût potentiel pour la société d'un demi-milliard de dollars par an. Tout dernièrement, quatre personnes atteintes de cette maladie ont intenté un procès devant l'un des tribunaux fédéraux de l'Est du pays, pour obliger le ministère américain de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être, à accorder gratuitement le meilleur traitement médical à tous les hémophiles des États-Unis. Les plaignants prétendent que ce traitement est un droit de la personne humaine. Étant donné que ledit traitement exigerait le don généreux du sang d'individus normaux qui peuvent ne pas exister, il est probable que de toutes façons la plainte des hémophiles devra être déboutée. Mais (à titre d'exemple), laissons de côté cette objection et demandons-nous si notre société devrait accueillir une requête de cette sorte. »

— L'euthanasie eugénique, c'est-à-dire cette forme d'euthanasie négative qui consiste à « laisser mourir » des enfants malformés. Cette forme d'euthanasie a toujours été pratiquée bénéficiant d'une forme de permissivité sociale. En conversation privée, certains médecins accoucheurs ont admis depuis longtemps qu'ils n'utilisaient pas toujours tous les moyens que la médecine mettait en leur pouvoir pour réanimer des enfants hydrocéphales par exemple. Néanmoins (et c'est là tout le problème de l'avortement légalisé : pourquoi s'arrêter à un embryon de quelques semaines — pourquoi ne pas avorter quand le fœtus a 6 mois, 8 mois, 9 mois); certains pragmatiques envisagent la question

en commençant par évoquer ce que l'on peut appeler un infanticide passif: «laisser mourir les enfants qui dès le départ ne peuvent survivre sans les techniques médicales». Le D^r Lise Fortier (cf. supra p. 6) en donne pour exemple ceux qui sont atteints d'une malformation neurologique telle la «Spina Bifida».

«Ces enfants naissent paralysés et ils sont incontinents, mais si on les opère et qu'on leur place une sorte de valve sur le cerveau, ils survivent au lieu de mourir. Certains d'entre eux sont presque complètement guéris. Mais la plupart s'en sortent avec tout leur esprit, mais complètement paralysés des membres inférieurs et incontinents. En Angleterre, on a décidé que ces enfants devraient être placés dans des écoles spéciales; naturellement, en raison de leur incontinence, les autres ne les supporteront pas. Mais pour pouvoir suivre tous ces cas, il faut construire une école spéciale par mois, pendant les 25 prochaines années. Pour le moment il en existe seulement environ 3 ou 4, si bien que tous les autres enfants atteints de spina bifida qui ne peuvent pas y être admis, ne reçoivent pas l'attention dont ils auraient réellement besoin. Pourquoi faisons-nous cela? Pourquoi ne pas laisser ces enfants mourir au lieu de les sauver en les destinant à cette sorte de vie? (Maclean, janvier 1977).»

Pour l'instant, il s'agit d'euthanasie génétique active que l'on peut appeler l'infanticide et la conscience sociale répugne d'une manière générale à même évoquer le terme. Mais pour combien de temps?

L'eugénisme

L'eugénisme peut passer lentement sous contrôle étatique s'il est établi une banque de données génétiques nationales, point de départ de tout programme, programmation, planification et contrôle et si le secret médical est levé. L'établissement des données peut être obtenu par toutes sortes de moyens dont certains ont déjà été expérimentés comme on peut le constater dans les cas suivants:

— Pénalisation détournée

Elle consiste à pénaliser indirectement certains états de fait:

«Dans le procès Dandridge contre Williams, la Cour Suprême a soutenu que l'État du Maryland pourrait fixer un plafond pour les paiements faits aux familles assistées en vertu du programme de l'Aide fédérale aux familles ayant des enfants à charge. Le plaignant prétendait que l'État faisait de la discrimination envers les enfants des familles nombreuses. Une famille de 7 enfants recevait moins d'allocations qu'une famille de 4 si on donnait la même allocation mensuelle aux deux types de famille. La Cour cependant décida d'examiner l'aide à l'enfance comme un problème «relevant du domaine

économique et social » plutôt que de l'envisager comme un problème d'intérêt fondamental qui exigerait une justification plus rigoureuse de la politique d'assistance de l'État.

Alors que le Maryland soutenait que tous les encouragements prodigués à la planification familiale ressortent d'un intérêt légitime de l'État, il est intéressant de noter que la Cour Suprême quant à elle, a évité de se prononcer sur cette question (19) ».

— Pénalisation directe

Le non-respect de la loi devient un crime qui est puni :

légèrement : on n'obtient pas de licence de mariage dans l'État de New York sans s'être conformé au test de cyclanémie, si on est d'une race autre que « caucasienne, indienne ou orientale » (*N. Y. Domestic Relations Law* par. 903 McKinney 1972);

par une amende de 100 dollars (KY 402.990, 1973) au Kentucky, si l'on est noir et si l'on a refusé de se soumettre au même test pré-nuptial.

« Une approche législative plus typique était de déléguer à un fonctionnaire de la santé, la décision d'exiger l'examen de détection de la cyclanémie. C'est ainsi que la législation de l'Arizona dispose que: « le ministère de la Santé de l'Arizona peut exiger un test de cyclanémie dans le cas de toute tranche identifiable de la population qui, selon lui, est prédisposée à cette maladie, à un taux disproportionnellement plus élevé que celui du reste de la population ». Un État au moins a regardé le problème de classification en face. Celui du Kentucky qui a exigé que tous les « Noirs » qui demandaient un permis de mariage subissent le test de la cyclanémie. Toute violation de cette loi étant passible d'une amende de 100 dollars (20) ».

L'hypothèse radicale serait que tout enfant à sa naissance ait sa carte génétique établie d'office.

Les conséquences d'un tel procédé sont aussi imprévisibles que la politique, car on comprendra sans peine que la mise en carte de l'individu selon une classification génétique dépasse de beaucoup celle de son groupe sanguin.

Un tel procédé peut affecter aussi bien:

- le monde du travail (les employeurs auront-ils accès à la banque des données?);
- les politiques ethniques;
- le choix des conjoints à travers un concept renouvelé de parenté.

(19) *The Prevention of Genetic Disease, op. cit.* p. 432.

(20) *The Prevention of Genetic Disease, op. cit.* p. 428.

En conclusion, nous formulerons trois remarques.

Tout d'abord, quelle que soit l'hypothèse retenue, une des conséquences importantes des prémisses considérées est une augmentation non négligeable du pouvoir du corps médical, déjà en croissance par lui-même. Même si ce sont les hommes politiques qui, en dernière instance vont choisir le « bon » profil démographique au sens pratique du terme, ils le feront à grand renfort d'expertises médicales.

De manière plus individuelle, le « pouvoir » du médecin par rapport à son patient va être singulièrement décuplé par les nouvelles formes de « conseils » qui vont être prodigués : les « testaments de vie » par exemple sont une déclaration de confiance faite à l'expertise médicale lorsqu'il est question de « souffrances sans espoir ». Qui va définir le « sans espoir » sinon le médecin ? Plus significatif est l'intitulé du testament : « A ma famille, à mon médecin, au pasteur et à mon homme de loi ». L'autorité médicale suit immédiatement la lamille. De même jusqu'à présent, le médecin donnait quelques conseils de contraception lorsque désirés, mais arrêtaît là ses conseils et son expertise.

Le point à retenir est que ce pouvoir est illimité, car il serait infantile de rêver à une espèce d'achèvement des campagnes de dépistage génétique ou de restriction à des cas bien définis de l'euthanasie.

L'eugénisme créera lui-même son dysgénisme et créera au fur et à mesure davantage de maladies héréditaires. Il n'y aura pas de bout au tunnel comme il n'y a pas eu de bout au chemin des maladies infectieuses.

En second lieu, la récession qui prend la forme d'un choix de priorité en matière de soins, (qui soigner en premier si on ne peut plus se permettre de soigner tout le monde ?) ne va pas manquer de faire glisser davantage l'échelle sociale des privilèges dans le domaine du droit à la vie. Il est à prévoir qu'un certain nombre de cliniques privées vont naître de la nouvelle médecine, et offriront contre argent, les services dispendieux de maintien en vie qui ne sont plus garantis par les hôpitaux (à moins bien entendu que la médecine ne devienne un monopole d'État).

Enfin, le droit des individus, comme les droits définis par la Charte des Nations Unies, est idéologiquement parlant rousseauiste-kantien. Le droit à la vie, en raison de l'égalité intrinsèque de toutes les vies, est *transcendant*. Sans vouloir s'étendre davantage sur le sujet on peut dire que le droit traditionnel est en passe d'être redéfini — non plus par *une* philosophie de l'homme — mais par des sciences humaines. La nuance est d'importance et pour aussi théorique qu'elle soit, elle est lourde de conséquences pratiques dans tous les domaines sociaux (justice, éducation, relations entre pays, relations entre pays sous-développés et pays développés, etc.) et également dans les valeurs individuelles : représentation de la vie, de la mort, de la souffrance, de l'Autre.

PROSPECTIVE ET SANTÉ PUBLIQUE

N° 4 / Hiver 1977

● **C. de Duve: qu'apporte la biologie moderne à la médecine ?**

- E. Baulieu: la seconde révolution médicale.
- J. Dausset: le temps à maîtriser.
- L. Israël: empirisme et progrès.

● **L'expérimentation sur l'homme sain**

(dossiers de E. Fournier, P. Malangeau, A.-D. Munro-Faure, J. Sigvard.).

● **Biologie et faim dans le monde**

- F. Mendy: l'homme en cage.
- C. Dejerassi: hommes affamés, parasites affamés.
- E. Shneour: l'agriculture, mère des sciences.

● **Scénarios du futur**

— Les médicaments de l'an 2000 (J.-F. Bach, F. de Closets, A. Dodin, P. Meyer, E. Minkovski, J. de Rosnay, J. Servier).

● **Points et contrepoints, chroniques de livres et notes de lecture**

L'évolution génétique des populations

par ALBERT JACQUARD *

Grâce aux mathématiques, les théories sur l'évolution (Darwin) et sur la transmission des caractères (Mendel) avaient pu être conciliées en une synthèse: le néo-darwinisme. Les progrès de la connaissance ont conduit à des paradoxes qui ne peuvent être résolus que par un approfondissement, ou même une remise en cause radicale, des idées reçues.

Dès son émergence, au début de ce siècle, la génétique s'est trouvée en conflit avec l'ensemble des sciences consacrées à l'étude du vivant: mendélisme et darwinisme ont dès l'abord paru incompatibles. La réconciliation a été l'œuvre des mathématiciens: en développant la génétique des populations, ils ont montré que les transformations du patrimoine génétique collectif expliquaient la différenciation et l'évolution des espèces. Mais depuis l'époque où les conflits entre ces disciplines ont paru résolus, chacune a progressé, des concepts nouveaux ont été forgés, des données innombrables ont été recueillies et analysées, de nouveaux modèles explicatifs ont été élaborés; est-il sûr que la cohérence soit encore assurée? Les incompréhensions, les paradoxes, les oppositions sont souvent camouflés par l'imprécision du langage; les rechercher, mettre en évidence les contre-sens commis par chaque discipline à l'égard de l'autre est la condition nécessaire d'un progrès, même si les premiers pas semblent n'apporter que confusion.

Ainsi dans leur effort pour réconcilier l'évolutionnisme et le mendélisme, pour rendre compatibles, d'une part l'évidence de la transformation progressive, de l'adaptation des populations et des espèces, d'autre part la stabilité des gènes qui constituent les atomes du patrimoine héréditaire, les

* L'auteur est professeur à l'Université de Genève.

généticiens de population, plus mathématiciens que biologistes, ont utilisé le concept de « valeur sélective ». Certes, ce concept existe déjà chez Darwin pour qui l'évolution résulte du mécanisme de la sélection, de la « survie du plus apte », mais pour lui il correspond à une capacité globale des individus ou des groupes. Pour le généticien la valeur sélective est définie pour chaque génotype et recouvre une réalité ou une idée assez différente. Le risque est important d'un accord purement verbal cachant un désaccord fondamental.

Avant de chercher à préciser le sens des mots et déceler d'éventuels contresens, il est utile de retracer rapidement l'histoire (bien courte) de la génétique des populations.

Darwinisme

L'idée essentielle de Darwin est de voir dans les écarts entre individus la source de l'évolution des espèces; celles-ci sont issues les unes des autres; leurs transformations résultent non d'une finalité, d'un dessein extérieur, mais d'un déterminisme interne, la *sélection naturelle* résultant de la compétition, de la lutte pour la vie et de la victoire du plus apte.

Mendélisme

L'hypothèse de Mendel, que l'on sait maintenant conforme à la réalité, est que le support de l'hérédité, chez les êtres sexués, est constitué, pour chaque caractère, non par un élément matériel, mais par deux éléments (désignés maintenant par le terme *gènes*), reçus l'un du père, l'autre de la mère; ces gènes coexistent sans se modifier; lors de la procréation un seul, *choisi au hasard*, est transmis à l'enfant.

TROIS QUARTS DE SIÈCLE DE GÉNÉTIQUE DES POPULATIONS

Dès la redécouverte des lois de Mendel, en 1900, certains esprits comprirent que les recherches devaient porter non seulement sur les gènes portés par les individus, sur leur ségrégation, leurs associations, mais aussi sur les collections de gènes portés par l'ensemble des individus constituant une population. Le premier résultat important a été, en 1908, la découverte simultanée par un mathématicien anglais, Hardy, et un biologiste allemand, Weinberg, de la célèbre loi qui associe leurs deux noms. Ils constataient qu'au prix de quelques hypothèses, beaucoup plus réalistes qu'il n'y paraît à première vue, les fréquences des divers génotypes sont liées à celles des gènes et que, d'une génération à la suivante, l'équilibre se maintient. Mais il ne s'agissait là, dans l'esprit de la plupart des chercheurs, que d'une curiosité mathématique, sans grande portée. De même est-ce à un simple exercice de style que se livre Bernstein lorsque dans une célèbre communication à l'Académie des Sciences, en octobre 1923, il démontre mathématiquement les lois de Mendel: point

n'était besoin de compter des petits pois de diverses couleurs ou diverses conformations, deux pages de calcul suffisent à démontrer que l'hypothèse d'une hérédité portée par des gènes inaltérables agissant par paires, est la seule compatible avec ce que nous savons de la constance des distributions. En fait, beaucoup d'esprits ne sont pas alors vraiment convaincus de la réalité du modèle proposé par Mendel; le titre du premier article important de R. Fisher, paru en 1918, en témoigne: « The correlation between relatives on the *supposition* of Mendelian inheritance ».

Cette première période est celle des balbutiements; celle qui va suivre et qui s'étend jusqu'à la Seconde Guerre mondiale va être celle du « grand bond en avant » de la génétique des populations. Les Anglais R. Fisher et J. Haldane, l'Américain S. Wright seront les leaders incontestés (si ce n'est l'un par l'autre) de cette entreprise qu'est la constitution du néo-darwinisme; ils apportent les matériaux essentiels de l'édifice : *A Mathematical Theory of Natural and Artificial Selection* publié par J. Haldane de 1924 à 1932, *The General Theory of Natural Selection* par R. Fisher en 1930, *Evolution in Mendelian Populations* par S. Wright en 1931.

Un corps de doctrine magnifiquement cohérent est construit: il montre que le mécanisme de l'évolution imaginé par Darwin n'est nullement remis en cause par la théorie mendélienne: bien mieux, cette théorie apporte au mécanisme darwinien le fondement biologique qui lui manquait.

Le concept central est celui de « valeur sélective » définie de façon précise par: « la valeur sélective d'un génotype est un nombre proportionnel à l'espérance du nombre de descendants directs d'un individu possédant ce génotype »; la « valeur sélective de la population » est la moyenne des valeurs sélectives de l'ensemble des génotypes que l'on rencontre dans une population. Il est possible, au moyen de ces valeurs sélectives, d'expliquer les transformations progressives du patrimoine génétique, d'en préciser le rythme, de définir les équilibres possibles. Le couronnement de toute cette théorie est sans doute le résultat énoncé par Fisher sous le titre de « Théorème fondamental de la sélection naturelle »: à tout moment l'accroissement de la valeur sélective d'une population est proportionnel à la variance des valeurs sélectives des divers gènes. Autrement dit, une variance étant par définition positive, l'effet de la sélection naturelle ne peut qu'être bénéfique pour le groupe, le bénéfice étant d'autant plus grand que la diversité est plus marquée. On imagine facilement les développements sur l'excellence de l'ordre des choses qui peuvent être fondés sur ce théorème.

La période qui a suivi la dernière guerre a été celle des remises en cause et des approfondissements; le nombre grandissant de chercheurs consacrant leur activité à ce domaine a provoqué la constitution d'écoles, souvent antagonistes, a entraîné aussi de violentes querelles, parfois fécondes.

Le trait le plus marquant de la génétique des populations depuis un quart de siècle est sans doute sa mathématisation croissante. Dès 1948 le Français G. Malécot a montré comment l'utilisation systématique du raisonnement probabiliste pouvait améliorer l'efficacité de la recherche; la raison en est claire: la génétique est un domaine où le hasard est bien souvent l'acteur principal (que ce soit dans le processus élémentaire de la transmission des gènes de parents à enfants, ou dans le processus global de la dérive d'une population); les techniques prenant explicitement en compte le caractère aléatoire des événements sont donc exactement adaptées au problème. C'est dans cette direction qu'a progressé l'école japonaise représentée principalement par Moto Kimura: grâce à l'utilisation ingénieuse des équations backward et forward de Kolmogorov concernant les processus de diffusion aléatoire, il a pu préciser les conditions de la transformation d'une structure génétique.

Simultanément des recherches nombreuses ont été consacrées au « fardeau génétique »: la diversité des êtres qui constituent une population, si elle est nécessaire à son évolution, conformément au théorème de Fisher, constitue à tout instant un fardeau: la valeur sélective moyenne est, en effet, inférieure à ce qu'elle serait si tous les individus étaient dotés du génotype correspondant à la valeur sélective la plus élevée.

Le choc essentiel subi par le néo-darwinisme a été la constatation de l'extrême « polymorphisme » des populations, à quelque espèce qu'elles appartiennent. La plupart des modèles mathématiques montrent que l'évolution des structures génétiques aboutit à un équilibre où l'homogénéité est atteinte; et pourtant toutes les observations, notamment celles réalisées grâce aux méthodes d'électrophorèse permettant de différencier les diverses formes d'une même protéine, montrent que les populations, même de faible effectif, ne sont pas homogènes: pour la presque totalité des caractères, elles sont « polymorphes ».

Le processus déterministe le plus simple préservant à long terme le polymorphisme est celui qui repose sur un avantage sélectif des individus dotés de deux gènes ayant des actions différentes (les hétérozygotes Aa, par opposition aux homozygotes AA ou aa). Un exemple de caractère pour lequel cet avantage des hétérozygotes est manifeste a été trouvé chez l'homme: la célèbre anémie falciforme qui sévit dans de nombreuses régions impaludées d'Afrique; les individus porteurs de deux gènes S sont atteints de cette anémie, mais les hétérozygotes qui n'ont reçu qu'un gène S jouissent d'une protection contre le paludisme; un équilibre assurant la continuité de la présence du gène S dans la population peut donc s'établir. Mais cet exemple est pratiquement unique; on peut montrer d'ailleurs que ce mécanisme de maintien simultané de gènes divers entraîne un fardeau génétique tel qu'il ne saurait concerner de nombreux caractères. Comment est donc préservée l'extraordinaire diversité génétique effectivement observée dans toutes les populations?

Le principal défi proposé aux chercheurs est cette opposition entre les données du monde réel et les conséquences des modèles théoriques qu'ils avaient imaginés.

Une première voie de recherche consiste en l'abandon du concept de valeur sélective: on admet alors la « neutralité » des divers gènes; aucun paradoxe sur le fardeau génétique ne peut plus survenir puisque, par hypothèse, tous les gènes et génotypes sont équivalents. Des travaux importants ont montré qu'une doctrine cohérente pouvait être édiflée, aboutissant à ce que certains ont appelé, un peu par provocation, une théorie « non darwinienne » de l'évolution.

Une seconde voie, plus réaliste peut-être, consiste à prendre en compte l'interaction des divers locus, à étudier non plus le devenir des gènes gouvernant un caractère élémentaire considéré isolément, mais l'ensemble des gènes dispersés sur les divers chromosomes, intervenant dans le déterminisme d'un même caractère. De nombreux travaux y sont consacrés actuellement.

De telles recherches, qu'elles reposent sur l'hypothèse « neutre » ou qu'elles s'efforcent de prendre en compte des mécanismes sélectifs plus réalistes que ceux classiquement étudiés, ne peuvent être menées à bien sans le recours à un appareil mathématique de plus en plus complexe. Le signe le plus manifeste de cette tendance a sans doute été la création en 1970 d'une nouvelle revue, *Theoretical Population Biology*, où l'utilisation des mathématiques ne se heurte à aucun complexe et dont le succès est grandissant.

Après ces trois quarts de siècle comment va évoluer la génétique des populations? Le foisonnement actuel rend difficile tout pronostic; cependant, une tendance peut-être se dégage, marquée par le récent livre de R.C. Lewontin *The Genetic basis of evolutionary change*: il s'agit de rapprocher la pensée des « observateurs » de celle des « théoriciens ». Le problème central reste celui de l'évolution du monde vivant; pour le définir, pour jeter ne serait-ce que quelques lueurs sur son mécanisme, il est nécessaire d'obtenir une meilleure cohérence entre l'analyse théorique et l'observation des faits; dans cette voie, les progrès nécessaires viendront sans doute plus d'une amélioration des concepts que d'une accumulation de données nouvelles. L'effort qui s'impose est, d'abord, celui d'une clarification du langage. C'est à la nécessité de cet effort que nous avons consacré un récent ouvrage (1).

(1) A. JACQUARD, *Concepts en génétique des populations*, Masson, 1977.

QUELQUES EXEMPLES DE TERMINOLOGIE-PIÈGE

Il est étrange de constater combien les scientifiques prennent peu de soin de cet outil essentiel de leur atelier: le mot. Tel chercheur qui ne se servira jamais d'une pipette sale ou d'un tube ébréché, se sert sans scrupule de mots éculés, épuisés d'avoir été prononcés par tant de bouches, écrits par tant de plumes, vidés de tout sens précis par la diversité des concepts auxquels ils ont servi d'étiquette.

Cet excès d'usure des mots est particulièrement net dans le domaine de la biologie évolutive où la plupart des maîtres-mots peuvent être causes des pires malentendus. Prenons quelques exemples.

CARACTÈRE GÉNÉTIQUE — CARACTÈRE HÉRITABLE

Le plus souvent les deux qualificatifs « génétique » et « héritable » sont utilisés comme s'ils étaient équivalents: ce qui est déterminé par les gènes semble naturellement héritable puisque les gènes sont transmis de façon systématique des parents aux enfants; pour la même raison ce qui est héritable paraît devoir être gouverné par le patrimoine génétique. En fait, cette équivalence est tout à fait abusive.

Un caractère est héritable lorsqu'une certaine ressemblance est constatée entre les parents et les enfants, ou plus généralement entre les individus ayant un lien parental suffisamment étroit. Il s'agit donc d'un concept défini dans le monde des « phénotypes », c'est-à-dire de ce qui est sensible, visible, mesurable. Grâce aux analyses des biométriciens faisant appel aux termes classiques de la statistique (variance, covariance, corrélation); cette ressemblance peut être définie et mesurée avec précision; un concept a été mis au point, celui d'« héritabilité », nombre classiquement représenté par le symbole h^2 , compris entre 0 et 1 et d'autant plus grand que la ressemblance enfant-parents est en moyenne plus marquée. On peut ainsi constater par exemple que l'hérabilité de la taille est de 0,85 dans la population blanche des États-Unis, celle de la schizophrénie de 0,70, celle de l'hypertension artérielle de 0,76, celle du quotient intellectuel de 0,70 à 0,80.

Remarquons tout d'abord que ces chiffres n'ont de sens que pour une population donnée, ils peuvent être tout à fait différents dans un autre groupe, puisqu'ils dépendent de la répartition du caractère étudié: $h^2 = 0,76$ ne qualifie pas le caractère « hypertension artérielle » en lui-même, mais ce caractère tel qu'il se manifeste chez les blancs des États-Unis. Il en résulte que ce paramètre h^2 ne peut en aucun cas être utilisé pour l'étude comparative de deux populations; ce point essentiel est souvent oublié.

Quant au qualificatif « génétique », il n'a le plus souvent aucun sens: tout caractère est « génétique » puisqu'il ne peut se manifester que sur un individu réalisé à partir d'un certain patrimoine génétique, la langue ou la religion peuvent être alors qualifiées de génétiques. Pour que ce terme ait réellement un sens, il est nécessaire d'être très restrictif: on peut, par exemple, admettre qu'un caractère n'est « génétique » que si une liaison précise a pu être établie entre ses diverses modalités et la présence dans le patrimoine biologique des diverses associations de gènes. Ainsi, l'idiotie phénylpyruvique est une maladie « génétique », car elle ne se manifeste que chez les individus ayant reçu deux exemplaires d'un certain gène bien défini et rigoureusement transmis selon les modalités du modèle mendélien. Notons que, même dans ce cas extrêmement simple, le milieu intervient; un régime particulier permet d'éviter la manifestation de cette maladie; ce qui est « génétique » n'est donc pas nécessairement fatal.

Bien sûr, les deux concepts héritable et génétique que nous venons de préciser ne sont pas indépendants; mais la liaison entre eux n'est pas simple. Un modèle dû à Fisher permet de définir une « hérabilité au sens étroit, h_E^2 » à partir des effets des divers gènes influençant un caractère, mais les hypothèses nécessaires pour relier h_E^2 à h^2 sont si peu réalistes que, pour les populations humaines tout au moins, les mesures de h_E^2 sont dépourvues de la moindre utilité.

Il est clair que de nombreux caractères peuvent être hértables sans être le moins du monde génétiques, il suffit qu'ils soient suffisamment modelés, conditionnés par l'éducation, ou simplement par la cohabitation avec les parents: telle caractéristique du comportement peut avoir une hérabilité élevée sans que des gènes interviennent directement dans son déterminisme.

Il paraît plus paradoxal qu'un caractère déterminé génétiquement puisse ne pas être héritable: c'est que ce déterminisme joue au niveau individuel alors que l'hérabilité est définie au niveau collectif. On peut montrer facilement que tout caractère influençant la valeur sélective tend vers un équilibre où son hérabilité est nulle, si important que puisse être le rôle des gènes dans sa manifestation; tel est le cas, par exemple, pour la fécondité: le nombre d'enfants qu'une femme peut mettre au monde dépend dans une certaine mesure de ses caractéristiques biologiques, donc des gènes dont elle a hérité; pourtant dans une population pratiquant un régime naturel la corrélation entre les nombres d'enfants des mères et des filles ne peut, sur le long terme, qu'être nulle (sinon l'effectif croîtrait de façon explosive, ce qui est contraire à l'hypothèse d'équilibre).

Les discussions si vaines, si confuses, sur l'« hérabilité de l'intelligence » ont du moins le mérite de mettre en lumière le danger d'utiliser des mots imprécis. Les ressemblances de comportement intellectuel entre parents et

enfants sont évidemment signe d'une influence du milieu et ne sont pas nécessairement signe d'un déterminisme génétique; pour préciser celui-ci, il faut faire appel à l'héritabilité au sens étroit h_E^2 , mais elle ne peut être mesurée qu'indirectement à partir des études de jumeaux. Or, ces études sont excessivement délicates et leur interprétation repose sur des hypothèses fort discutables. L'essentiel des données sur lesquelles on se basait jusqu'à ces dernières années a dû être considéré comme « non scientifique » depuis que certains chercheurs américains ont découvert l'in vraisemblable supercherie que constitue l'œuvre du principal auteur en ce domaine, le psychologue anglais Cyril Burt. Les disputes sur l'estimation de l'héritabilité du Q.I. sont d'ailleurs dépourvues d'intérêt puisque, de toute façon, le nombre h^2 qui résulte d'une analyse de variance ne peut en aucun cas être utilisé pour inférer un mécanisme explicatif des écarts constatés. Passer de l'observation « l'héritabilité du Q.I. est de 0,70 » à l'affirmation « le Q.I. dépend pour 70% du patrimoine génétique, et pour 30% du milieu » constitue un parfait non-sens, entraîné par une insuffisante interrogation sur le sens des mots. Le sujet est suffisamment important, non seulement d'un point de vue strictement scientifique, mais en raison de ses conséquences sur la politique d'éducation, pour que le Mouvement universel de la responsabilité scientifique y ait consacré un colloque réuni en mars dernier à la Sorbonne.

CONSANGUINITÉ

Ce terme est un de ceux qui reviennent souvent sous la plume des généticiens. Tout livre exposant les principes de la génétique des populations comporte un chapitre intitulé « Consanguinité », ou, s'il est de langue anglaise, « Inbreeding ».

De prime abord, il s'agit d'un concept simple correspondant au fait que les patrimoines génétiques de plusieurs individus ont, pour une part, une origine commune. Cependant une recherche systématique montre facilement que ce mot est en fait employé à propos de multiples concepts, totalement différents. Bien plus, la représentation par un même symbole (généralement F dans la littérature anglaise) du paramètre mesurant le niveau, ou l'intensité, de cette consanguinité a conduit à certains contre-sens, et à certaines querelles dépourvues d'objet. Contrairement sans doute à l'apparence, cette analyse n'est nullement byzantine: il ne s'agit pas de se disputer à propos du sexe des anges, mais de préciser le sens des mots employés, ce qui est bien une exigence minimale dans un discours qui se veut scientifique. Le mot « consanguinité » (« inbreeding ») est utilisé par les généticiens pour évoquer aussi bien : — la liaison génétique entre individus, due à l'existence d'ancêtres communs (apparemment des individus);

- l'homogénéisation génétique d'une petite population, due à la disparition aléatoire de certains gènes (dérive génétique);
- l'écart entre le comportement matrimonial réel et celui qui consisterait en un choix au hasard du conjoint (choix du conjoint d'après la parenté);
- la subdivision d'une population en groupes plus ou moins isolés (différenciation entraînée par l'isolement);
- l'écart entre la structure génotypique réelle et celle qui correspondrait à l'équilibre panmictique, c'est-à-dire aux proportions de la loi de Hardy-Weinberg.

Chacun de ces sujets nécessite de toute évidence une étude spécifique, menée en définissant les paramètres appropriés, ayant chacun une définition précise. Il est surprenant que certaines similitudes formelles aient amené à affubler de la même désignation (et, ce qui est peut-être pire, de représenter par le même symbole) des « objets » aussi différents.

SÉLECTION ET ÉVOLUTION

Peu à peu, les êtres vivants se sont transformés, diversifiés, créant les divers ordres, genres, espèces, races, que nous connaissons ou dont nous retrouvons les traces.

Mais un être vivant, s'il se transforme, n'« évolue » pas; le patrimoine génétique dont il est doté est une donnée immuable (sauf mutations rarissimes) qui disparaîtra avec lui. Là est le paradoxe qui rend vains bien des discours sur l'évolution: ce que nous voyons, ce qui se manifeste, est évanescent, mais durant sa courte durée de vie, fixe. Il faut, dès le départ, admettre une dialectique de l'essence et de l'existence. Chaque être vivant est la manifestation d'un ensemble de virtualités inscrites sous forme codée dans son patrimoine génétique. Celui-ci, présent dès la conception, dans l'ovule fécondé, est inscrit dans chacune des quelques dizaines de milliards de cellules qui coexistent ou se succèdent dans l'organisme. De la conception à la mort, ce patrimoine reste constant.

Du père ou de la mère au fils ou à la fille, il n'y a pas évolution, mais création d'un être entièrement nouveau. L'objectif même du mécanisme de la reproduction sexuée ou, pour éviter un langage finaliste, son effet, est de faire de cette création, non un événement extraordinaire, quasi miraculeux, mais une nécessité: grâce à la reproduction sexuée la création d'un être vivant, différent de tous ceux qui l'ont précédé ou qui le suivront, absolument et définitivement unique, est devenue une routine. Cet être, dans son essence même, est une collection de gènes: pour moitié, ces gènes se trouvaient chez son père, pour moitié chez sa mère, mais la collection en elle-même est nouvelle.

« Ce » qui évolue n'est ni l'individu, ni la collection de gènes qu'il porte,

mais la collection de gènes portée par l'ensemble des individus constituant une population. D'une génération à l'autre, ce patrimoine collectif se transforme, soit en raison des hasards qui interviennent dans la transmission des gènes de parents à enfants, c'est le phénomène désigné par le terme « dérive », soit en raison des écarts entre les capacités de résistance et de procréation des divers individus, c'est le mécanisme de la sélection.

La sélection ainsi définie n'agit directement que sur les individus, à l'occasion de la compétition qui s'instaure entre eux au sein d'une même population, ou sur les populations elles-mêmes, à l'occasion de la compétition entre les divers groupes qui se partagent les ressources d'un même biotope. Mais l'effet à long terme de cette sélection, effet qui se manifeste par l'évolution de l'espèce, concerne les gènes.

Le concept de « valeur sélective » a nécessairement des sens différents selon qu'il s'applique à des gènes, à des individus ou à des populations; il importe de les définir avec une précision rigoureuse si l'on veut éviter les contre-sens.

La liaison entre ces différents niveaux, populations, individus, gènes, ne peut être étudiée qu'en élaborant des modèles qui, pour rester accessibles à nos moyens d'investigation, doivent être suffisamment simples, donc trahir, pour l'essentiel, l'extrême complexité du réel.

Les premiers modèles, sur lesquels ont été échafaudés l'ensemble des théories constituant le néo-darwinisme, étaient même, par nécessité, assez simplistes. Ils n'étudiaient guère que les effets liés à un seul locus, c'est-à-dire au couple de gènes gouvernant un caractère élémentaire. Les paradoxes auxquels ils ont conduit ne pouvaient être résolus qu'en étudiant, grâce notamment à des stimulations sur ordinateur, des cas plus complexes. Les recherches récentes mettent surtout en évidence l'extrême importance des effets d'interaction entre gènes, même lorsqu'ils commandent des fonctions apparemment indépendantes. Il est le plus souvent impossible d'isoler l'effet propre d'un couple de gènes: le mécanisme évolutif qui modifie la structure génétique d'une population pour un caractère donné, peut dépendre autant de gènes concernant d'autres caractères, que de la valeur sélective des gènes qui gouvernent ce caractère lui-même.

Reprenons l'exemple classique du cou de la girafe: dans l'explication lamarkienne, la girafe tendait le cou pour atteindre sa nourriture, cet effort provoquait un allongement qui se transmettait aux enfants; nous savons maintenant que la transmission d'un caractère ainsi acquis est impossible; l'explication néo-darwinienne est que certaines girafes ont par chance un cou plus long, en raison des gènes qu'elles possèdent; elles sont mieux nourries donc plus résistantes et prolifiques: dans la génération suivante leurs gènes représentent donc une proportion plus grande; peu à peu les gènes entraînant

la possession d'un long cou se répandent au détriment des gènes correspondant à des cous plus courts; la population évolue, l'espèce s'adapte à son milieu.

Le raisonnement est particulièrement simple si l'on admet que la longueur du cou des girafes est sous la dépendance d'un seul locus. La théorie génétique calcule alors facilement, en fonction des valeurs sélectives liées aux divers gènes, le nombre de générations nécessaires pour réaliser telle transformation du patrimoine génétique, et donc telle modification de la longueur du cou.

Il n'en est plus de même si, comme il est probable, cette longueur dépend de plusieurs locus dont les effets se combinent de façon plus ou moins complexe, et surtout si la valeur sélective de chaque individu est influencée par d'autres caractéristiques dépendant d'autres ensembles de gènes; ce ne sont pas alors les gènes considérés individuellement qui sont en cause, mais leurs associations, les effets des pressions sélectives sur le patrimoine génétique ne sont, alors, guère prévisibles. Même des modèles très simples, faisant dépendre un caractère de deux locus occupés chacun par deux allèles seulement, mettent en évidence l'existence de plusieurs équilibres polymorphes fort différents les uns des autres; un faible changement des conditions initiales peut modifier complètement la trajectoire évolutive de la population. L'hypothèse d'une pression sélective parfaitement définie pour chaque génotype permet certes, de calculer les structures génétiques des générations successives; mais le problème à résoudre dans la pratique est le problème inverse: connaissant les structures actuelles, imaginer les pressions sélectives qui sont intervenues pour parvenir à ce résultat. Sauf dans quelques cas particuliers, on ne voit guère comment cette inférence pourrait être entourée des garanties habituellement exigées des théories scientifiques. Est-il interdit d'imaginer que les pressions sélectives qui ont peu à peu donné aux girafes des gènes entraînant un long cou s'exerçaient non pas sur cette longueur, mais sur de tout autres caractères concernant aussi bien les mécanismes de la digestion que ceux de la croissance?

Peu à peu s'impose l'idée que la dynamique évolutive d'un caractère dépend tout autant de déterminismes indépendants de ce caractère que de processus qui lui sont directement liés. Si nous admettons la définition que Augustin Cournot donnait du hasard: « rencontre de séries causales indépendantes » nous sommes ainsi amenés à voir dans l'évolution le résultat d'un jeu aléatoire. Nous pouvons garder, si nous y tenons, notre foi intacte en la rigueur des déterminismes sans faille qui gouvernent les multiples processus en cause; tout cependant « se passe comme si » ces déterminismes laissaient le hasard décider du résultat.

L'objectif de ces réflexions n'est pas de proposer une nouvelle doctrine qui se substituerait à une autre, mais simplement d'attirer l'attention sur des risques entraînés par l'emploi de mots insuffisamment précis: la spécia-

lisation des chercheurs les amène inévitablement à faire confiance aux résultats proposés par d'autres disciplines, faute de pouvoir en vérifier la validité; cette communication nécessite un langage commun.

La conception que nous avons de l'évolution des espèces conditionne très profondément le regard que nous portons sur le monde, sur les autres, sur nous; il est grave qu'elle soit fondée sur des mots ambigus, des concepts mal définis.

Cuirassée de formulations mathématiques qui constituent pour certains une « barrière de potentiel » quasi infranchissable, la génétique des populations risque de faire illusion. Bien sûr, les raisonnements qu'elle développe sont nécessaires à la compréhension des transformations du monde vivant, mais dans l'état actuel, ces raisonnements ne constituent que des fragments encore mal coordonnés: aucune synthèse ne semble pour l'instant réalisable; cette discipline ne se présente pas à nous comme un monument imposant qu'il suffirait de parachever, mais comme un chantier encombré de matériaux épars. Ce n'est pas là un constat d'échec, simplement la prise de conscience des efforts à accomplir.

Essai sur la société de consommation

par PHILIPPE D'IRIBARNE*

Pourquoi les rôles de signe de la consommation, fondement du gaspillage que connaissent les sociétés industrielles, y ont-ils une telle importance, fort loin d'être universelle. C'est que nos sociétés sont marquées par la recherche passionnée d'une image de soi favorable, à ses propres yeux comme aux yeux d'autrui. Pareil trait est doué d'une inertie considérable, tellement l'éducation le transmet efficacement de parents à enfants. Son origine est fort ancienne. L'influence des civilisations du Moyen Orient a produit une transformation extérieure, mais sans changement profond de motivations, des hommes de proie et de crainte qu'étaient les barbares occidentaux il y a dix siècles. Il s'est agi dorénavant de dominer et de craindre suivant les règles. Et les règles ont fait une place de plus en plus belle à la consommation, surtout de nos jours où les significations sociales et morales de celle-ci, longtemps antagonistes, se sont réconciliées. Le proche avenir ne nous promet guère de transformations de grande ampleur.

Les modalités de la consommation dans les sociétés industrielles sont l'objet de vives critiques. L'aliénation dans la consommation, que traduisent le gaspillage, et la place de la consommation dans les rêves de nos contemporains, est dénoncée. On parle de « société de consommation ». A l'examen il apparaît effectivement que des sacrifices considérables sont consentis pour développer un modèle de consommation qui, en fin de compte, n'apporte à chacun que des satisfactions sans commune mesure avec ces sacrifices (1). Mais comment expliquer cette situation, de manière à prévoir comment elle risque d'évoluer et à savoir comment tenter de l'améliorer ?

Des recherches précédentes ont mis en évidence un nœud de l'explication maintenant bien connu, au moins de ses grandes lignes : dans notre société la consommation tient une grande place dans la vie des hommes à titre de signe ; elle permet de dire aux autres qui on est (par son vêtement p. ex.) ; elle aide chacun à obtenir une image favorable de lui-même, puissant (quand il double sur la route), savant (quand, médecin, il prescrit les derniers médicaments sortis), attentionné (quand père négligent, il offre une moto à son fils) ; ces rôles de signes, pour lesquels il importe d'être au moins « à la hauteur », et mieux si possible, donnent naissance à une surenchère dans un « meilleur » relatif aux effets

* L'auteur est directeur du CEREBE (Centre de recherches sur le bien-être) et maître de recherches au CNRS.

(1) Cf. Ph. d'IRIBARNE, *La Politique du bonheur*, (Le Seuil, 1973) et *Le Gaspillage et le désir* (Fayard, 1975).

ravageurs; Le gaspillage auquel ils conduisent est d'autant plus grand que la « qualité » qui sert de signifiant, tout en étant liée au coût des objets ou à des caractéristiques coûteuses de ceux-ci, est loin d'aller toujours de pair avec leurs valeurs pratique et symbolique (2). Mais on ne peut se contenter de telles analyses. D'où vient en effet que la recherche du « meilleur » relatif dans la consommation, qui existe plus ou moins dans la plupart des sociétés, prenne dans la nôtre une ampleur qui est loin d'être universelle? Pourquoi l'« efficacité signifiante » de la consommation y est-elle si grande? Plus encore pourquoi les individus sont-ils tellement attachés à ce qu'on peut acquérir à coup de significations? Pourquoi la recherche, consciente ou inconsciente, d'une bonne image d'eux-mêmes, à leurs propres yeux comme aux yeux d'autrui, tient-elle tellement de place dans leur vie? On cherchera dans le présent texte à apporter à ces questions une esquisse de réponse, destinée pour une grande part à baliser des pistes de recherche et à montrer combien en la matière il importe de ne pas s'enfermer dans des analyses trop étroites. Puis, à partir de cette esquisse, on tentera d'avoir quelque idée de ce que pourrait être l'avenir de la « société de consommation ».

UNE RECHERCHE EXACERBÉE D'UNE IMAGE FAVORABLE DE SOI-MÊME

La place que tient dans la vie des membres des sociétés industrielles la recherche d'une bonne image d'eux-mêmes est intimement liée au type de rapports qu'ils entretiennent avec les autres et eux-mêmes (3).

La façon dont chacun est « évalué » par autrui compte énormément. Dans la rue, dans un salon, entre collègues, ou en famille, celui qui est respecté, estimé, qui plaît, parce qu'il est évalué favorablement suivant des critères sociaux, moraux, esthétiques, etc. suscite de la part d'autrui des réactions tout autres que celui qui est évalué défavorablement. Celui en compagnie de qui il est valorisant de se trouver reçoit un accueil tout autre que celui dont la compagnie dévalorise. Ceci reste vrai quand varient, avec les groupes sociaux les régions, les sexes et les âges, les caractéristiques favorables et défavorables; qu'un costume de bonne coupe soit préféré à des jeans un peu sales, ou que ceux-ci l'emportent, qu'on préfère l'intellectuelle à la bonne mère, ou celle-ci au « bas bleu ». Aussi le style des rencontres est fortement influencé par les stratégies de chacun visant à mettre en avant ce qui, croit-il, le fera apprécier et à passer sous silence ce dont, pense-t-il, son image aura à souffrir. Même les « confessions sincères » sont souvent un moyen habile et détourné d'être bien vu (comme l'étaient les *Confessions* de J.J. Rousseau). On voit dominer des rapports de personnages jouant un rôle pour être regardés favorablement. On est très rarement dans un rapport de personnes, se présentant simplement, dans leur vérité, avec leurs ombres et leurs lumières, leurs joies et leurs peines, et recevant les unes des autres un accueil qui ne dépend pas trop de leur paraître. Du reste quand chacun cherche à être bien vu, un tel rapport n'est guère possible. Et pour tenter de l'obtenir on crée spécialement des « groupes de rencontre » (4).

La domination de ce type de rapports, qui pourrait paraître naturelle tellement elle est familière, n'est pourtant pas universelle. Dans d'autres sociétés il s'agit moins d'être bien évalué que de savoir se battre, de taper fort, ou de dégainer vite. Dans d'autres encore le groupe accorde à ses membres, à la seule condition qu'ils respectent raisonnablement

(2) Ibid.

(3) On parlera des « membres des sociétés industrielles » en général sans distinguer, quand il s'agira de la situation actuelle, les membres des divers groupes sociaux (alors que dans la partie historique, on procédera à une telle distinction). C'est que, actuellement, le triomphe du « mode d'être bourgeois » paraît si large, qu'on peut en première approximation considérer qu'il est total, ce qui en toute rigueur n'est pas exact.

(4) Cf. C. ROGERS, *Les groupes de rencontre* (Dunod 1973).

sa loi (ce que chacun peut faire), une chaleur et une attention qui ne dépendent guère de ses performances dans des domaines où les uns réussissent mieux que les autres. Si un minimum de conformité est nécessaire cela ne joue qu'un rôle limité dans la vie, et il n'est pas question d'une poursuite sans bornes de l'excellence.

Même quand l'autre ne vous évalue pas, on évalue son propre comportement à son égard par rapport à l'image de ce qu'on voudrait être, aux normes qu'on a intériorisées. On cherche à « agir bien ». L'activité humaine est comprise comme « réalisation des valeurs » (5). Ainsi les parents qui achètent des jouets coûteux à leurs enfants quand ceux-ci n'en ont cure, chercheront à obtenir une image favorable d'eux-mêmes à leurs propres yeux, sans que le jugement présent d'autrui intervienne dans cette image. Là encore la recherche d'une évaluation favorable entrave souvent une vraie rencontre entre personnes. Ainsi, la mère de famille qui déploie une activité fébrile pour « être une bonne mère » suivant l'image qu'elle en a, ne risque guère d'être là, simplement présente à son enfant, attentive à ce qu'est dans l'instant singulier la demande de celui-ci, infiniment plus subtile et mouvante que ce que prescrit le rôle maternel. Elle n'est pas disponible pour entrer dans une relation où l'un et l'autre vivent profondément ensemble.

Suivant les individus, la recherche d'une bonne image à ses propres yeux, en fonction de ses propres critères, domine, ou au contraire la recherche d'une bonne image aux yeux des autres en fonction de leurs critères à eux; l'excellence morale prend le pas sur l'excellence sociale ou inversement. Mais en tout état de cause l'individu cherche à satisfaire des critères plutôt qu'à rencontrer des personnes. Les exceptions sont rares.

Dans un tel type de rapport aux autres le manque de communication profonde avec autrui, y compris souvent dans les couples ou entre parents et enfants, est un grand facteur de solitude intérieure, comme l'expriment à l'envi le roman et le cinéma contemporain. Une crainte plus ou moins larvée de l'autre reste vive. Celui-ci reste étranger et souvent gêné. Les désirs de le dominer violemment sont beaucoup plus réprimés dans leurs effets que réellement évanouis. En période de guerre, il n'est pas difficile de trouver des tortionnaires, et dès qu'elle peut le faire sans que cela engendre la réprobation sociale ou morale, la cruauté ressort facilement.

POURQUOI UNE TELLE RECHERCHE D'UNE BONNE IMAGE DE SOI?

DE GRANDES INERTIES

La recherche exacerbée d'une image de soi favorable paraît très ancienne. Ainsi à l'âge classique en France elle sévit largement dans la noblesse et la bourgeoisie. La noblesse était plus attachée aux apparences de la puissance qu'à la puissance elle-même et la société de cour était dominée par la recherche du paraître. Les conflits de préséances des bourgeois entre eux étaient innombrables (6). La recherche de sa « gloire » tenait un rôle décisif dans la vertu (7). On ne peut donc chercher l'explication de ce type « d'être au monde » dans des aspects trop spécifiques de notre société actuelle, qu'ils soient techniques, économiques ou sociaux.

Une telle explication doit tenir compte des mécanismes qui déterminent la façon dont chacun organise ses rapports avec le monde. En la matière la façon dont les enfants sont socialisés, les contraintes que l'éducation impose et les modèles qu'elle propose, semblent décisifs. Dès la petite enfance des mécanismes de défense, qui subsisteront, se mettent en place, des aptitudes s'acquièrent, un certain type de rapports à soi-même, aux autres,

(5) Cf. Martin HEIDEGGER, « L'époque des conceptions du monde » *Holswege* (traduction française, *Chemins qui ne mènent nulle part*, Gallimard, 1962).

(6) Cf. Les analyses de TOCQUEVILLE dans *L'Ancien Régime et la Révolution*.

(7) Cf. par exemple *La princesse de Clèves*.

au monde s'organise (8). Or, à travers cette influence, le type « d'être au monde » qui domine dans nos sociétés paraît avoir la propriété de se transmettre remarquablement d'une génération à la suivante.

En effet, pour qui voit la recherche de l'excellence tenir une place centrale dans sa vie, l'éducation des enfants ne produit jamais des résultats assez parfaits. Il est d'une importance extrême que les enfants accomplissent des « performances » intellectuelles, morales, de manières, etc. dont l'éducateur puisse se louer (ces performances pouvant être des plus diverses suivant les valeurs qui le guident). L'éducation conduit alors non seulement à rejeter fortement les enfants lorsque ceux-ci ne respectent pas des normes minimales, mais encore à lier de manière très poussée les gratifications qu'ils reçoivent au niveau de leurs performances, et à faire de la recherche de performances un souci de tous les instants. L'amour des parents devient quelque chose de conditionnel, lié à la réussite de l'enfant (9). Ceci est vrai qu'on suive des critères dominants ou des anti-critères. Les enfants développent alors une grande crainte d'être mal jugés s'ils ne sont pas « à la hauteur » et un grand désir de réaliser l'excellence qui leur permettra d'obtenir la plénitude de l'amour de leurs parents. Simultanément se constitue une image idéale d'eux-mêmes, qui demeurera, comme agent d'évaluation intériorisé. Se développe ainsi un mode d'être où on cherche une image favorable de soi-même plutôt que des rapports de personnes où chacun est présent dans sa vérité. Même si la norme de l'éducateur est d'être vrai, « spontané », la manière dont elle est inculquée conduit à chercher à paraître vrai suivant l'idée que s'en fait l'éducateur plutôt qu'à être réellement vrai (10).

Une fois accrées la crainte d'être mal évalué, et la recherche de performances élevées comme moyen de surmonter les difficultés de l'existence, cette attitude profonde peut subsister pendant que se produisent de grandes transformations dans les critères de jugement. En particulier au moment de l'adolescence changer de critères est un moyen de trouver son identité. Passer d'un environnement où dominent certains critères à un environnement où en dominent d'autres modifie de toutes façons les comportements qui permettent d'être regardé favorablement par les autres. Les critères d'auto-évaluation peuvent changer eux aussi. Mais la recherche exacerbée d'une bonne image de soi se transmet au-delà des variations les plus grandes dans les critères de jugement et dans les valeurs qui sous-tendent ceux-ci.

Par ailleurs la possibilité de vivre une ouverture attentive et présente aux autres, demande, comme celle de parler, certaines capacités. Celles-ci, si elles existent virtuellement en tout homme, ne peuvent être mises en œuvre qu'à la suite d'un apprentissage réalisé au contact d'autres qui en font déjà autant. On n'apprend à rentrer avec autrui dans une union confiante de personnes, qu'auprès de ceux qui vivent une telle union, comme on n'apprend à parler qu'auprès de ceux qui parlent. Bien sûr, il peut arriver que l'élève dépasse le maître, ce qui permet une lente émergence au fil des générations. Mais pour l'essentiel une génération pour qui l'autre est largement étranger engendrera une génération pour qui il l'est à peu près autant.

De plus le fait d'être confronté tout au long de sa vie avec d'autres individus dont les réactions dépendent de façon décisive des performances que vous réalisez, tend à ancrer de plus en plus solidement dans la recherche d'une image de soi favorable. Ceux qui ont reçu dans leur famille une éducation trop atypique se trouvent remis « dans la norme » dès qu'ils en sortent, spécialement par la vertu de l'école (par l'action des camarades tout autant que par celle des maîtres).

Dans ces conditions la structure formée par un mode d'être caractérisé par la recherche exacerbée de l'excellence, et par le type d'éducation que mettent en œuvre des individus ayant un tel mode d'être, est douée d'une très forte inertie. On ne peut donc dire a priori

(8) Cf. par exemple R. LINTON *The cultural background of personality*, New York 1945 (Traduction française *Le fondement culturel de la personnalité*, Dunod 1967).

(9) Cf. les analyses de T. PARSONS sur la famille américaine.

(10) Cf. *Les frustrés* de Claire BRETECHER.

si elle a été engendrée par l'action de forces qui agissent encore ou si c'est un « trait culturel » hérité du passé, une survivance de conditions révolues (la culture constituant une part importante de la « mémoire » du système que forme la société). Pour savoir ce qu'il en est il est indispensable de sortir d'une analyse purement synchronique. Il faut étudier, en remontant dans le passé, les circonstances dans lesquelles ce mode d'être a pris naissance.

LA CIVILISATION DES BARBARES

Cette naissance paraît intimement liée aux processus par lesquels s'est réalisée, sous l'influence des cultures issues du Moyen-Orient, la « civilisation » des peuplades « barbares », venues d'Europe orientale, qui ont constitué la population de l'Occident.

Chez les barbares les rapports avec autrui donnent une très grande place au règlement des conflits par la force. Chacun est pour l'autre, si proche soit-il (femme, frère, enfant) à la fois une proie et un danger potentiel. L'insécurité physique est extrême, même si, en l'absence de conflits, la chaleur des relations peut être très forte. La crainte et le respect qui s'attachent à la force et à la richesse (« souvent, dit Tacite, la réputation décide de la guerre » (11)) ne font que traduire l'efficacité de celles-ci dans les conflits armés (12). Les pratiques magiques, tentant de maîtriser un monde dangereux, jouent un rôle essentiel dans la vie. Les aspects moraux de la religion sont peu développés. Les prêtres inspirent crainte et respect par la maîtrise qu'ils ont, ou sont sensés avoir, sur les forces obscures (13). Il n'est guère question de relations confiantes à autrui fondées sur une ouverture réciproque, attentive et présente, permettant de trouver une vraie paix au-delà des conflits.

À travers de multiples canaux les barbares ont été soumis à l'action « civilisatrice » des cultures du Moyen-Orient. Mais la manière dont ils ont assimilé et réinterprété ces cultures a été fortement influencée par ce qu'ils étaient eux-mêmes. *L'adoption des règles de comportement civilisées s'est faite en faisant appel à des motivations barbares (la soif de conquête, la crainte, un vif sentiment du supérieur et de l'inférieur) qui ont demeuré.*

L'action civilisatrice est largement partie, semble-t-il, de la culture Égyptienne qui a exercé une grande influence sur les Hébreux comme sur les Grecs. Cette culture différait très profondément, au point de vue du rapport au monde, de la culture des barbares (14).

Chez les Égyptiens, dès le 4^e millénaire avant J.C., et en tout cas jusqu'aux invasions aryennes, la violence et la crainte tiennent une place beaucoup plus faible que chez les barbares. Cela est vrai en matière d'ordre public et même, progressivement, de relations extérieures. Ainsi pendant tout l'ancien empire (3500-2500) on ne trouve aucune relation ni représentation de la peine de mort. Au 15^e siècle avant J.C. la guerre est menée sans massacres et sans pillages, et une politique de paix est recherchée. Simultanément la religion est très différente de ce qu'elle est chez les barbares. La magie, donnant prise sur le monde par des rites, est pratiquement inconnue, et l'aspect mystique, ouverture sur le mystère du monde, très développé, pendant que l'amour du prochain y tient une grande place. Si un décalage existe entre l'idéal recherché et la réalité, les mœurs sont néanmoins fortement influencées. On voit même au 14^e siècle, juste avant que les invasions barbares ne remettent en cause l'évolution qui s'est produite durant 35 siècles de civilisation, le

(11) TACITE, *De moribus Germanorum*, traduit par Montesquieu dans *De l'esprit des lois*.

(12) En matière de crainte des puissants on est aux antipodes de ce qu'on observe dans mainte société « primitive » où le chef, loin de pouvoir pressurer la masse doit au contraire travailler dur pour lui faire force cadeaux, sous peine de ne plus être accepté comme chef (cf. Marshall SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Gallimard 1976). Il existe bien des situations intermédiaires en matière de crainte des puissants, mais les barbares d'Europe orientale représentaient semble-t-il une situation extrême.

(13) TACITE *op. cit.*

(14) Cf. J. PIRENNE *Les grands courants de l'histoire universelle*. T.I. (Albin Michel, 1945)

règne d'Amenophis IV, marqué, de la part du pharaon, par le refus d'une politique de grandeur, et une recherche de simplicité. Cette simplicité qui n'exclut pas le raffinement, la sincérité des relations entre personnes, marquent alors la société.

Cette culture, tout en mettant l'Égypte hors d'état de résister aux invasions des barbares aryens (15) a exercé une grande influence sur ces derniers.

En particulier la culture grecque lui doit beaucoup. Mais les barbares qu'étaient les Grecs par rapport aux Égyptiens se sont livrés à une réinterprétation de la culture dont ils s'inspiraient en fonction de ce qu'ils étaient eux-mêmes. L'extérieur de relations policées, et de règles de comportement conduisant à ne pas nuire aux autres, ont été plus faciles à copier qu'une expérience intérieure de relations fondées sur l'union dans une ouverture confiante et chaleureuse à autrui. La copie des règles de comportement s'est faite en changeant de motivations. Il s'est agi d'abord de la crainte, très accessible à des barbares, de la vengeance des dieux (16). A partir de là des affects négatifs ont tendu à s'associer aux « actes mauvais » pris en eux-mêmes, et des affects positifs aux « actes bons », sans que subsiste à la limite, la crainte de l'au-delà (17). L'éducation morale a perpétué cette situation de génération en génération. D'une mystique de l'amour on est passé à une morale désacralisée de la vertu (18). Celle-ci a trouvé sa pleine expression au 3^e siècle avant J.C. avec le stoïcisme.

Chez les juifs ont coexisté le développement d'une morale de la « vertu » associée à un respect scrupuleux et orgueilleux de la loi donnée par Moïse lors de la sortie d'Égypte, et celui d'une mystique de l'amour; Celle-ci a trouvé une pleine expression dans l'esprit évangélique. Mais le Christianisme naissant, très marqué en particulier par l'influence stoïcienne, a fortement dérivé dans le sens d'une morale de la vertu.

Pour les barbares d'Occident les divers éléments que véhiculaient les civilisations antiques étaient très inégalement assimilables. L'esprit évangélique correspondait à un rapport au monde et aux autres radicalement étranger à leur expérience de la vie. Il ne pouvait pénétrer par une copie extérieure des comportements, que celle-ci soit motivée par la crainte ou par une recherche d'excellence. Il ne pouvait le faire qu'à partir de rencontres de personne à personne, aidant à découvrir une autre expérience du monde. Sans doute, au cours d'une évolution ne faisant intervenir que quelques dizaines de générations, ne pouvait-il avoir qu'une influence secondaire, même si elle n'a pas été négligeable. Par contre les règles de comportement pouvaient beaucoup plus facilement pénétrer.

Chez des peuplades où la terreur de l'au-delà était grande, une morale de la crainte, puis de la vertu, conduisant à s'évaluer constamment à ses propres yeux, trouvait un bon terrain pour se développer (et, aujourd'hui encore, les Églises Chrétiennes d'Occident sont plus morales et moins mystiques que celles d'Orient). Par ailleurs les mœurs « civilisées » sont devenues un élément important de statut social (comme actuellement dans les pays « sous-développés »), celui-ci comptant d'autant plus que la crainte des puissants, donc la révérence envers eux, était grande. Le fait de copier de l'extérieur, de « singer », des manières d'être qui n'ont pas été le fruit d'une évolution autonome a conduit à mettre au premier plan l'évaluation sociale des comportements plutôt que leurs mérites profonds. Ceci a été d'autant plus vrai qu'on avait affaire à des modèles étrangers et difficiles à sentir de l'intérieur. On a été ainsi conduit à un passage de la crainte de subir la violence de l'autre à la crainte d'être coupable ou méprisé suivant des règles, de la soif de faire de l'autre sa proie au désir de le conquérir suivant des règles, avec le maintien d'affects

(15) qui ont donné des pharaons, tels Ramsès II, d'un tout autre style que les Égyptiens « de souche ».

(16) Cf. Le monde de la tragédie grecque, spécialement chez Eschyle.

(17) Cf. F. NIETZSCHE *La généalogie de la morale*. Les analyses de NIETZSCHE portent en fait sur cette approche particulière, même si elle régnait dans la société de son temps, de la morale.

(18) Avec sans doute des exceptions. Cf. Socrate, tel que le voit Maurice CLAVEL, dans *Nous l'avons tous tué* (Le Seuil, 1977).

puissants liés à une situation « supérieure » ou « inférieure ». Une logique de l'évaluation et de l'excellence s'est mise en place. Cette logique a, comme on l'a vu, tendu ensuite à perdurer, à travers la socialisation des enfants.

DIX SIÈCLES D'HISTOIRE

Si on examine les transformations des mœurs et des valeurs en Europe Occidentale depuis dix siècles, on voit ces mécanismes opérer. Bien des nuances seraient à apporter, d'autant plus qu'on adopte un découpage temporel plus fin, entre les diverses zones géographiques (en particulier entre les zones plus ou moins bien romanisées entre lesquelles on observe encore aujourd'hui des différences sensibles). Il faudrait distinguer également les hommes des femmes, de multiples groupes sociaux. On peut néanmoins brosser une esquisse sommaire du processus qui est intervenu en distinguant simplement quelques grandes catégories sociales, et en s'attachant aux hommes des régions mal romanisées. Pour eux on peut, sans grand dommage, négliger l'apport de la « civilisation » antérieure au Moyen-Age.

Lorsque, au 11^e siècle, le processus de civilisation repart en avant (après les longs siècles de désorganisation de la vie sociale qui ont suivi la disparition de l'Empire Romain) la population des pays occidentaux est en grande majorité très « barbare » (19). Certes elle produit, avec l'art roman, un art extrêmement raffiné, mais celui-ci est l'expression d'une couche de la population extraordinairement mince, formée de moines dont la religion vécue n'a que des rapports fort lointains avec celle des élites laïques qui les alimentent en ressources financières. Pour ces dernières, comme pour la masse du peuple, la religion, même si elle utilise un vocabulaire chrétien, poursuit le type de rapport au sacré des religions païennes, et est largement une magie, où les saints, les reliques, les offrandes destinées à conjurer les forces de l'au-delà, et le culte des morts, jouent un rôle central. Les relations interpersonnelles sont marquées par la violence que complète une recherche de paraître par le faste.

Entre le 11^e et la fin du Moyen-Age (15^e) la « civilisation » progresse fortement, d'abord parmi les clercs et au sein de la noblesse.

Le clerc ordinaire du Moyen-Age préfigure par bien des côtés l'occidental actuel, avec certes des représentations et des valeurs très différentes, mais un rapport au monde voisin. Il développe, face au modèle du chevalier, le modèle d'un homme qui renonce, au moins au principe, à la violence physique et aux jouissances immédiates. Mais il cherche à se faire reconnaître par des prouesses, que celles-ci soient intellectuelles (et les joutes intellectuelles se multiplient, ou ascétiques (et il frappant de voir combien, dans un monde qui se dit chrétien, l'ascèse n'est guère un moyen d'obtenir plus d'ouverture au monde et aux autres mais plutôt de s'élever au-dessus d'eux). Il est à la poursuite de l'excellence. Certes il existe également dans l'Église un courant, marqué par la personnalité de François d'Assise, qui est beaucoup plus influencé par l'esprit évangélique et produit une transformation beaucoup plus profonde d'être au monde mais ce courant reste très minoritaire.

Le chevalier, tout en continuant à défendre face au clerc l'exercice de la violence et les jouissances immédiates, se « civilise » de son côté. Il subit l'influence de la cour où les princesses byzantines apportent le modèle de manières raffinées. Le plus ou moins grand respect de celles-ci, qui sont à mille lieux des manières communes de faire, fournit la matière à une recherche de l'excellence fort difficile (il faut changer radicalement la manière d'être dans son corps, de sentir le monde, d'être avec les autres). Simultanément l'amour courtois développe, dans les couches aristocratiques, la recherche d'un triomphe « dans les règles » très éloigné lui aussi des manières communes. De plus l'influence

(19) Cf. Georges DUBY *Le temps des cathédrales* (Gallimard-1976) sur lequel on s'est appuyé pour ce qui concerne le Moyen-Age.

Cf. également Norbert ELIAS *La civilisation des mœurs* (Calmann Lévy-1973).

conjuguée de l'Église et de l'État conduit à une diminution des possibilités d'expression violente tout en donnant une certaine valeur à l'image du chevalier qui n'utilise sa force qu'à bon escient.

La recherche d'ascension sociale conduit à une diffusion des règles aristocratiques d'excellence (les hommes nouveaux devant, plus que les autres, respecter les règles pour se faire admettre (20)). L'influence de ces règles tend à faire entrer dans un monde où on recherche passionnément à améliorer son image sociale des fractions de plus en plus larges de la bourgeoisie. Par ailleurs se développe au 14^e, avec la « *devotio moderna* », une plus grande emprise chez les laïcs d'une lutte contre la « chair », visant à s'assurer la maîtrise de l'au-delà (et conduisant à l'« orgueil » d'une haute image de soi). Le salut paraît moins qu'auparavant lié à la magie des rites et plus à la moralité de la conduite, ce qui développe, la crainte de l'enfer aidant, l'examen de soi et l'auto-évaluation morale (21).

À la fin du Moyen-Âge la recherche de l'excellence morale et (ou) sociale a fortement progressé chez les clercs (elle se manifestera pleinement chez les promoteurs de la Réforme calviniste et de la Contre-Réforme) les bourgeois et les nobles. Par contre elle n'en est qu'à ses débuts dans la masse du peuple. Les mœurs de celle-ci restent fort « barbares » (22). Simultanément la recherche d'excellence morale ne l'a guère pénétrée (23), et la recherche d'excellence sociale n'y joue qu'un faible rôle, la mobilité sociale étant minime en ce qui la concerne.

À partir du 16^e et surtout du 17^e, on observe une radicalisation et une généralisation de l'évolution précédente.

À la suite de la Réforme et de la Contre-Réforme, une moralisation systématique de la population est entreprise (24). La jeunesse est spécialement visée (25). Le collège d'abord catholique (mais les réformés et les laïcs se sont inspirés des mêmes idées (26), en est l'instrument privilégié. Retirant les enfants de leur famille entre huit ans et plus de quinze, les soumettant à une surveillance de tous les instants et à une discipline sévère il se donne les moyens d'avoir une influence profonde sur eux. Tout ce qui ressemble à du « laisser-aller » dans les relations interpersonnelles, le rapport à son corps, est combattu avec ténacité. L'enfant est constamment « évalué » en fonction de ses performances morales et intellectuelles. Pour ceux qui n'intériorisent pas le modèle que l'on cherche à inculquer il est au moins nécessaire de respecter les apparences, et l'obtention d'une image favorable aux yeux d'autrui, sinon à ses propres yeux, est essentielle.

Le processus triomphe d'abord dans la grande et moyenne bourgeoisie. La noblesse résiste quelque peu et préfère d'abord les académies militaires aux collèges. Pour elle l'évaluation sociale garde longtemps le pas sur l'évaluation morale. L'honneur et le « goût » aristocratique s'opposent à la « vertu » bourgeoise (27). Mais elle est progressivement gagnée. Simultanément les valeurs aristocratiques influencent de plus en plus la bourgeoisie. Au XVIII^e et au XIX^e les manières d'être des couches dominantes tendent à

(20) Et le succès des traités de bonnes manières est considérable.

(21) Cf. Michel FOUCAULT *La volonté de savoir* (Gallimard 1976), sur le rôle de la confession.

(22) Cf. N. ELIAS « Sport et violence » *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 1976.

(23) Cf. J. DELUMEAU, leçon inaugurale au Collège de France, reprise dans *Le Christianisme va-t-il mourir*, Hachette 1977.

(24) Ibid.

(25) Cf. Ph. ARIES, *L'enfant et la vie quotidienne sous l'Ancien Régime*, Le Seuil 1973.

(26) D. JULIA et W. FRIJHOFF, *Ecole et société dans la France d'Ancien Régime*, Cahiers des Annales, 1975.

(27) Cf. MONTESQUIEU *De l'esprit des lois*.

s'uniformiser, avec un rapprochement des valeurs sociales et des valeurs morales qui tendent à la limite à devenir « ce qui se fait » sans qu'on n'ait plus besoin de références spécifiques à des canons moraux ou sociaux. Le collège, s'il agit toujours, n'est même plus nécessaire. La famille, qui dans la période précédente n'assurait qu'une éducation très lâche, peut prendre le relais. Les parents sont tellement marqués par la recherche de l'excellence que leur comportement envers leurs enfants, inspiré en permanence par le souci d'être éducatif, les incite à accorder une grande place à une telle recherche. On entre dans le processus auto-entretenu décrit plus haut.

Les collèges de l'Ancien Régime touchaient peu la masse de la population, en dehors d'une minorité de fils d'artisans et d'agriculteurs aisés. Pour cette masse l'action moralisatrice qui a suivi la Réforme et la Contre-Réforme est, pendant longtemps, passée essentiellement par des prêches, faisant appel à la crainte de l'au-delà, vivace dans la population, et à l'association entre salut éternel et conduite morale (28). Puis l'école primaire, publique ou privée, du 19^e et du début du 20^e, a repris la mission des collèges, en cherchant à étendre à tous ce qui était d'abord l'apanage d'une élite. Il ne s'agissait pas seulement d'instruire, mais aussi de « civiliser », de « moraliser », de « policer » au nom de valeurs devenues simultanément morales et sociales. Le désir civilisateur des enseignants a rencontré la demande de parents soucieux d'ascension sociale pour leurs enfants, dans une société où les possibilités d'une telle ascension s'étaient accrues.

IMAGE DE SOI ET CONSOMMATION

Les comportements auxquels conduit, à un moment donné, la recherche d'une bonne image de soi, dépendent de ce qui à ce moment procure une telle image. L'exacerbation de cette recherche, condition nécessaire du rôle que joue la consommation dans notre société, n'est pas une condition suffisante. Elle peut se joindre en effet à des représentations où la consommation joue un rôle beaucoup plus modeste et même négatif dans l'image de l'homme accompli (cf. l'image de l'ascète). Comprendre la genèse de la société de consommation demande aussi que l'on comprenne comment des représentations où la consommation joue son rôle actuel ont pu se former et prendre une telle influence. Par ailleurs si on veut, au-delà d'une approche très globale, expliquer l'attachement à tels et tels biens précis, il faut rendre compte de leur efficacité signifiante spécifique.

Sur ce dernier point ce que l'on observe dépend beaucoup de la finesse de la nomenclature que l'on adopte. Ainsi les fourrures paraissent très valorisées depuis des temps immémoriaux. Mais les types précis de fourrures qui sont valorisés (astrakan, vison, ocelot ou loup) évoluent dans le temps assez rapidement; plus encore la coupe « à la mode » (plus longue ou plus courte, large ou étroite) évolue à un rythme très rapide. C'est sans doute que la signification de la fourrure en général, celle de tel ou tel type de peaux, de telle ou de telle coupe, sont liées à des facteurs différents. On pourrait faire les mêmes observations en considérant l'efficacité signifiante d'une vaste demeure, valorisée de manière immémoriale, et celle de tel ou tel type particulier d'organisation architecturale; celle des transports rapides en général et celle de telle ou telle race de chevaux, puis de tel ou tel modèle de voiture. Mais du point de vue de l'existence de la « société de consommation », des rapports aux objets et du gaspillage qui la marquent, peu importe que les signifiants les plus favorables soient attachés à tel ou tel bien de consommation. Le passage du tailleur strict et des gants au jean et aux bottes est inessentiel, tant que les seconds jouent dans la vie de ceux qui les portent un rôle analogue à celui que jouaient les premiers. Cet aspect des choses, essentiel en marketing, peut être négligé dans le cadre de la question qui nous préoccupe.

Si on s'en tient donc au niveau global de consommation, on observe que lui ont été associés, depuis des temps très lointains et jusqu'à une période très récente, deux types de significations de sens opposés.

(28) Cf. J. DELUMEAU *op. cit.*

Un niveau de consommation élevé a toujours été associé à une position de domination sociale, sous forme de faste aristocratique ou de confort bourgeois. Dans une humanité où aucune société n'a encore oublié les pénuries graves, engendrant la famine et laissant les seuls puissants ne pas manquer sur le plan strictement physiologique, il ne pouvait sembler-t-il en être autrement. Dans ce rôle la consommation s'est toujours trouvée en concurrence avec d'autres caractéristiques : la vaillance au combat, l'apparence de rigueur morale, l'agilité intellectuelle, le rang occupé dans les appareils du pouvoir, la beauté physique, la naissance, etc.

Par ailleurs des significations morales négatives se sont depuis longtemps attachées à un niveau élevé de consommation, par opposition à l'ascétisme du sage. Des significations négatives se sont liées également, non à un niveau élevé de consommation, mais à la recherche d'un niveau plus élevé que celui qu'on avait précédemment ou que celui de ses pères. Une telle recherche paraissait une transgression d'un ordre qui voulait que « chacun reste dans son état ».

La valeur nette du niveau de consommation comme moyen d'obtenir une image de soi favorable dépend à chaque instant du rapport qui s'établit entre ces divers éléments : place de la consommation par rapport à d'autres aspects du rang social ; poids du rang social par rapport aux valeurs morales ; rôle de l'ascétisme dans ces valeurs ; valorisation ou dévalorisation de l'ordre établi.

Dans la société traditionnelle française, paysanne ou ouvrière, le « qu'en dira-t-on », le souci de ne pas « perdre la face » étaient essentiels, pendant que l'importance de la consommation comme signe de statut social était grande (29). Mais le poids très fort du contrôle social faisait que la compétition qui en résultait restait larvée. Le moteur du « cycle du meilleur » était bien là, mais de solides freins l'empêchaient de tirer la consommation en avant. S'il n'y avait pas de compétition ouverte sur la consommation ce n'était pas parce qu'on était dans un univers où l'ouverture confiante aux autres et au monde primait le désir d'une position élevée. Il ne faudrait pas tomber sur ce point dans une vision idyllique et naïve des sociétés traditionnelles d'Europe Occidentale. C'est que l'ordre régnait.

L'histoire des derniers siècles en Europe Occidentale a été marquée par un ensemble d'évolutions, plus ou moins récentes, qui ont tendu à améliorer le bilan signifiant de la consommation. L'effacement de la noblesse, lié au développement de l'ordre, a entraîné au fil des siècles une perte de poids des éléments de rang social qui lui étaient associés, augmentant en contrepartie le poids du niveau de consommation. La bourgeoisie s'est affranchie largement depuis longtemps du contrôle social, associé à une forte vie collective, s'exerçant à l'encontre de celui qui vise à s'élever. L'augmentation de la sécurité économique, liée au développement des institutions sociales de garantie, a conduit plus récemment à diminuer de manière très large la pression des groupes primaires (30). Et surtout, de manière beaucoup plus récente, les significations négatives associées à la recherche d'un niveau élevé de consommation ont pratiquement disparu, alors que dans certains groupes sociaux (ouvriers, paysans) elles étaient encore fortes il y a quelques dizaines d'années (cf. le passage de l'« ouvrier traditionnel » à l'« ouvrier d'abondance »).

Cette disparition a été liée au développement des représentations du monde suivant lesquelles le progrès technique et économique, permettant une meilleure alimentation, une meilleure santé, une mise en relation de chaque partie du monde avec toutes les autres, etc. est un instrument (et même l'instrument fondamental) d'amélioration de l'humanité (cf. La notion de « niveau de vie » quasiment compris comme « niveau de bonheur »). Les significations morales associées à un haut niveau de consommation s'en sont trouvées

(29) Cf. notamment les descriptions de P. JAKEZ HELIAS dans *Le cheval d'Orgueil*, (Plon, 1975).

(30) Cf. par exemple H. COING *Rénovation urbaine et changement social*, les Editions Ouvrières 1966.

radicalement changées. Ce haut niveau est devenu quelque chose de « bon », par rapport auquel une attitude de détachement, telle que la prênaient la religion ou une morale laïque continuatrice du stoïcisme, paraissait absurde. Les Églises n'ont plus osé prêcher un message de « pauvreté ». Par ailleurs cette représentation rendait injustifiable la pression des pairs, forte en milieu paysan ou ouvrier, à l'encontre de ceux qui prétendaient par leur consommation s'élever au-dessus de leur « condition », puisqu'elle faisait éclater la notion même d'une « condition » paysanne ou ouvrière, relativement figée.

Plus encore les représentations du progrès par la consommation ont attaché des significations morales très positives au fait de dépenser pour permettre aux autres (sa femme, son mari, ses enfants) de consommer. Permettre aux siens d'obtenir une consommation « meilleure » a constitué une part importante de la raison d'être de beaucoup, ce qui aurait été impensable dans la plupart des sociétés et des époques. Ainsi les significations sociales et les significations morales de la consommation, auparavant antagonistes, sont devenues alliées pour faire d'un haut niveau de consommation un facteur essentiel d'une image favorable de soi (31). C'est avec un tel événement qu'on rentre vraiment dans la « société de consommation ».

Mais d'où vient la représentation du monde qui sous-tend le mythe du salut par le progrès technique et économique? Celui-ci a pris le relais d'autres grands mythes, liés à d'autres représentations: le mythe du gouvernement de la raison qui a porté la Révolution de 89, celui de la nation qui a porté l'épopée coloniale et le départ en chantant vers les combats de 14. Ces mythes eux-mêmes avaient remplacé les mythes liés aux représentations du Moyen-Age qui voyaient le salut dans l'au-delà (lequel s'est transformé en après avec le mouvement de sécularisation). Chacun de ces mythes tend à perdre de son crédit après que son succès ait entraîné la démonstration des illusions qu'il recouvrait (la Révolution de 89 engendrant la Terreur et le règne de Napoléon, la Guerre de 14 engendrant des millions de morts). Il paraît plus difficile de dire pourquoi l'un, puis l'autre, ont pris de l'importance à un moment donné. Pour le mythe du salut par le progrès économique l'influence des États-Unis après la dernière guerre paraît avoir été de grande importance en France. C'est sans doute cet événement qui a permis l'arrivée brutale au premier plan de ce mythe. Mais son avènement a été permis par un mouvement qui vient semble-t-il de plus loin. Ce mouvement s'inscrit en particulier dans une évolution de l'Église Catholique vers un regard plus positif sur les réalités de ce monde. Sans doute exprime-t-il une tendance plus ancienne de dévalorisation de l'ascétisme, parallèlement au développement de la sécurité et au déclin de la crainte des forces obscures, déclin qui s'est traduit par la diminution des croyances et des pratiques religieuses.

VERS UN AUTRE TYPE DE SOCIÉTÉ ?

La conscience des tares de la « société de consommation », l'aspiration à une vie autre que ce que propose cette société, sont-elles susceptibles, et à quelles conditions, de déboucher sur un meilleur destin? A quel avenir pouvons-nous nous attendre? Quelle place y tiendra la consommation? Autant de questions auxquelles on ne saurait répondre avec certitude. Notre futur sera la résultante de multiples courants agissant en des sens très divers et dont il est bien difficile d'estimer le poids respectif. Mais on peut réfléchir à la vraisemblance de quelques évolutions possibles.

LES ILLUSIONS DU NÉO-ROUSSEAUISME

L'aspiration à « autre chose », qui hante beaucoup de nos contemporains, revêt des formes multiples. Pourtant à travers un grand nombre de ces formes, et en tout cas presque

(31) On a eu une réconciliation analogue à celle qu'avait permis la Réforme pour l'activité de capitaliste (cf. Max WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*).

toutes celles qui s'opposent à la société de consommation, on reconnaît un même mouvement de fond. L'homme, dit ce mouvement, est actuellement aliéné à la société, que celle-ci exerce ses méfaits par l'intermédiaire de l'État, d'institutions diverses, ou des instances répressives qui ont construit leur demeure en chacun d'entre nous. Cette aliénation l'empêche d'être lui-même. La spontanéité de son désir est étouffée par les monstres froids. La rencontre de l'autre est entravée par le poids du formalisme et l'emprise des grands appareils. En particulier la recherche de l'excellence soumet de façon aliénante à des critères extérieurs au désir de l'individu. Pour que chacun puisse se retrouver lui-même et retrouver autrui, il faut qu'il se libère de la société, de l'État, des règles, de la morale, et de manière générale des pouvoirs ou du Pouvoir. L'homme est bon par nature, comment le libérer d'une société qui l'empêche de vivre ? Et Rousseau n'a pas seulement de nombreux continuateurs parmi la gent écrivassière, qu'il s'agisse de Marcuse ou Wilhem Reich, Ivan Illich ou Michel Foucault, Charles Reich ou Gilles Deleuze, sans parler de tous ceux qui ont écrit entre temps, de Gœthe (32) à Paul Goodman. Le mouvement se traduit dans la vie d'un grand nombre.

L'éducation se fait « permissive », la « libération sexuelle » triomphe, l'autorité des professeurs s'éteint comme celle des parents, pendant que demeure vivace la nostalgie de Mai 68.

Pourtant « changer la vie » ne paraît pas facile. Les communautés échouent les unes après les autres. La génération la plus engagée dans le mouvement ne paraît pas spécialement gaie. Derrière une façade de facilité et de relations cordiales, isolement, crainte de l'autre, frustrations et rancœurs semblent dominer (33).

C'est qu'il n'est pas facile de se passer du Pouvoir ou des pouvoirs, qu'il s'agisse des institutions ou des règles. Quand chacun tend à suivre son désir immédiat, ses pulsions élémentaires, les aspirations des uns et des autres sont fondamentalement antagonistes. L'absence d'une règle, effectivement suivie grâce à la crainte d'un pouvoir extérieur ou celle d'un pouvoir intérieur (34), conduirait alors à la lutte perpétuelle de tous contre tous qu'imaginait Hobbes, et à la crainte de chacun par chacun. Et le simple affaiblissement de la règle conduit à un développement des comportements égocentriques qui engendrent finalement une situation peu satisfaisante pour tous (35). Ce n'est que lorsque tous subissent la crainte d'une forme ou d'une autre de pouvoir que chacun peut échapper à la crainte de tous et qu'on est conduit à un moindre mal dans ce que chacun obtient de la vie. On ne peut sortir de ce dilemme entre crainte de l'autre et crainte d'un pouvoir (36) que dans un type radicalement autre de rapport à autrui, quand celui-ci n'est plus un objet permettant de satisfaire ses désirs, mais un prochain à qui s'unir dans une relation fondée sur une ouverture réciproque, attentive et présente, qui fait que ce que cherche autrui est senti et partagé de l'intérieur. Alors seulement le « aime, et ce que tu veux, fais-le » que prônait Saint-Augustin, concilie la plus grande liberté et la paix. Mais comme on l'a vu un tel rapport à autrui est fort loin de régner dans les sociétés occidentales et ne s'instaure pas aisément. Il correspond à une sortie radicale de la barbarie que dix siècles de civilisation ont été impuissants à obtenir, même s'ils ont sans doute permis de faire quelques pas dans ce sens.

(32) Y-a-t-il de plus belle protestation contre l'aliénation de l'homme par la société que *Les souffrances du jeune Werther*.

(33) Cf. une enquête faite auprès d'un échantillon d'étudiants américains, citée dans *Autrement* n° 375. Cf. aussi, en France, Jean DUVIGNAUD *La planète des Jeunes* (Stock, 1975).

(34) « Grâce à la crainte, l'honneur ou la vertu » dirait MONTESQUIEU.

(35) L'équilibre du système d'acteurs n'est pas un optimum parétien dirait-on en termes techniques.

(36) Au sein duquel se situait FREUD quand, dans *Malaise de la civilisation* il ne voyait d'alternative qu'entre le refoulement et l'exploitation d'autrui.

Dans ces conditions, la libération sans frein des désirs individuels conduirait simplement à un retour à la barbarie, et une libération partielle ne conduit à rien d'idyllique (37).

En fait la « libération totale », le retour à Dionysos, n'ont guère de chance de prendre de l'ampleur ailleurs qu'en imagination. En effet le processus de socialisation paraît toujours, pour la grande majorité, fonctionner de manière forte. Il est vrai que l'éducation des parents est plus « permissive » qu'autrefois (encore qu'il faille s'interroger sur l'avenir de cette situation; aux États-Unis une vive réaction se dessine, semble-t-il, contre ce mouvement, quand les membres des générations qui en ont bénéficié deviennent parents à leur tour). Mais les parents ne sont pas, et de loin, les seuls éducateurs. Ils l'étaient jadis beaucoup moins qu'aujourd'hui (38). Quand leur influence diminue, celle du reste de la société, et en particulier des camarades, augmente. Il en résulte sans doute que, quand l'idéal du moi intériorisé au cours de la prime enfance et la recherche de l'excellence à ses propres yeux perdent de la force, c'est largement au profit de la recherche d'une bonne image sociale. Il devient moins important d'être en accord avec soi-même, et plus de paraître bien agir aux yeux des autres (39). Comme de plus une grande incertitude règne sur les valeurs, la recherche d'une bonne image de soi tend à se parcelliser en fonction des valeurs des multiples groupes où est assurée la socialisation. Au total il n'est pas certain que le poids de la règle diminue sensiblement pour la plupart. Ainsi dans les « bandes » ce poids est fort, et la « frime » est grande. La « libération sexuelle » est en fait très normative et tend à imposer un anti-modèle, par rapport auquel les écarts sont fort mal vus (40). Peut-être y a-t-il une diminution de la recherche de l'excellence au profit d'un simple désir de conformité; une telle évolution accompagnerait une diminution de la révérence envers les puissants, et une diminution de la sensibilité à la catégorie du supérieur et de l'inférieur. Mais dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de libération de la personne, et la nécessité de porter un masque ne peut qu'entraver la rencontre d'autrui.

ENTRE DEUX MYTHES

Si la recherche d'une bonne image de soi a toutes chances de garder une place capitale dans la vie des occidentaux au cours des décennies à venir (pour ne pas dire des siècles), l'état de la société peut connaître des inflexions diverses en fonction de la manière dont cette recherche s'exprimera et de ce qui la complétera. A cet égard divers courants, très anciens et qui paraissent appelés à durer, coexistent et sont en compétition dans l'influence qu'ils exercent (un même individu pouvant être influencé dans des proportions variables par chacun d'entre eux).

La recherche quasi exclusive et sans fond d'excellence (dans la ligne du courant stoïcien) ne paraît pas appelée à disparaître, même si son influence régresse. Il existe toujours des valeurs au nom desquelles se sacrifier, et il en apparaît de nouvelles. On trouve encore des militants, même si ce n'est pas pour les mêmes causes.

L'investissement dans le dérisoire (dans la ligne du courant épicurien) paraît avoir de son côté un bel avenir devant lui: tout en cherchant une image acceptable plutôt qu'excellente de soi, poursuivre des jouissances limitées et faciles à obtenir, complétées par une culture de l'imaginaire, et s'en contenter sans poursuivre de grands objectifs. Un tel

(37) Dans *Le gaspillage et le désir* j'avais pour ma part succombé quelque peu à l'illusion néo-Rousseauiste, faute d'avoir suffisamment examiné dans son ensemble la logique de notre société.

(38) Cf. Ph. ARIES *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* (op. cit.).

(39) Cf. Les analyses de RIESMAN dans *The lonely crowd*, traduction française *La foule solitaire*, (Arthaud 1964).

(40) Cf. Helmut SCHELSKY, *Sociologie de la sexualité*, (Gallimard 1966).

courant, que stigmatisait déjà Nietzsche sous le nom de nihilisme, et qui constituait pour lui l'aboutissement de l'Occident, ne date pas d'hier. C'est lui qui triomphe entre les périodes d'enthousiasme, tout en étant loin de disparaître pendant celles-ci. Le jeune « cool » d'aujourd'hui (41) est tout autant dans cette ligne que son grand-père petit-bourgeois de 1925 (42) ou que son ancêtre de 1830, rempli de la « passion molle du bien-être », que dépeignait Tocqueville (43).

Un troisième courant de poids correspond à une recherche de sécurité dans la chaleur du petit groupe. En contrepartie est acceptée une grande soumission à la loi de celui-ci, que cette loi soit celle de la coutume ou du chef (sans cette soumission le groupe ne peut fonctionner, à moins qu'existe entre ses membres une qualité de relation dont on a vu que dans notre société elle n'est guère accessible à la plupart: les « communautés » qui se voulaient à la fois chaudes et libres, éclatent). La recherche d'une bonne image de soi conduit à la conformité plus qu'à l'excellence. C'est la solution aux problèmes de l'existence que fournissent les sociétés traditionnelles, et contre laquelle s'est édifiée toute la modernité. Celle-ci a voulu libérer l'homme de la loi du groupe, effacer les particularismes au nom de l'universel; beaucoup ont quitté les campagnes en cherchant à se libérer de la pression du groupe grâce à l'anonymat des villes. Mais le mouvement s'inverse. A l'extrême les sectes offrent une sécurité parfaite moyennant le respect de règles extrêmement strictes, et un nombre croissant s'y réfugie. Plus généralement, les petits groupes se multiplient.

Comment, sous l'influence de ces trois courants dominants (et, accessoirement, des courants plus minoritaires tels le courant réellement dionysiaque de « libération du désir » ou le courant évangélique) notre société va-t-elle évoluer? Il paraît des plus douteux que l'un de ces courants l'emporte ou au contraire disparaisse. On peut s'attendre en particulier à ce que le plus grand nombre juge inacceptable le retour en arrière qu'exige le refuge dans la chaleur du petit groupe en matière de soumission à la loi collective, le sacrifice de la liberté à la sécurité que demande l'obtention d'un tel refuge. L'écologie pourrait peut-être constituer un grand mythe collectif permettant d'orienter à la fois la recherche des « stoïciens » et celle des « épicuriens », en fournissant aux premiers une raison d'être par l'engagement dans un grand projet qui dépasse l'intérêt individuel et aux seconds matière à rêver d'un monde meilleur. Elle pourrait relayer, à ce titre, la croissance économique (dans ses versions libérale et planificatrice), qui a elle-même relayé le mythe de la Nation, et celui du gouvernement de la raison. Et notre époque pourrait être alors une période de transition entre le règne de deux mythes, comme l'ont été la période Louis Philippe et l'entre-deux guerres. Mais rien n'est moins sûr.

QUELLE PLACE POUR LA CONSOMMATION

Si le rapport au monde des occidentaux ne paraît guère susceptible de se modifier sensiblement dans les décennies qui viennent, les significations attachées à la consommation, et par conséquent la place de celle-ci dans la recherche d'une image favorable de soi-même et son rôle dans la société, peuvent évoluer de façon plus notable.

Le fort développement économique qui s'est produit depuis trente ans a procuré à la majorité de la population des pays occidentaux un niveau de consommation fournissant l'essentiel de ce que celle-ci peut apporter sur un plan pratique (essentiel dont il y a encore un siècle la plupart étaient en grande part dépourvus): nourriture abondante et variée, vêtements et logements permettant de ne plus souffrir du froid, véhicules permettant de se rendre commodément à grande distance. Ce fait devrait entraîner un déclin, qui paraît

(41) Cf. J. DUVIGNAUD, *La planète des jeunes* (op. cit.).

(42) Cf. par exemple la description saisissante du règne de l'ennui par BERNANOS dans *Le journal d'un curé de campagne* publié en 1936.

(43) Cf. A. de TOCQUEVILLE, *L'Ancien Régime et la Révolution*.

s'amorcer, des significations sociales positives attachées à la consommation. Déjà l'accès quasi général à une nourriture abondante qui s'est produit à la fin du XIX^e, joint à l'éloignement dans un lointain passé des souvenirs de famine, a entraîné depuis le début du XX^e siècle un fort déclin des significations sociales positives associées à l'abondance de la nourriture (44). Ce déclin, qui a commencé dans les couches les plus favorisées de la population, s'est ensuite répandu dans la masse de celle-ci, et continue à se poursuivre. Il est d'autant plus avancé qu'on a affaire à des générations plus jeunes (45). Certes il s'est accompagné d'un déplacement des caractéristiques de la consommation auxquelles sont attachées des significations sociales positives. Mais des caractéristiques plus ou moins arbitraires, et qui ne sont donc pas recherchées par l'ensemble des éléments les plus favorisés de la population, ne paraissent pas susceptibles de se voir attacher des significations aussi intenses que celles d'une nourriture abondante et d'un logement confortable à l'époque où sévissaient les famines et la rigueur du gel. Le déclin des significations sociales positives associées à un haut niveau de consommation, d'abord dans les couches les plus favorisées, puis dans la masse de la population, paraît donc inéluctable. Toutefois, si on en juge par le précédent des significations attachées à une nourriture abondante, ce déclin sera sans doute très lent, produisant des effets notables au fil des décennies plutôt que des années.

Intervient par ailleurs le dépérissement du mythe du salut universel par le progrès économique, mythe dont la grande époque paraît bien révolue (il n'est déjà plus possible de sentir pleinement de l'intérieur ce qu'a été à son apogée la religion de la croissance). Une vue de moins en moins idéalisée des avantages et des inconvénients des divers types de consommation tend à se répandre, avec par exemple une plus claire perception des méfaits d'une alimentation abondante et riche, de l'automobile en zone urbaine, etc. Il devrait en résulter un dépérissement des significations morales positives associées aux consommations décidées pour les autres (par les parents pour les enfants, par les conjoints l'un pour l'autre) et un regain de vigueur des significations morales négatives associées aux consommations décidées pour soi. Mais ce regain verra sans doute ses effets contrariés par la diminution vraisemblable, sous l'influence d'une éducation plus « permissive », du poids des significations morales par rapport à celui des significations sociales. Cette diminution est, toutes choses égales d'ailleurs, favorable au développement de la consommation (cf. la consommation des jeunes; à la limite la consommation des bandes de jeunes pour qui l'idéal moral du moi est plus ou moins évanescent, mais la recherche d'une bonne image sociale suivant les valeurs de groupe très intense, et qui sont très attachés aux motos, vêtements etc). Au total l'évolution des significations morales de la consommation devrait favoriser un déclin de celle-ci chez ceux qui sont le plus attachés aux significations morales, et au contraire un développement chez ceux qui sont le moins attachés à ces significations.

En fin de compte on peut s'attendre à ce qu'on sorte de la « société de consommation », assez rapidement en ce qui concerne les mythes, mais très progressivement en ce qui concerne l'ampleur des sacrifices faits à la consommation, avec des nuances appréciables suivant les types de biens, les catégories sociales et les générations. Tout en n'étant plus une raison d'être, la recherche d'un haut niveau de consommation pour soi et les siens continuera sans doute pendant longtemps à être pour la plupart un objectif important.

(44) Cf. Ph. d'IRIBARNE « Consommations alimentaires et comportements socio-économiques » *Consommation*, n° 2, 1977.

(45) Cf. G. CAUGANT et A. MIRABEL « Les comportements alimentaires des ménages » rapport CEREBE, 1974.

ÉCONOMIE RURALE

a publié en 1977

N° 117 / AMÉNAGER L'ESPACE ?

- B. LATARJET. — Structures agricoles et espace
Cl. LAURENT. — Aménagement du territoire, le VII^e plan
G. BAUER. — Campagnes suburbaines, villes s'éparpillant: que connaît-on du phénomène urbain?
J.-M. ROUX. — Dévitalisation d'un pays: données quantitatives, une méthode et un exemple
G. BARBICHON. — Industrie et rurbanisation: aspects sociologiques
M.-E. CHASSAGNE. — Aspects fonciers de l'aménagement de l'espace rural
G. BUBLOT. — Autoroutes et espace rural belges: aspects économiques
J.-B. de LABOULAYE. — Direction départementale de l'Équipement et aménagement de l'espace rural
Fr. LIEBERHERR. — Du monologue technocratique aux initiatives locales: transformations des régions de montagne en Suisse

Première partie/n° 118

LE DEVENIR DE L'ESPACE RURAL

- A. PIATIER et J. MADEC. — Comment et pourquoi définir un espace rural
J. ROCHAS. — Aménager le territoire... Avec quels hommes? Richesses et contraintes démographiques
Le second congrès européen des Économistes ruraux 1978
A. GUESLIN. — Le Crédit Agricole et l'espace régional
Ph. TOURNY. — L'industrialisation rurale au service du développement local en Europe Occidentale
J.-L. VENARD. — La demande de services ruraux: besoins et symboles. L'exemple des transports en commun
D. BARTHELEMY. — Propriété foncière et lutte de classe
A. BRUN. — Espaces forestiers et espaces pastoraux: le pâturage en forêt
C. BROUSSOLLE. — L'aménagement de l'espace agricole: le remembrement en zone bocagère
J.-P. PROD'HOMME et J. VINCENT. — Des ruraux et des projets d'aménagement de l'espace rural

Deuxième partie/n° 120

- G. WACKERMANN. — Organisation et niveaux d'équipement d'espace multinational animé par une forte armature urbaine; le cas des pays du Rhin supérieur
G. MICLET. — Indicateurs sociaux, indicateurs d'environnement
F. BONNIEUX, G. MICLET, P. RAINELLI. — Indicateurs liés à la qualité de l'eau et comportements; application aux lacs d'Annecy et du Bourget
Ph. LE GRONTEC. — Les coupures vertes de la métropole-jardin en val de Loire: rêve et réalité?
J.-C. BELLiard, J.-P. CHARVET. — Les structures spatiales de la collecte céréalière dans la région Centre
C. REBOUL. — Les groupements agricoles d'exploitation en commun 10 ans après

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉCONOMIE RURALE

Route de Saint-Cyr - 78000 Versailles
Tél.: 950-79-00/C.C.P.: Paris 7 101-51 J

Le numéro 35 F / Abonnements: 6 numéros par an / France: 200 F / Etranger: 240 F

Agricultures européennes et euro-méditerranée *

par FRANÇOIS CLERC**

Grèce, Espagne et Portugal étant candidats à l'entrée dans la Communauté européenne, de nombreux agriculteurs de l'Europe des Neuf redoutent une telle adhésion. Ils craignent en effet la concurrence de leurs homologues hellènes et ibériques. La menace n'est-elle pas cependant surestimée?

François Clerc analyse ici les évolutions, les adaptations, les ajustements que l'agriculture des Neuf devrait accomplir si les adhésions projetées devenaient réalité, ainsi que les moyens pour une éventuelle communauté des Douze de relever le défi posé par une politique méditerranéenne communautaire.

Nous le savons tous: la politique méditerranéenne de la Communauté lui pose un problème moral.

Comment refuser d'amarrer à l'Europe trois pays européens, la Grèce, l'Espagne et le Portugal, à partir du moment où leurs institutions et leur économie ont subi les évolutions requises? Comment ne pas chercher à nouer des relations privilégiées avec les pays du sud ou de l'est de la Méditerranée dans le temps où, se trouvant acteur sur la scène mondiale, la Communauté est en quête d'un surplus d'identité?

Mais de longue date, cette même Communauté s'est engagée moralement vis-à-vis de ses agriculteurs. La lettre de l'article 39 du Traité de Rome, c'est

* Reproduit avec l'aimable autorisation de la revue *Economie Rurale* qui le publie dans son numéro 123 (janv. / fév. 1978), ce texte est tiré d'un exposé fait devant la Société française d'économie rurale à l'occasion de sa session sur l'agriculture dans les rapports euroméditerranéens, les 25 et 26 mai 1977.

** L'auteur est chef du Service des publications à la Caisse nationale du Crédit Agricole.

une politique agricole commune s'assignant comme objectif de leur procurer des revenus agricoles convenables. L'esprit de ce même article, c'était le droit à l'existence pour les agriculteurs, le « droit de vivre » et même de se développer. C'est, compte tenu de cet engagement implicite que les gouvernements des pays agricoles et les agriculteurs eux-mêmes ont adhéré à la Communauté.

Or, le moins que l'on puisse dire aujourd'hui, c'est que les trois adhésions projetées et d'une façon générale, la politique méditerranéenne de la Communauté poseront quelques problèmes à certains agriculteurs européens.

DES DÉBOUCHÉS ACCRUS

Il en est bien, parmi les hommes politiques et les économistes, pour faire valoir que l'élargissement en chantier peut être bénéfique pour l'agriculture des Neuf. Les trois pays candidats sont en effet gros importateurs de céréales (principalement maïs) et secondairement, de sucre, de viande et de produits laitiers. L'on parle même d'exportations possibles de Golden et d'endives vers l'Espagne... Et leur consommation alimentaire ne peut que s'accroître avec leur développement économique.

Il en va de même pour les pays du sud de la Méditerranée. Leurs populations se multiplient, les progrès de leurs agricultures sont des plus lents. Un déficit alimentaire croissant conduit déjà certains de ces pays à des importations analogues.

DES MENACES MOINS CERTAINES QU'ON LE DIT?

Selon d'autres auteurs, la menace que constitueraient les agricultures grecque, espagnole et portugaise n'est, ni si certaine, ni si terrible que cela: — leurs exploitations sont petites et leurs agriculteurs très traditionnalistes; les investissements à réaliser sont coûteux, il faudra attendre longtemps pour qu'ils soient pleinement productifs et rien n'assure que les programmes seront menés à leur terme.

— l'industrialisation tend à réduire la main-d'œuvre agricole disponible.
— l'augmentation de la consommation intérieure due à l'amélioration du niveau de vie entraînera une réduction des quantités disponibles pour l'exportation.

— les revendications salariales élèveront les prix de revient.

— les transports seront de plus en plus coûteux; leurs exportations agricoles s'orientent déjà vers la Communauté à Neuf; l'élargissement ne changera pas fondamentalement l'approvisionnement de nos marchés.

— nos structures de production et de commercialisation plus « modernes » peuvent soutenir la concurrence des nouveaux venus.

La menace que constitueraient les agricultures méditerranéennes du sud serait moins consistante encore: la demande intérieure est croissante, leurs seuls avantages sont le soleil et le faible coût de la main-d'œuvre, mais sa technicité est faible. Et, pour finir, la compétition ne porte que sur peu de produits: agrumes et tomates principalement.

DES CRAINTES FONDÉES

Alors, pourquoi tant d'agriculteurs de l'Europe des Neuf craignent la concurrence de leurs homologues hellènes, ibériques ou maghrébins? Ils comparent tout simplement les conditions naturelles, les coûts de production et les prix de marché. Ils savent en outre que ces pays ont un besoin impérieux de développer leur agriculture et, vu leur surpopulation agricole, ils ne peuvent y parvenir qu'en intensifiant leur production de fruits et de légumes. Et le ralentissement prévisible de l'émigration, vu la crise économique, ne peut qu'accentuer l'intensification agricole.

Les agriculteurs de l'Europe des Neuf craignent d'être les victimes de l'élargissement et de la politique méditerranéenne de la Communauté. Peut-on leur reprocher de ne pas envisager le pire?

Certes, le Traité de Rome n'a pas promis une situation convenable à l'agriculture communautaire telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être, et les exhortations n'ont pas manqué pour qu'elle se modernise, se restructure et s'allège sur le plan démographique.

Aussi, quelles évolutions, quelles adaptations, quels ajustements l'agriculture des Neuf devrait-elle encore accomplir si les adhésions projetées se réalisaient? Quelles évolutions, quelles adaptations, quels ajustements l'agriculture de la Communauté élargie à douze devrait-elle accomplir pour relever le défi de la politique méditerranéenne de la Communauté? C'est ce que je voudrais traiter ici.

EXPORTER

Il y a d'abord tout ce qu'il faut faire pour profiter des possibilités d'exportation de produits agricoles des Neuf vers les Trois. Les trois pays candidats sont importateurs de céréales pour leurs élevages, de sucre, de viandes et de produits laitiers. La réglementation communautaire favorisera-t-elle la création de nouveaux courants commerciaux? Ce n'est pas sûr; le précédent italien pour le maïs est présent dans tous les esprits. Il faudra ensuite conquérir

les marchés, ce qui est l'affaire des firmes commerciales, coopératives ou non. Il faut aussi avoir de quoi exporter. Si la Communauté est excédentaire pour les autres produits demandés, elle demeure largement déficitaire en céréales secondaires...

Exporter, c'est aussi exporter vers les pays du sud de la Méditerranée et du Proche Orient. L'on se rappelle les projets fabuleux échafaudés suite au relèvement du prix du pétrole brut. Mais les pays les plus riches en devises ne sont pas forcément plus peuplés et les importations de biens industriels ou d'armements ont eu quelquefois la priorité sur les produits agricoles. Aujourd'hui, la Communauté a une vision plus réaliste des besoins alimentaires de ces pays et aussi de leur solvabilité

Leurs principaux besoins sont des besoins en blé et farine, ils sont déjà gros importateurs, or, précisément, la Communauté est excédentaire en blé. La logique des concessions qu'elle leur accorde sur le plan commercial serait que ces pays s'engagent à s'approvisionner préférentiellement dans la Communauté. Il fut question un temps de contrats à moyen terme. On sait ce qu'il advint, vu la répugnance de certains États membres à s'engager dans une voie délibérément exportatrice pour l'agriculture européenne. Par ailleurs, il ne faut pas se dissimuler les réticences des États-Unis devant la constitution de chasses gardées qui ne soient pas les leurs... Néanmoins, des possibilités existent qui ne sont pas seulement des possibilités céréalières: viandes de toutes sortes et produits laitiers peuvent également trouver preneurs.

Reste le problème de la solvabilité de ces pays. Pour ceux qui ne sont pas producteurs de pétrole, elle est directement liée aux possibilités d'exportations que nous leur offrirons, notamment en produits agricoles...

Au total, qu'il s'agisse des trois pays candidats ou bien des autres pays méditerranéens, les débouchés qu'ils constituent sont des débouchés pour l'agriculture de l'Europe du Nord, celle du lait et de la viande et surtout, celle des céréales. Cette Europe produira plus. Ce n'est pas la même perspective qui s'offre aux agriculteurs du sud de l'Europe.

VERS LA RÉDUCTION DE LA POPULATION ACTIVE DANS L'AGRICULTURE MÉDITERRANÉENNE DES NEUF ?

En fait, ce que chacun attend des agriculteurs méditerranéens de l'actuelle Communauté, c'est un effort sur eux-mêmes pour s'adapter à l'élargissement du marché commun et à son ouverture sur les pays tiers-méditerranéens.

Les données du problème sont les suivantes: du fait de l'unité de marché, l'Europe des Neuf importera davantage de vin, de fruits et de légumes en provenance des trois pays candidats. En tout cas, c'est ce que ceux-ci espèrent... D'autre part, les accords passés au cours des dernières années avec les pays

du sud et de l'est de la Méditerranée facilitent — c'est leur but — leurs exportations agricoles vers la Communauté.

Or, personne ne pronostique un développement parallèle de la consommation en Europe, surtout avec le ralentissement de la croissance économique.

D'autre part, les prix de marché dans l'Europe des Douze seront inférieurs à ceux de l'Europe des Neuf, vu l'importance de la production et les bas prix de vente chez les Trois.

Il faudra ou bien que les agriculteurs français et italiens produisent moins de produits méditerranéens ou qu'ils s'en sortent avec des recettes moindres, donc qu'ils produisent à moindre coût.

Or, il n'est pas toujours possible de remplacer certaines cultures méditerranéennes, telle la vigne, par d'autres productions et, de toute façon, ces autres productions, comme les céréales ou l'élevage, utilisent beaucoup moins de main-d'œuvre à l'hectare.

D'autre part, les modernisations qui pourraient permettre de réduire les prix de revient consistent le plus souvent en des économies de main-d'œuvre et en des agrandissements d'exploitation, lesquels supposent à leur tour moins d'agriculteurs.

Bref, l'adaptation de l'agriculture méridionale de l'Europe des Neuf aux trois élargissements suppose une réduction de la population active employée.

Le moins que l'on puisse dire est que les agriculteurs concernés ne sont guère enthousiastes pour cette réduction d'eux-mêmes. On se rappelle la prise de position de M. Louis Lauga, alors président du Centre national des jeunes agriculteurs: « l'adhésion de l'Espagne: une erreur pour tous ». De son côté, l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture a déclaré « s'opposer catégoriquement à toute négociation visant l'admission de nouveaux pays tiers, en particulier des pays du bassin méditerranéen et du Portugal ». Et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles a posé, lors de son dernier congrès, des préalables tellement nombreux et tellement difficiles à remplir qu'ils équivalent à un refus de l'élargissement.

Mais ce ne serait pas la première fois qu'une catégorie de citoyens se verrait imposer une évolution dont elle ne veut pas. Ainsi, les ouvriers du textile ou les sidérurgistes lorrains... Encore faut-il que l'évolution souhaitée soit possible !

Cette main-d'œuvre se trouve concentrée, en France comme en Italie, dans des régions où les possibilités de reconversion professionnelle sont les plus difficiles. Il y a peu d'autres activités qui soient dynamiques. Malgré les politiques de développement régional mises en œuvre, il y a déjà un certain chômage. De toute façon, la conjoncture générale est peu propice aux migrations professionnelles, Comment accélérer l'exode rural en des temps où, vraisemblablement, la persistance du chômage pourrait entraîner son amenuisement? C'est le problème auquel la Communauté sera confrontée demain.

AMÉLIORER LES RÈGLEMENTS COMMUNAUTAIRES?

Reste la solution miracle: l'amélioration des trois règlements communautaires viti-vinicole, fruits et légumes. Elle est réclamée avec insistance du côté français, tant par le Gouvernement que par les professionnels. La revendication est ancienne; elle est en passe de devenir aujourd'hui le préalable que la France pose à l'adhésion des trois pays.

De quoi s'agirait-il? Pour commencer, de renforcer le protectionnisme communautaire. L'on sait pourtant les très grandes difficultés que la Communauté rencontrerait si elle voulait aller dans cette voie. A force de s'entendre répéter à chaque conférence internationale depuis sa naissance, qu'elle commet quotidiennement le « péché » de protectionnisme agricole, la Communauté en est devenue quelque peu inhibée... D'autre part, l'efficacité, pour ce qui est de la protection du marché intérieur, d'un protectionnisme accru, se trouverait bien amoindrie dans une Europe à douze regroupant les principaux producteurs mondiaux de produits méditerranéens.

Ainsi serait pourtant remédié à une grave injustice dont les productions du sud auront été longtemps victimes dans la Communauté, par rapport à celles du nord.

DEMAIN SERA-T-IL DIFFÉRENT D'HIER?

Pourquoi pas en effet? Mais pourquoi se ferait demain ce qui ne s'est pas fait en 15 ans? Il y a des raisons « objectives » à l'inorganisation des trois marchés passés en revue:

— la production légumière est d'elle-même susceptible d'emballlement et si, par hasard, le marché est trop bien soutenu, les excédents se répètent d'année en année. Aussi, le mieux pour la Communauté est, pour les légumes, comme d'ailleurs pour les productions porcine ou avicole, de laisser fluctuer les cours...

— les excédents de productions du nord de l'Europe trouvent toujours un débouché favorable: l'alimentation humaine ou animale. Pour celles du sud, c'est la décharge publique ou la distillation et la Communauté a répugné à endosser ce genre de décisions, mal vues de l'opinion.

— garantir un prix du vin ou des fruits aussi rémunérateurs que celui de la betterave eut signifié une réglementation de la production. La philosophie économique de la Communauté lui a interdit d'aller plus loin dans le dirigisme agricole que les quotas betteraviers.

— c'est l'inorganisation du marché des produits méditerranéens qui donnait le maximum de chances à l'agriculture italienne de supplanter les concurrents français. Jusqu'à présent, Rome n'a pas beaucoup poussé à l'organisation des marchés.

— les insuffisances de la réglementation communautaire ont permis les importations en provenance des pays méditerranéens nécessaires aux bonnes relations politiques de l'Europe.

— les producteurs intéressés eux-mêmes n'ont pas constitué de groupes de pression bien efficaces; est-ce parce qu'ils ont des mentalités d'entrepreneurs individuels un peu joueurs, plutôt que de paysans solitaires? Est-ce parce que, concentrés géographiquement et assez particularistes, ils ont eu du mal à gagner l'alliance des autres catégories d'agriculteurs? Est-ce enfin parce qu'ils n'ont jamais présenté un front commun franco-italien?

Toutes ces raisons et probablement quelques autres, font qu'il n'y a pas à ce jour de règlements communautaires vin, fruits et légumes qui donnent aux intéressés des satisfactions équivalentes à celles que les producteurs de céréales, de betteraves, de lait ou de viande tirent des règlements relatifs à leurs produits.

La plupart de ces raisons demeure; on n'a vu nulle part que la Communauté se disposerait à modifier sa conception des choses. Bien mieux, ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'assouplissement des mécanismes de soutien des prix. Ce sont les consommateurs qui ont le vent en poupe et il n'est question que d'accroître la « responsabilité » des producteurs. A eux de s'organiser, comme s'il était aussi facile à des centaines de milliers de producteurs de se rassembler qu'à dix sidérurgistes allemands de se cartelliser... Et ce ne sont pas les gouvernements et les producteurs des trois pays candidats qui feront, d'une réglementation communautaire plus efficace, un préalable à leur adhésion. Leur attitude pourrait plutôt être celle des Italiens depuis 15 ans.

Et, cependant, à ne rien faire la Communauté court un grand risque; une très vive opposition par tous les moyens, des agriculteurs concernés. Il est donc nécessaire de réformer les trois règlements contestés. Déjà un pas important a été fait: les accords de coopération passés avec les pays tiers méditerranéens les astreignent à respecter certaines dispositions protectrices du marché communautaire. Mais il serait souhaitable d'aller plus loin. Serait-il irréaliste d'envisager une harmonisation des programmes d'investissement agricoles, notamment d'irrigation, du pourtour méditerranéen? Certes, l'Europe n'a jamais été fervente de planification! mais tôt ou tard, la nécessité en apparaîtra impérieuse.

UN JEU A SOMME NULLE, VOIRE NÉGATIVE?

La théorie enseigne que la constitution d'un grand marché « doit » avoir des effets bénéfiques: chacun se spécialise dans ce qu'il fait le mieux. Les prix sont plus bas. Les consommations augmentent. Bref, tout le monde s'en trouve mieux, à condition qu'un certain nombre d'adaptations et d'ajustements aient lieu.

Effectivement, des adaptations de survie sont possibles en France et en Italie. Des généticiens de la recherche agronomique aux commerciaux des coopératives en passant par ceux qui font les règlements européens, chacun peut s'y mettre pour aider les viticulteurs, les maraîchers, les arboriculteurs de ces deux pays à le rester. Mais ils vendront moins, parce que les autres producteurs méditerranéens vendront plus et ils vendront moins cher, parce que les prix de marché dans la Communauté à douze seront inférieurs à ceux dans la Communauté à Neuf. Ils perdront donc doublement.

Peut-on dire que, par compensation, la recette globale de l'ensemble des producteurs méditerranéens de l'Europe à Douze sera accrue? Ce n'est pas sûr, car le ralentissement de la croissance économique freinera l'augmentation de la consommation dans l'Europe à Neuf et l'élévation des prix, la consommation intérieure des trois pays candidats.

Pour la France et l'Italie, il ne faut pas se le dissimuler, l'élargissement entraînera à terme une réduction nouvelle de la main-d'œuvre employée dans les productions méditerranéennes de ces deux pays.

C'est là le « coût social » d'une meilleure localisation des productions méditerranéennes dans la Communauté à Douze. Mais le « coût » sera compensé par un gain supérieur seulement si la main-d'œuvre libérée trouve à s'employer par ailleurs.

Des politiques d'accompagnement, dites généralement politiques de développement régional, sont envisageables, d'autres raisons font d'ailleurs qu'elles sont déjà mises en œuvre dans les régions touchées. Mais la conjoncture est peu favorable aux migrations professionnelles. D'où l'idée d'attendre des jours plus propices; c'est ce que signifient les suggestions venant de toutes parts tendant à de très longues périodes de transition.

Il y a là un faisceau de problèmes graves. D'un côté, le nécessaire amarrage immédiat à l'Europe de trois démocraties renaissantes et l'influence de la Communauté dans le Bassin méditerranéen; de l'autre, la vie et l'activité quotidiennes de milliers d'agriculteurs: faut-il amputer leurs revenus pour des raisons « politiques », alors que le chômage persistant limite leurs possibilités d'emplois dans l'industrie ou les services?

D'habitude, ce genre de dilemme se tranche dans le secret des bureaux et les discours tenus à l'extérieur ne visent qu'à endormir ou à culpabiliser les futures victimes... Dans le cas présent, le débat aura été largement public. Si le « non » catégorique des organisations professionnelles françaises est la réaction de gens qui n'ont plus confiance dans ce qu'on peut leur dire ou leur promettre, ce serait une défaite pour la démocratie.

Peut-on imaginer que la Communauté arrive à relancer le débat dans un climat de confiance? Ce serait pour elle une bonne façon de progresser.

Statistiques sociales et modes de vie

par VICTOR SCARDIGLI

Notre ignorance des réalités sociales est frappante. Il suffit pour s'en convaincre de constater combien, là où nous disposons de chiffres, ceux-ci nous renseignent peu (approche des modes de vie par la dépense), combien ont été négligés certains indicateurs pourtant mesurables (les budgets-temps) et combien est faible notre capacité à raisonner sur le non quantifiable. Non seulement nous savons peu de choses, mais les efforts qui ont été consacrés à l'établissement d'indicateurs sociaux ont souvent été décevants.

La nécessité de mieux connaître les réalités sociales est cependant d'autant plus importante aujourd'hui que les changements d'ordre qualitatif (aspirations, comportements, etc.) revêtent une ampleur particulière.

Futuribles vient donc de relancer un certain nombre de travaux sur le problème des modes de vie et des indicateurs sociaux. Il nous a paru intéressant à ce stade de provoquer une rencontre européenne qui permette de faire le point des connaissances. Il nous a paru également intéressant de demander à un certain nombre d'auteurs de dresser dans notre revue le bilan de leur expérience, de sorte que le lecteur puisse trouver au fil des prochains numéros un exposé aussi clair que possible de l'évolution de la consommation des ménages et des modes de vie telle qu'elle est perçue dans différents pays.

Nous ouvrons cette série avec Victor Scardigli, qui, se fondant sur l'expérience d'une recherche exploratoire qu'il a menée en Europe occidentale (1), fait ici le bilan des difficultés qu'il a rencontrées dans le maniement des statistiques sociales existantes.

(1) *Modes de vie et changement social en Europe Occidentale*, Commission des communautés européennes, 112 p., Bruxelles, 1976.

Cette recherche a été menée à l'initiative de Jacques-René RABIER, que nous remercions pour ses conseils tout au long de l'étude. Cette analyse critique n'engage que nous-même.

Après avoir brièvement rappelé quels sont l'éventail et les faiblesses des travaux entrepris jusqu'à présent sur les indicateurs sociaux, l'auteur illustre les difficultés du sujet en examinant deux exemples précis: le cas de l'Allemagne et celui de l'Italie. Il tente enfin de cerner plus globalement l'intérêt et les limites des statistiques sociales que l'on peut utiliser pour l'analyse des modes de vie.

Cet article est suivi d'une bibliographie sommaire qui permettra aux lecteurs d'acquérir une vue générale de la littérature disponible sur le sujet.

DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES, QUI IGNORENT TROP SOUVENT LES APPORTS DES SCIENCES SOCIALES

Les indicateurs sociaux pourraient, dans leur conception même, revendiquer l'héritage de deux grandes écoles de pensée, ou, si l'on préfère, de deux approches de la réalité économique et sociale d'un pays.

Ils s'inscrivent, d'abord et surtout, dans le courant de la statistique économique.

Dès le XIX^e siècle, des observatoires ou offices statistiques se sont constitués dans de nombreux pays d'Europe occidentale; mais c'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que s'est développé l'effort de collecte de données sur les différents agents économiques, entre autres les ménages, pour alimenter les travaux de comptabilité nationale, aussi bien que pour éclairer les actions ou les efforts de planification économique des gouvernements.

La plupart des pays occidentaux publient aujourd'hui des « comptes de la nation », des annuaires statistiques, et surtout un ensemble de publications mensuelles ou trimestrielles, qui assure la diffusion d'informations socio-économiques concernant les ménages; le même effort a été entrepris au sein de l'Office statistique des Communautés européennes.

Outre les recensements démographiques et le recensement des entreprises, parfois les fichiers électoraux ou de police, ces publications utilisent des données de base recueillies auprès de larges échantillons représentatifs des ménages, ou plus rarement des individus. Il s'agit d'enquêtes par sondage, souvent répétitives sur l'emploi, les salaires, parfois sur la fréquentation des équipements collectifs, sur les loisirs, sur l'enseignement scolaire et post-scolaire, sur les moyens de transport, et de façon très détaillée sur les divers postes de dépenses de consommation, ainsi que sur les biens et équipements possédés.

C'est dans ces sources que sont puisées la plupart des informations factuelles sur les composantes des modes de vie des habitants de chaque pays.

Ce premier « courant » réunit deux caractéristiques. La prédominance de la préoccupation économique conduit à mesurer des stocks ou des flux monétaires; ou, par analogie, à décrire sous forme chiffrée l'état d'une société et ses variations dans le temps, dans l'espace, voire l'espace social. L'importance de l'appareil statistique mis en place exprime la préoccupation de donner un caractère cumulatif à toutes les données rassemblées par voie de recensement ou d'enquête par sondage. L'antériorité de ce courant explique, sans nécessairement justifier, que les indicateurs dits sociaux soient essentiellement composés de statistiques économiques.

Un second « courant » s'est développé à peu près en même temps, sous l'influence de préoccupations plus directement issues de la science politique: ce courant s'est manifesté, surtout aux États-Unis, par la floraison des enquêtes et analyses électorales, ou plus largement de sociologie politique; mais aussi par des rapports sur la situation à la fois sociale, économique et politique du pays. Nous pensons à la préparation, sous l'impulsion du président Johnson, du texte « *Toward a Social Report* », publié en janvier 1969; ou encore, aux discours annuels sur l'état de l'Union. En Europe, il faut citer des publications comme celle des « *Materialien zur Bericht zur Lage der Nation* » (éléments pour un rapport sur l'état de la Nation), publiée chaque année depuis 1971 par le Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen, et qui, en quatre grands chapitres (la Nation, l'Ordre public, l'Économie, les Politiques sociales), fait le point sur l'état des institutions et de la démocratie, sur le monde du travail, sur le « progrès social », mais aussi sur le « dialogue avec l'autre Allemagne » (2).

Au cours de ces mêmes années 60, une partie des politologues est passée de l'idée d'apprécier l'état d'une société, à celle de fournir aux décideurs politiques des instruments de mesure plus rigoureux. L'un des buts (3) ainsi assigné aux indicateurs sociaux était de mesurer l'évolution du pays sur un certain nombre de dimensions jugées importantes pour le « progrès social » de ce pays, et plus précisément les conditions d'existence des citoyens, en attendant de pouvoir disposer d'une échelle de mesure plus synthétique du mieux-être social.

A la suite de l'ouvrage de Bauer (4), des travaux d'Eleanor Sheldon, de Parke, etc., les USA ont vu se développer depuis moins de 10 ans un volume

(2) Un de nos interlocuteurs nous a confirmé que « la référence à l'autre » constituait une préoccupation importante en Allemagne fédérale, ne serait-ce que du fait du grand nombre de familles ainsi séparées.

(3) Un autre but, et non des moindres, était de fournir des « indicateurs d'alerte ».

(4) Raymond R. BAUER, editor. « *Social Indicators* », Cambridge (Mass.), MIT Press, 1^{re} édition 1966, 357 p.

énorme de travaux sur les indicateurs sociaux; l'effort continue d'être stimulé aux USA, notamment par le *Social Science Research Council* (qui publie chaque trimestre une « Social Indicators Newsletter » très brève, mais très riche d'informations), et par la publication de « Social Indicators », sous l'égide de l'*Office of Management and Budget*, en 1973.

On assiste en outre à une démultiplication de cette approche sous forme d'indicateurs sectoriels de plus en plus détaillés; on a parfois l'impression que l'objectif de description de « l'état de bien-être » des habitants d'une société est en train de disparaître, et que l'on s'achemine vers de simples indicateurs d'efficacité de chaque politique sectorielle, un peu à la façon de la « rationalisation des choix budgétaires ».

L'Europe semble avoir accueilli avec une certaine réticence une idée qui comportait le risque d'une confusion entre science politique et pouvoir. Certes, l'idée d'indicateurs sociaux avait été lancée dès 1965 en Suède, par une commission d'enquête gouvernementale sur les conditions de vie des populations défavorisées, et plus largement sur le bien-être; Sten Johansson avait alors réalisé une première « enquête sociale », qu'il s'appête d'ailleurs à renouveler aujourd'hui.

Certes d'autres personnalités à la fois politiques et scientifiques ont encouragé le développement des indicateurs sociaux en Europe — tel Jacques Delors, dont l'ouvrage « Les indicateurs sociaux » (5) fut très remarqué en France. Certes, chaque pays a entrepris la publication d'ouvrages statistiques: « Social Trends » au Royaume-Uni, « Données sociales » en France, « Gesellschaftliche Daten » en RFA, « Indicadores sociológicos » en Espagne et d'autres dossiers de statistiques sociales en Italie, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, au Danemark, bientôt en Finlande, etc.

Toutefois, ces dossiers ne se situent guère dans le prolongement du courant « socio-politique ». Divers à plus d'un titre, ils ont cependant un point commun: ils sont presque partout pris en charge par les offices statistiques officiels des pays. Les justifications en sont nombreuses: les réticences à l'égard d'une science politique jugée trop « américaine » étaient fortes, et entretenaient un sous-développement de cette discipline, donc des travaux disponibles en ce domaine; a contrario, les statisticiens disposaient d'un corpus déjà considérable d'informations à la fois très pertinentes pour décrire la situation objective des ménages, et très peu contestées par ce que sans lien étroit avec les décisions politiques. Mais il est regrettable que ce second « courant » ait été en quelque sorte asséché, ou détourné, au profit du premier, tout au moins dans beaucoup de pays d'Europe occidentale.

(5) Editions SEDEIS, coll. *Futuribles*, Paris, 393.

Alors que les premiers ouvrages de Bauer ou de Delors permettaient d'espérer l'éclosion de recherches originales, riches d'enseignements pour les sciences politiques et sociales, on éprouve un sentiment d'appauvrissement, de promesses non tenues par les publications qui se sont multipliées depuis quelques années.

EXHAUSTIVITÉ OU FAITS SIGNIFICATIFS, INDICATEURS D'ÉTAT OU DE TENDANCES: LES HÉSITATIONS DES STATISTIQUES SOCIALES

Deux exemples vont nous permettre d'illustrer les remarques précédentes, et en particulier la difficulté de parvenir à un équilibre conciliant deux préoccupations: accumuler les indicateurs d'état d'une société, et sélectionner les tendances ou changements significatifs.

Ces exemples sont choisis de façon à illustrer le principal clivage qui, au cours de notre recherche exploratoire, nous a semblé opposer deux ensembles de modes de vie « méditerranéens » et « germaniques » (ou plus largement « septentrionaux »), de l'Europe occidentale.

STATISTICHE SOCIALI

L'analyse des « Statistiche Sociali » italiennes est intéressante dans la mesure où cette approche, relativement récente (fin 1975), a essayé de tenir compte de l'expérience accumulée par différents pays occidentaux, ainsi que par l'OSCE, l'OCDE et l'ONU.

Dans les « Statistiche Sociali », les données sont regroupées au sein des dix chapitres suivants:

- Population (structure, migrations).
- Santé (mortalité, morbidité, offre hospitalière, suicides).
- Éducation scolaire et universitaire.
- Travail (population active, chômage, durée du travail, grèves).
- Justice (séparations et divorces, criminalité).
- Production.
- Consommation (budgets et équipement des foyers).
- Logement.
- Loisirs et culture (vacances, radio-télévision, lecture).
- Circulation routière.

Ces dix têtes de chapitres nous semblent pouvoir bien correspondre à l'ensemble des thèmes importants pour situer les modes de vie des habitants d'un pays.

Mais un examen du contenu de chaque chapitre nous amène à éprouver la même insatisfaction que celle suscitée par les publications analogues. Les auteurs nous annoncent, dès l'introduction, qu'ils se sont efforcés de sélectionner les faits les plus « significatifs », mais sans nous indiquer des critères plus précis de signification. Il en résulte une pondération à notre sens très critiquable des différents domaines, mais qui reflète peut-être tout simplement l'état des statistiques disponibles, plus abondantes dans certains domaines que dans d'autres. C'est ainsi que le tiers du volume (31 tableaux sur 100) est consacré aux données démographiques et médicales. Au sein même de ces deux chapitres, l'analyse de divers indices de mortalité a été favorisée: 13 tableaux leur sont consacrés, ce qui paraît d'autant plus démesuré que les informations sont ventilées en fonction de critères très classiques (sexe et âge). Ce pays aurait-il réussi à supprimer, face à la maladie et à la mort, les très fortes inégalités qui dans d'autres pays séparent les diverses catégories professionnelles, les divers groupes de revenus ou de niveau d'instruction ? Ou bien ces différences sociales ne sont-elles pas importantes pour mesurer l'état d'une société ?

La même critique vaut pour la plupart des autres chapitres; dans les rares cas où les ventilations par catégories sociales sont employées, il est décevant de voir regroupés les cadres et les employés, ou encore l'ensemble des ouvriers (défaut qui se retrouve dans la plupart des pays, qui se contentent de reprendre la distinction américaine entre « blue collars » et « white collars », sans se soucier des énormes différences de responsabilité, de qualification ou de salaire).

On peut aussi regretter les choix faits pour illustrer certains chapitres. Dans le chapitre consacré au travail, par exemple, l'abondance des statistiques sur les taux d'activité ou la structure des emplois contraste avec la quasi-absence d'informations sur la qualité de la vie de travail.

On notera encore l'absence de données sur le patrimoine, sur la participation sociale, sur la fréquentation d'équipements collectifs, ou sur l'environnement.

Ces critiques ne visent pas spécifiquement cette publication: elles peuvent s'appliquer à la plupart des publications nationales en matière de statistiques sociales. Elles ne doivent pas d'ailleurs faire oublier les côtés très positifs de cette entreprise; le résultat auquel sont parvenus les auteurs de la publication italienne est remarquable, compte tenu des données dont ils pouvaient disposer, et plus largement du retard des travaux en sciences sociales dans leur pays. En outre, le nombre très restreint d'indicateurs (environ 70) relève d'une volonté courageuse de sélectionner des indicateurs jugés très significatifs, alors que d'autres pays préfèrent publier une liste beaucoup plus longue de données. Le souci de tenir compte des fortes différences géographiques conduit

à ventiler systématiquement les indicateurs selon les 20 régions italiennes: un pas important est ainsi fait vers l'analyse de modes de vie qui ne coïncident généralement pas avec les frontières des nations.

Enfin et surtout, la volonté de faire apparaître les tendances lourdes, « l'andamento dei fenomeni », conduit à un remarquable effort d'illustration graphique des évolutions depuis le début du siècle.

GESELLSCHAFTLICHE DATEN

Il est intéressant de confronter l'approche italienne à celle d'un pays disposant d'un corpus de recherches économiques et sociales beaucoup plus important.

L'Allemagne a effectué plusieurs types de publications s'apparentant au courant des indicateurs sociaux; nous analyserons plus en détail les « Gesellschaftliche Daten » publiés en octobre 1973 par le Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, et dont une seconde édition est en préparation.

Ce recueil comporte onze chapitres:

- Population (structure et mouvements).
- Santé (nutrition, morbidité et mortalité, offre de soins médicaux, assurances sociales).
- Éducation.
- Connaissance, recherche et développement.
- Travail (structure de la population active; emploi et chômage; temps de travail et congés; accidents et maladies professionnelles; grèves et lock-out).
- Revenus et patrimoine.
- Consommation et niveau de vie matériel.
- Environnement physique (protection de l'environnement; espace et ville; transports, habitat).
- Environnement social (budget social et protection sociale; qualité de la vie et travail).
- Participation politique et sociale.
- Finances publiques.

A travers cette liste, on retrouve, dans un ordre différent, à peu près tous les thèmes abordés dans la publication italienne, et d'ailleurs dans la plupart des autres pays. Les auteurs de ces diverses publications semblent donc tous parvenir à un certain accord, au moins implicite, sur la « réalité sociale » qu'il s'agit d'observer et de décrire au moyen d'indicateurs.

Cet accord « empirique » porte sur quatre composantes: la population, les relations à l'espace (habitat, transports), les relations à l'économie (travail,

revenus, consommation), les relations à la socio-culture (éducation, loisirs, vie sociale, pathologie sociale): il est satisfaisant de retrouver ainsi les informations qui concernent le « cœur » des modes de vie, et le contexte explicatif de leur évolution.

Car le souci du « contexte explicatif », de l'exhaustivité, a été poussé très loin. Par exemple, l'ensemble de l'environnement physique est appréhendé au niveau du cadre de vie urbain, de l'ensemble des transports, de la protection de la nature: solution plus satisfaisante que de fournir simplement des données sur le logement, comme le fait la publication italienne. On notera aussi le niveau de détail des informations sur la pollution de l'air, le circuit des eaux propres et usées, l'exposition au bruit, aux produits chimiques et même aux radiations. On apprécie de trouver dans « Gesellschaftliche Daten » des informations sur le budget social de la nation, sur le bénéfice des assurances sociales et des mécanismes d'aide ou de protection sociales. Ou encore, une analyse fine de la qualité de la vie au travail et de la satisfaction au travail des besoins en formation professionnelle, et pas seulement de l'éducation; de la formation des patrimoines, au lieu des seuls revenus; de la participation sociale et politique, au lieu des seules consommations de loisir.

Mais ce luxe d'informations précieuses n'a pu être obtenu que par une sélection bien moins forte des données; 109 indicateurs ont été retenus; et certains sont en outre multiples. On se retrouve dès lors confronté au dilemme que nous avons déjà évoqué plus haut: est-il préférable de fournir une description très fidèle d'une réalité sociale certes complexe (et qui exige donc beaucoup d'indicateurs) ? Ou faut-il s'attacher à la résumer au moyen d'un nombre très restreint d'indicateurs, et donc de laisser dans l'ombre d'importants secteurs (ce qui, faute d'un consensus sur les faits « significatifs », entraîne une forte insatisfaction de la part des lecteurs) ?

Dans le cas présent, la faible sélectivité conduit à fournir des données sur les vétérinaires parmi les indicateurs d'offre médicale... !

Une autre critique peut concerner la ventilation des résultats, qui pose autant de problèmes que dans la publication italienne. L'âge et le sexe sont, ici aussi, les critères principaux ou uniques de ventilation en ce qui concerne la santé. D'une façon plus générale, la catégorie sociale, le niveau d'instruction ou de revenus ne sont pas utilisés systématiquement comme critères de croisement. Il semble que les auteurs aient préféré fournir un plus grand nombre d'indicateurs globaux, ce qui conduit à réduire la place accordée aux différences sociales: ce choix signifie peut-être qu'ils se sont proposé de fournir une vision agrégée de la population allemande, plutôt que d'approcher les modes de vie concrets des habitants appartenant à diverses régions et groupes sociaux; ou encore, qu'ils estiment que la société allemande est très homogène.

**UN INSTRUMENT MAL ADAPTÉ
AUX BESOINS DE DESCRIPTION, DE COMPARAISON
ET DE PRÉVISION DES MODES DE VIE**

Les deux exemples que nous venons d'analyser confirment les craintes qu'inspirait l'origine même des travaux sur les indicateurs sociaux.

*LES STATISTIQUES DITES SOCIALES IGNORENT
LES APPORTS DES SCIENCES SOCIALES*

Beaucoup de ces statistiques dites sociales ne sont, en effet, que la réédition pure et simple de quelques statistiques économiques, accompagnées d'un texte affirmant l'importance de cette information pour le pays, (mais sans que soit résolu un problème majeur: pourquoi cette information est-elle importante ? quels sont les critères de sélection de ces indicateurs ?), et d'un simple commentaire descriptif des chiffres fournis. On y cherche en vain la trace des recherches souvent très riches, menées par les ethnologues, psychologues, sociologues, politologues de divers pays européens. Les traditions et coutumes et leurs symbolismes; le changement social, la stratification sociale, les rapports entre classes, les luttes de pouvoir; les systèmes de valeurs, les aspirations, les satisfactions et insatisfactions; tout cela ne semble guère faire partie de la société que ces indicateurs sociaux se proposent de décrire.

Ces publications officielles se caractérisent encore par une grande prudence, même dans les cas où elles ventilent certains résultats selon l'âge, le sexe, plus rarement la région ou la catégorie socio-professionnelle: on n'y trouve guère les récapitulatifs qui, seules, seraient susceptibles de faire apparaître la situation globalement défavorisée de tel groupe social sur un grand nombre d'indicateurs.

Le faible recours aux sciences sociales apparaît plus nettement encore si l'on cherche à caractériser les modes de vie du pays présenté par chaque publication.

Alors que chaque mode de vie demande à être décrit comme un type d'équilibre entre les différentes activités de l'individu, un mode de satisfaction des besoins et aspirations personnelles dans un contexte donné de contraintes matérielles et sociales, les indicateurs sociaux ne nous apportent pas cette cohérence des conduites individuelles si difficile à mettre en évidence. Ces publications se présentent d'ailleurs modestement comme un « recueil de données démographiques sociales et économiques »; il ne s'agit que d'analyses sectorielles mises bout à bout, sans possibilité de voir de façon synthétique ce que l'ensemble signifie pour la vie concrète de l'individu.

Plus précisément, la description de l'état et de l'évolution d'un pays gagnerait à se situer dans un cadre théorique satisfaisant, c'est-à-dire donnant une

description synthétique des éléments essentiels de la société, comme de ses mécanismes de changement dans le temps. Une théorie des modes de vie se serait alors inscrite assez simplement dans ce cadre de référence plus vaste.

Mais on est encore loin de disposer d'une telle théorie. Les auteurs d'indicateurs sociaux ont, pour la plupart, tourné cette difficulté en retenant un grand nombre de thèmes « généralement considérés comme importants »; l'introduction aux « *Statistiche Sociali* » insiste d'ailleurs sur le « pragmatisme » de la démarche. L'absence de critères de sélection d'un petit nombre d'indicateurs conduit inévitablement à une surenchère: les listes fournies pour chaque pays comportent généralement plus d'une centaine d'indicateurs et sont considérées par leurs auteurs comme très incomplètes. Plusieurs personnalités que nous avons rencontrées nous ont confié qu'elles étaient déçues de disposer d'une masse considérable d'informations statistiques intéressantes et jusqu'à présent non publiées. C'est ce qu'exprime aussi, par exemple, le professeur Marcello Natale dans la préface à la première édition de « *Statistiche Sociali* »: « dans une seconde édition, le volume pourra comporter une plus grande richesse d'informations, soit par l'inclusion (...) d'aires d'intérêt social actuellement exclues, soit par l'approfondissement de certains aspects insuffisamment décrits dans les séries déjà publiées, telle l'utilisation du temps libre, soit vraisemblablement à travers une première tentative de synthèse et de mesure des interrelations ». Ou encore, on peut lire dans les travaux de l'OCDE que « le succès (de la prochaine phase de son programme international d'indicateurs sociaux) dépend de l'utilisation d'une quantité beaucoup plus grande de données fiables fournies par des enquêtes périodiques sur les ménages ».

Il en résulte que les statistiques sociales n'aident pas à choisir un nombre très restreint d'indicateurs pour décrire les modes de vie, alors que c'est peut-être sur dix, vingt ou au minimum trente indicateurs, que l'on pourrait raisonnablement envisager de faire un effort d'homogénéisation des données en vue d'une comparaison des modes de vie entre pays.

Notre jugement doit cependant être tempéré: plusieurs publications, entre autres le « *Social Trends* » britannique, ou le « *Soziologischer Almanach* » allemand, parviennent à une prise de recul par rapport aux statistiques publiées; et à un effort de synthèse méritoire. Mais c'est, dans les deux cas, parce qu'on semble avoir réussi à la fois à faire travailler l'ensemble des spécialistes des disciplines différentes et à poser la spécificité de l'objectif « indicateurs sociaux » par rapport à celui des statistiques économiques.

De même, c'est un sociologue et politologue qui a réalisé la seule étude synthétique des différences entre groupes sociaux en France (6).

(6) Pierre-Alain MERCIER, *Les inégalités en France*, Paris, rapport CREDOC, 392 p., 1974.

Dans le « *Sociologischer Almanach* » (7), l'effort de synthèse qu'on y remarque s'explique en outre par l'existence d'un projet original de systématisation. La systématisation est en quelque sorte le stade ultime de la systématization des statistiques sociales: elle consiste à chercher une cohérence globale des comportements des citoyens, d'abord au moyen d'un effort d'élaboration d'une théorie de la structure et du fonctionnement de la société, puis au moyen d'indicateurs d'état de cette société.

Dans le cas présent, c'est le même groupe de recherche socio-politique, dirigé par W. Zapf, qui a conçu le « *Sociologischer Almanach* » et le SPES.

Le système SPES (« *Sozialpolitische Entscheidungen — und Indikatoren-system für die Bundesrepublik Deutschland* ») est en effet conçu comme un système socio-politique de décision et d'indicateurs pour la RFA (7). C'est un système de simulation, informant sur les conséquences à long terme de différentes politiques économiques et sociales concernant la population (éducation, emploi, revenus, fiscalité, etc.); il s'accompagne de l'élaboration d'un répertoire d'indicateurs sociaux, correspondant aux différents objectifs quantitatifs sectoriels du système de simulation ci-dessus, et qui a donné lieu à la publication de ce « *manuel de données de politiques sociétales* » que constitue le « *Soziologischer Almanach* ».

Mais l'effort ainsi tenté par ce groupe de recherches est, à notre connaissance assez isolé et peu représentatif de ce que sont aujourd'hui les indicateurs sociaux. Si nous l'avons cité, c'est qu'il illustre une difficulté d'un autre ordre, à laquelle nous nous heurterions si les indicateurs sociaux étaient plus largement inspirés par les sciences sociales et politiques. En effet, les indicateurs sociaux reçoivent, dans ce cas, pour mission, d'aider les hommes politiques à améliorer le bien-être social. Il s'agit de mesurer la situation d'un pays (ou d'une région, ou d'un groupe social) le long d'un continuum allant vers le « mieux-être » (welfare). Certes, plusieurs composantes sont distinguées mais le souci d'intégrer les indicateurs au sein d'un système, comme dans le cas du SPES, indique bien que l'on considère que le bien-être global est la résultante d'une synergie de facteurs. L'allusion au latin n'est pas fortuite: on peut déceler, dans la dénomination même du programme SPES comme dans les articles de présentation (8), une grande espérance: celle de parvenir un jour à orienter les déci-

(7) Elke BALLERSTEDT, Wolfgang GLATZER, Karl-Ulrich MAYER, and Wolfgang ZAPF, *Soziologischer Almanach: Handbuch gesellschaftspolitischer Daten und Indikatoren für die Bundesrepublik Deutschland*, Frankfurt and New York: Herder & Herder, 1975.

(8) On trouvera une brève description dans W. ZAPF: « Les systèmes d'indicateurs sociaux: approches et problèmes », *Revue internationale des Sciences sociales*, Unesco, n° 3, 1975, p. 507 à 530.

La démarche du groupe allemand reflète, en outre, une idéologie consensuelle (l'unanimité du corps social allemand pourrait être réunie pour progresser vers le mieux-être défini par le système SPES) qu'il n'est pas de notre propos de discuter ici.

sions de l'État en fonction d'une échelle unidimensionnelle de bien-être et de progrès social.

La préoccupation, nouvelle dans certains pays, d'intégrer dans le système des indicateurs subjectifs, va de même vers un système d'aide à l'optimisation des satisfactions des citoyens. Or, tout ceci implique une accumulation de jugements de valeur de la part des auteurs des statistiques sociales. Cette préoccupation pourrait biaiser l'observation de certaines composantes du mode de vie. La description des modes de vie relève en effet d'un dessein différent: le but n'est pas d'établir un ordre, une hiérarchie des modes de vie, des plus aux moins satisfaisants, mais simplement de caractériser les modes de vie selon un certain nombre de composantes; les deux problématiques ne sont évidemment pas étanches puisqu'un niveau de satisfaction faible ou fort peut être observé dans des modes de vie différents: mais cette appréciation peut varier selon les moments et selon les acteurs politiques ou sociaux.

IL EST IMPOSSIBLE DE COMPARER LES MODES DE VIE A L'AIDE DE CES INDICATEURS

Il ne nous a pas paru possible de caractériser des modes de vie « italiens » ou « allemands », ni même de dire s'ils étaient proches ou différents, à partir des informations publiées dans les deux revues que nous avons analysées plus haut.

Les difficultés de comparaison internationale sont en effet le corollaire des défauts que nous venons de souligner. Beaucoup de chapitres communs aux deux publications que nous avons citées en exemple sont encore illustrés par des indicateurs différents (parfois pour des raisons qui reflètent des différences réelles de situation: ainsi la publication italienne a jugé nécessaire de consacrer deux tableaux et deux graphiques à la répartition de l'analphabétisme, problème inconnu en Allemagne; inversement, le problème des travailleurs immigrés ne se pose pas en Italie, tandis que la publication allemande lui consacre deux indicateurs. La comparaison peut en outre être gênée par de multiples problèmes annexes. Par exemple, la liste des postes de dépenses du budget des ménages est à peu près la même dans les deux pays; mais « *Statistiche Sociali* » ne fournit que les évaluations en prix constants, aux prix de 1963; dans « *Gesellschaftliche Daten* », on retrouve certes des évaluations en prix constants, mais aux prix de 1962 ! Ou encore les critères de ventilation peuvent être différents: les clivages religieux, importants en RFA, ne sont pas observés en France.

Dans d'autres cas, la comparaison est possible mais fallacieuse: car — dans le cas des revenus, ou de l'utilisation des services collectifs — elle risque de faire oublier l'existence de fortes différences dans les mécanismes de formation des revenus et des prix. Il peut exister par exemple une répartition différente des impôts directs et indirects; une retenue fiscale à la source ou en

fin d'année; les services collectifs peuvent être peu importants ou très développés, payés par l'utilisateur ou la collectivité; par exemple, l'éducation et la santé peuvent être gratuites ou payantes; la situation économique et sociale de certains groupes peut varier selon l'existence ou l'absence d'un salaire minimum, les mécanismes de protection et d'emploi et les politiques d'aide à différentes catégories des populations défavorisées.

En somme, les possibilités de comparaison de pays à pays sont limitées autant par l'utilisation d'indicateurs différents que par la faiblesse des informations sur le contexte socio-économique, politique, institutionnel, propre à chaque pays.

Pour progresser dans le sens de comparaisons plus aisées entre pays, il faudrait bien évidemment un accord international sur l'emploi des mêmes indicateurs.

C'est le sens de plusieurs initiatives prises par les Nations-Unies, initiatives qui débordent trop du cadre ouest-européen de notre analyse pour que nous puissions les analyser en détail (9). Nous nous contenterons de rappeler, par exemple, les travaux de la Commission de statistiques du Conseil économique et social (*Dept. of Economic and Social Affairs*) de l'ONU, qui s'oriente plus particulièrement dans la direction des comptes socio-démographiques. Dans le cadre du programme SSDS, (*System of Social and Demographic Statistics*), elle incite en effet les services nationaux de statistiques à systématiser l'ensemble de leurs statistiques sociales dans le sens d'un système intégré d'indicateurs sociaux, conçus comme des séries statistiques qui permettent dans chaque sous-système, de décrire des « stocks » et des « flux » d'indicateurs. Cette approche s'inspire des analyses entrées-sorties, (input-output) de l'économiste anglais Richard Stone, et elle vise à relier les processus « sociaux » (disons, plus limitativement, les statistiques sociales en matière d'éducation, de santé, etc.) aux budgets sociaux (financement public de l'éducation, assurances-maladie, etc.). Ce modèle SSDS présente l'intérêt d'utiliser comme cadre de référence principal le cycle de vie de l'individu, mesuré à travers le rapport entre les phases « d'apprentissage », d'« acquisition » et de repos (10).

(9) Les Nations-Unies ont effectué diverses publications sur le sujet, et notamment: *Social Indicators: Current National and International Activities in the Field of Social Indicators and Social Reporting*: Report of the Secretary-General. New York: United Nations, January 1975. À la suite de ce rapport, la *Revue Internationale des Sciences sociales* a consacré son n° 3 - 1975 aux indicateurs sociaux.

(10) Voir à ce sujet:

— Richard STONE, *Toward a System of Social and Demographic Statistics*, New York, U.N., 1973.

— *Système de statistiques démographiques et sociales*, Conseil Économique et Social des N.U., New York, 1974.

— *Système de statistiques démographiques et sociales: Projet de directives concernant les indicateurs sociaux*. Secrétariat des Nations-Unies, N.Y. 1974.

De nouveaux programmes d'investigation sur les indicateurs sociaux sont en cours d'élaboration dans d'autres instances des Nations-Unies; mais, pour le moment, il n'existe pas d'information publiée qui soit d'ores et déjà utilisable pour caractériser les modes de vie dans divers pays.

On pourrait s'attendre à trouver de telles informations auprès d'autres organisations internationales, regroupant des pays moins nombreux, et plus homogènes, de par leur niveau de développement économique ou leur forme de vie politique.

L'OCDE a effectivement pris une grande avance dans ce domaine, en parvenant à sélectionner, parmi un grand nombre de statistiques sociales, un petit nombre d'aspects fondamentaux du bien-être, pouvant être désignés comme finalités du développement socio-économique des pays membres. Les 24 préoccupations ainsi choisies relèvent de 8 grands domaines: la santé, les connaissances, l'emploi et la qualité de la vie de travail, les temps de loisirs, l'accès aux biens et services, l'habitat et l'environnement, la sécurité et la justice, les inégalités et la participation sociale (11).

Mais l'OCDE s'est ensuite acheminée vers un éclatement des travaux en quinze groupes thématiques ou transversaux, sans doute parce qu'elle avait rencontré deux obstacles: une très grande hétérogénéité des statistiques de base disponibles dans chaque pays, mais aussi « l'extrême diversité des valeurs sociales et culturelles des pays, de leur stade de développement »: les pays membres ont réussi à se mettre d'accord sur une liste de thèmes (au cours d'une première phase d'approche conceptuelle), mais non sur le choix concret d'indicateurs en quelque sorte universels. Et, à l'heure actuelle, les difficultés ne semblent pouvoir être tournées que grâce à la réalisation d'une « Social Survey » spécifique, rassemblant un grand nombre d'informations sur les principales composantes du mode de vie des mêmes individus.

L'homogénéité des pays membres serait encore plus grande dans le cadre des Communautés européennes, mais les travaux sur les indicateurs sociaux y sont encore embryonnaires. Jusqu'à présent, l'Office statistique des Communautés européennes a choisi, comme les institutions nationales, de privilégier les statistiques économiques et plus largement les données « objectives », sur lesquelles un accord est évidemment plus aisé. C'est dans d'autres instances

(11) On se référera utilement à quatre publications de l'OCDE:

— *List of Social Concerns common to most OECD Countries*, 1973, 29 p.

— *Éléments subjectifs du bien-être*, 1974, 224 p., (Cet ouvrage réunit neuf communications présentées en mai 1972 à un séminaire dans le cadre du programme d'élaboration des indicateurs sociaux.)

— *Indicateurs sociaux: l'expérience de l'OCDE*, 1974, 89 p.

— *Measuring Social Well-Being: a progress report on the development of social indicators*, Jan. 1976, 198 p.

de la Commission qu'ont été entrepris des travaux comparatifs sur les dimensions subjectives du mode de vie et de la qualité de la vie; l'OSCE entreprend à présent, dans cette optique, des travaux qui restent encore sectoriels et conservent un caractère exploratoire; il semble en bonne voie pour parvenir à une approche synthétique des aspects « subjectifs » aussi bien qu'« objectifs » des modes de vie, mais dans un délai encore long.

En somme, les statistiques sociales publiées par chaque pays nous étaient apparues difficiles à comparer, et l'on aboutit au même constat de carence à un niveau international.

Est-il plus facile de trouver, dans les statistiques sociales, des informations permettant de repérer les grandes évolutions en cours ?

Faire ressortir les « tendances lourdes » est bien la préoccupation affichée par plusieurs des publications examinées, et c'est le titre même de la publication anglaise « Social Trends ».

Mais l'effort rétrospectif n'est pas réalisé systématiquement, en partie parce que les données comparables n'existaient pas, en partie parce que chaque auteur a choisi de privilégier tel ou tel repère historique. Certaines publications nationales ne pratiquent pas ces rétrospectives; dans les autres, on trouve tantôt des séries temporelles remarquablement longues, (ainsi la série des condamnations remonte-t-elle jusqu'en 1885 dans « Gesellschaftliche Daten » et beaucoup de données dans la publication italienne jusqu'au début de notre siècle); tantôt des informations portant sur les cinq, dix ou vingt dernières années. Quant à l'effort prospectif, il est généralement absent sans doute parce qu'il est étranger à l'esprit de ces publications.

Les statisticiens sont soucieux de fournir des informations exactes, donc passées: la conséquence en est que les indicateurs sociaux proposés peuvent difficilement donner lieu à des hypothèses sur l'avenir possible des modes de vie ou du moins, le lecteur peut difficilement prendre le risque de dépasser la prudence des commentaires sur les tendances lourdes.

En somme, notre analyse aboutit à un constat de carence.

En matière de description systématique des modes de vie d'un pays, la démarche la plus couramment pratiquée reste celle des démographes et économistes qui se sont proposé d'établir des « faits objectifs ». Cette démarche part d'un grand luxe de statistiques rassemblant des données de base sur les conditions de vie des individus (ou des ménages) et leur contexte socio-économique, et débouche sur les systèmes visant à décrire la réalité sociale sous forme d'indicateurs sociaux.

Mais l'analyse de travaux récemment publiés inspire quelques doutes sur la possibilité de parvenir par cette seule voie à une analyse satisfaisante des modes de vie.

L'abondance apparente des publications cache en effet l'absence presque complète de données directement comparables, permettant de saisir la spécificité des modes de vie nationaux. En outre, même au niveau national, il est impossible de définir un mode de vie (ou plusieurs), faute d'une vision globale de l'homme; les statistiques dites sociales restent, en fait, trop souvent économiques, et ignorent les apports des sciences sociales.

Enfin, il est tout aussi impossible d'en faire apparaître les grandes lignes évolutives, faute d'une théorie satisfaisante du changement social, et plus particulièrement de la formation et de la transformation des modes de vie dans nos sociétés.

Nous n'avons donc pas encore vu apparaître la grande innovation scientifique que nous annonçaient les premières recherches sur ce thème.

Les travaux sur la qualité de la vie, ou sur les aspirations et valeurs — qui ne font pas l'objet de la présente analyse — conduiraient à des conclusions plus encourageantes; il n'en reste pas moins nécessaire de mettre en place un instrument de recueil des données sur les modes de vie, dans un souci à la fois comparatif et prospectif.

* * *

ANNEXE BIBLIOGRAPHIQUE: ESQUISSE DE RÉPERTOIRE

- A) Données de base sur les conditions de vie (recensements, enquêtes, autres approches économiques et statistiques).
- B) Indicateurs sociaux.
- C) Besoins et aspirations, bien-être, changement social (approches psychologiques et pluridisciplinaires).

Etudes nationales

Allemagne fédérale

- A) Statistisches Bundesamt. — (Office statistique officiel).
Deutsches Jugendinstitut (München), (problèmes sociologiques, économiques, démographiques de la jeunesse et de la famille).
Materialien zum Bericht zur Lage der Nation, 1971 → (annuel), édité par Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen.
Basis Daten. Zahlen zur sozio-ökonomischer Entwicklung der Bundesrepublik Deutschland
Bonn-Bad Godesberg, Neue Gesellschaft Verlag.
- B) *Gesellschaftliche Daten 1973*. — Bonn, Bundesministerium für Arbeit und Socialordnung (G. Betz, Geiss).
BALLERSTEDT (Eike), GLATZER (Wolfgang), MAYER (Karl-Ulrich) und ZAPF (Wolfgang). — *Soziologischer Almanach: Handbuch gesellschaftspolitischer Daten und Indikatoren für die Bundesrepublik Deutschland*. — Frankfurt/New York, Herder und Herder, 1975.

ZAPF (Wolfgang). — « Les systèmes d'indicateurs sociaux: approches et problèmes », in *Revue internationale des Sciences Sociales*, Unesco, 1957, 3, pp. 507-530.

FLORA (Peter). — Das HIWED-Projekt (Historische Indikatoren der westeuropäischen Demokratien), Communication à la Société allemande de sociologie, Kassel, 1^{er} novembre 1974.

- C) *Jugend zwischen 13 und 24*. — Untersuchung zur Situation der deutschen Jugend in Bundesgebiet. — Jugenwerk der Deutschen Shell, 1975. — 3 tomes.
LIEPELT (Klaus) et SCHACHT (Konrad). — *Les indicateurs sociaux: un moyen de diagnostiquer les déséquilibres sociaux*. — Bonn, août 1975. — 32 p.

Danemark

A) Social Forsknings Instituttet (Copenhague).

B) Social Trends (Mrs. KJERKEGAARD).

Espagne

B) Indicadores sociológicos (Fundacion « Fomento Estudios Sociales y Sociológicos Aplicados »).

Finlande

A) Centre de planification économique au sein du conseil économique, (office statistique officiel).

B) ALLARDT (Erik). — « A welfare model for selecting indicators of national development », in *Policy Science*, 1973, 4, pp. 63-74.

ALLARDT (Erik). — « Individual needs, social structures, and indicators of national development » in Einsenstadt and Rokkan. — *Building States and Nations*, Vol. 1. — Beverly Hills, Sage, 1973. — pp. 259-273.

C) ALLARDT (Erik). — *About Dimensions of Welfare: An Exploratory Analysis of a Comparative Scandinavian Study*. — Helsinki, University of Helsinki, 1973. — 128 p. (Research Report No. 1 of the Research Group for Comparative Sociology).

ALLARDT (Erik). — *Dimensions of Welfare in a Comparative Scandinavian Study*. — Helsinki, University of Helsinki, 1975. — 25 p. — (Research Report No. 9 of the Research Group for Comparative Sociology).

ALLARDT (Erik). — [Avoir, aimer, être: sur le bien-être dans le Nord] (en finlandais). Lund, Argos, 1975.

USITALO (Hannu). — *Income and Welfare: a study of Income as a Component of Welfare in the Scandinavian Countries in the 1970's*. — Helsinki, University of Helsinki, 1975. — 359 p. — (Research Report No. 8 of the Research Group for Comparative Sociology).

Quality of Life: Social Goals and Measurements. — Helsinki, Economic Planning Centre, 1973. — 68 p.

France

A) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), (Office statistique officiel).

J.J. CARRE, P. DUBOIS, E. MALINVAUD. — *La croissance économique, un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*. — Paris, Seuil, 1972. — 710 p.

Annuaire statistique de la France. — (Insee).

Rapport sur les comptes de la Nation.

J.M. CHANUT, L. TRECA. — *Analyse régionale et indicateurs régionaux*. — Paris, Insee, 1975. — 300 p. — (Coll. « Régions n° 16 »).

B) [DELORS (Jacques), dir.]. — *Contribution à une recherche sur les indicateurs sociaux*. Études effectuées... sous la direction de J. Delors, assisté de Jacques Baudot. — Paris, Sedes, 1971. — 393 p. — (Coll. « Futuribles », n° 15).

Données sociales, publié par l'Insee.

Futuribles

- MERCIER (Pierre-Alain). — *Les inégalités en France*. — Paris, Credoc, 1974. — 392 p.
- CAZES (Bernard). — « Quelques publications récentes sur les indicateurs sociaux », in *Analyse et Prévision*, 1971, XI/3, pp. 351-364.
- C) CAZES (Bernard). — « Qualité de la vie et choix collectifs » in *Consommation*, 1972, 2, pp. 31-40.
- Numéro spécial sur les indicateurs sociaux de *Recherche sociale*, juillet-août 1972.
- Numéro spécial sur les indicateurs sociaux de *Information sur les sciences sociales*, juin-août 1972 (pp. 185-285).
- « Aspirations et satisfactions, comparaisons internationales », in *Problèmes politiques et sociaux*, n° 317, 19 août 1977, 28 p.
- D'IRIBARNE (Philippe). — *La politique du bonheur*. — Paris, Seuil, 1973. — 240 p.
- « Besoins et consommation », *La Pensée*, avril 1975.
- « Innovations sociales », *Autrement*, été 1976, 5.
- « L'innovation sociale, pour quoi faire? », *Futuribles*, décembre 1976.
- HAUMONT (Nicole). — *Les modes de vie: approches et directions de recherches*. — Paris, Institut de sociologie urbaine, 1975. — 87 p.
- TABARD (Nicole). — *Besoins et aspirations des familles et des jeunes*. — Paris, Credoc et C.N.A.F., 1974. — 514 p. — (Enquête auprès de 2 000 familles, réalisée en 1971).
- MAURICE (Marc), « Travail, modes de vie et espoirs sociaux », in *Espaces et Sociétés*, 1974, 12.
- [REYNAUD (Jean-Daniel), dir.]. — *Tendances et volontés de la société française*. Études sociologiques publiées sous la direction de... Préface par Raymond Aron. — Paris, Sédès, 1966. — 502 p. — (Coll. « Futuribles », n° 5).

Italie

- A) Istituto Centrale di statistica (Istat), (office statistique officiel).
Rapport annuel sur l'état de la nation par le Censis.
- B) NATALE (Marcello) et COEN (Anna). — *Statistiche Sociali*. — Publié par l'Istat en 1975.

Norvège

- A) Statistisk sentralbyrå, (office statistique officiel).
- B) HOFMAN (Eivind). — *Sosialt Utsyn 1974* [« Social Survey »]. — Statistisk Sentralbyrå.
- C) RINGEN (Stein) and NASS (Siri), directors. — *Study of Living Conditions*. — Institutt for Sam Funns-Forkning.

Pays-Bas

- A) Nederlandse stichting voor Statistiek, (office statistique officiel).
- B) MOOTZ (Miryke). — *Social and Cultural Report 1974*.

Royaume-Uni

- A) Central Statistical Office (C.S.O.), (office statistique officiel).
B.W. MAYHEW. — « Standard of living and the life cycle concept », in *Personal Journal*, 1973, 52/1, pp. 27-30.
- B) *Social Trends* publié de 1970 à 1974 par le C.S.O.
- C) HOGGART (Richard). — *La culture du pauvre*. — Paris, Éd. de Minuit, 1970.

Suède

- A) Statistiska Centralbyrå, (office statistique officiel).
« Review Symposium on the 1968 Level of Living Survey in Sweden », in *Acta Sociologica*, 1973, 16, pp. 211-239.

- B) JOHANSSON (Sten), REHN (Gösta). — *Social Trends*. — Swedish Institute for Social Research.
- C) BERGLIND (Hans) and RUNDBLAD (Bengt). — *The Swedish Labor Market in Transition: A Sociological Perspective*. — Stockholm, University of Stockholm and Göteborg, June 1975.
- BERGLIND (Hans). — *From Industrial to Service Society*. — University of Stockholm, February 1976.

Etudes internationales

C.E.E.

- A) *Statistiques de base de la Communauté*, Comparaisons avec certains pays européens, le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Japon et l'U.R.S.S. — Luxembourg, Office Statistique des Communautés européennes, 1960 →. — (Publication annuelle).
- C) *Euro-baromètre*, l'opinion publique dans la Communauté européenne. — Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 1974 →. — (Publication semestrielle). *Femmes et Hommes d'Europe*. Attitudes comparées à l'égard de quelques problèmes de sociétés. — Bruxelles, Commission des Communautés européennes, décembre 1975. *La perception de la misère en Europe*. — Bruxelles, Commission des Communautés européennes, mars 1977. — 182 p. + annexes.
- J.R. RABIER. — *Satisfaction et insatisfaction quant aux conditions de vie dans les pays membres de la Communauté européenne*. Analyse des données sur la satisfaction tirées du sondage « Communauté européenne » de septembre 1973. — Bruxelles, Commission des Communautés européennes, juin 1974. — 120 p.

O.C.D.E.

- B) *List of social concern common to most O.E.C.D. countries*. — Paris, O.C.D.E., 1973. 29 p.
- Éléments subjectifs du bien-être*. — Paris, O.C.D.E., 1974. — 224 p.
- CHRISTIAN (David). — *Indicateurs sociaux: l'expérience de l'O.C.D.E.* — Paris, O.C.D.E., juin 1974, 29 p.
- Mesure du bien-être social*, progrès accomplis dans l'élaboration des indicateurs sociaux. — Paris, O.C.D.E., 1976. — 242 p.

O.N.U.

- B) *Social Indicators: Current National and International Activities in the Field of Social Indicators and Social Reporting*. — New York, United Nations, January 1975. — (Report of the Secretary General).
- Numéros spéciaux sur les indicateurs sociaux de la *Revue Internationale des Sciences Sociales*, Unesco, 1975, 27/1 (209 p.) et 27/3.
- STONE (Richard). — *Toward a System of Social and Demographic Statistics*. — New York, United Nations, 1973.
- Système de statistiques démographiques et sociales*. — New York, Conseil Économique et Social de l'O.N.U., 1974.

Divers

- Enquête Szalai, coordonnée par le C.E.U.C.O.R.S. de Vienne (budgets-temps). Travaux de Pierre KENDE (comparaison des économies ouest/est).
- GALTUNG (Johann) and GUHA (Amalendu). — *World Indicators Program*.
- ARCHER (Margaret), ed. — *Current Research in Sociology*. — Paris, The Hague, Mouton, 1974.
- Radioscopie de l'Europe*, 325 millions d'Européens. Une enquête conçue et réalisée sous le patronage de *Sélection du Reader's Digest*. Préface par André Piatier. — Paris, Sélection du Reader's Digest. 1970. — XVIII + 212 p.

Correspondance

A la suite de l'article de Jean Saint-Geours, intitulé « Futurible du bon développement », paru dans le numéro de Futuribles Été 1977, nous avons reçu les commentaires suivants de Monsieur Michel Rousselot (directeur général d'Epamarne), dont le grand intérêt nous paraît mériter la publication.

... Cette lecture stimulante m'amène aussi à vous exprimer quelques objections et à vous poser quelques questions. Il s'agit surtout de votre appréciation de la pérennité du « moteur de la croissance » dans la société industrielle développée. Page 283, au deuxième paragraphe, vous dites :

— « Nous sommes durablement dans une économie monétaire, dans une économie caractérisée par une division et une interdépendance croissante des activités, dans une société urbanisée. Ces caractères dotent le système d'un dynamisme propre qui, s'il ne garantit pas la croissance, la rend néanmoins probable dans certaines conditions, ou sous l'empire d'autres éléments constitutifs du système » ;

et page 285, à l'avant-dernier paragraphe :

— « Le noyau dur, c'est, nous l'avons vu, l'initiative et l'esprit de création, la recherche de l'étape suivante, la recherche du plus : c'est la rationalisation du réel ; c'est encore l'augmentation des satisfactions personnelles ; c'est le processus qui relie l'invention, l'accumulation du capital, la distribution des revenus et la consommation ».

Je pense que la permanence et la vigueur de ce moteur du développement économique, cette « linéarité » de la dynamique de la croissance sont de plus en plus remises en question et qu'il convient d'approfondir sur ce point la réflexion prospective.

Cette remise en question s'effectue, à mon avis, au moins de trois façons :

- par une évolution des aspirations des individus et des groupes,
- par une évolution fondamentale des relations des hommes avec le travail,
- et aussi, par l'évolution des relations de voisinage et de vie collective locale.

En ce qui concerne *les aspirations des individus et des groupes*, vous avez vous-même, dans cet article, souligné plusieurs tendances importantes. Vous observez un certain refus de la compétition et de la sélection (page 281, troisième paragraphe). Or, ce refus n'est plus exprimé seulement par les plus faibles mais aussi par des individus et des groupes disposant d'une bonne formation professionnelle, d'un bon patrimoine culturel, et qui, en d'autres temps, auraient été des auteurs dynamiques de la croissance économique.

Je doute aussi de la poursuite de l'effort de « rationalisation du réel ». Je suis très frappé de la manière dont certains groupes refusent les formes classiques de la rationalité, celles du raisonnement déductif, de la quantification, des priorités ordonnées sur un seul axe. Sans doute ces groupes se défendent-ils ainsi contre d'autres groupes qui les enferment dans un certain type de relations sociales et un certain type d'évolution économique. Mais, c'est aussi un autre type de rapport entre les hommes et leur environnement, presque une nouvelle culture qui s'amorcent ainsi. On aurait tort, je pense, de considérer les premières manifestations de cette attitude (dans certains conflits sociaux, à propos

du nucléaire, dans certains discours d'associations de quartiers, ...) comme des phénomènes anormaux, isolés et sans lendemain. En bref, il s'agit d'un rapport plus immédiat, plus spontané, plus affectif, avec certains éléments de la nature et de l'environnement, vécu intensément dans le court terme et refusant les contradictions ou les contraintes qui résultent d'un discours rationalisant se développant dans le moyen ou le long terme.

Une deuxième série de questions encore plus troublantes, vient de l'évolution en cours *des relations des hommes avec le travail*. On admet facilement que l'idéologie traditionnelle des valeurs du travail et de l'organisation de la société autour de ces valeurs soit maintenant très sérieusement entamée. D'autres valeurs sont venues les concurrencer, d'autres occupations partagent avec le travail le temps disponible. Les jugements portés sur les individus, leurs statuts sociaux ne dépendent plus que de leurs capacités professionnelles et de leurs positions hiérarchiques dans le système de production: d'autres critères ont vu le jour mais le travail continuait d'occuper encore tout récemment une place centrale dans les projets des individus et dans l'organisation. Mais, depuis quelques années en France, le chômage a atteint des niveaux très importants touchant une proportion d'individus et surtout de jeunes qui ne peut plus du tout être qualifiée de marginale. Cette augmentation du nombre des « demandeurs d'emplois » a conduit à mettre en place des mécanismes palliatifs qui portent en eux-mêmes une relativisation de la nécessité sociale du travail. Parallèlement, l'attitude des individus évolue fondamentalement aussi à l'égard de cette nécessité du travail et de son inscription dans le système de valeurs: le niveau général des biens disponibles, une plus grande solidarité entre les individus, et l'apparition d'autres champs de valeur vont tous dans ce même sens.

Je suis frappé par cette évolution profonde et j'y vois une des plus fondamentales remises en question de la dynamique linéaire de la croissance: production-consommation-emploi.

Enfin, *au niveau de la vie urbaine*, il semble que l'on dispose de plus en plus de temps et d'intérêts pour le développement des relations de voisinage, pour la vie collective locale. On voit de plus en plus de personnes s'engager dans un militantisme local, quels que soient leur niveau de formation et leur statut dans le système économique. Comme on s'accorde à penser que le temps disponible hors du travail ne cesse d'augmenter, on peut penser que cette approche de la vie collective, avec son propre système de valeurs, son organisation et sa dynamique, est appelée à se développer considérablement, indépendamment de la logique de la croissance économique et même contre cette dynamique.

En combinant ces trois types de changements fondamentaux d'attitudes individuelles et collectives, on peut imaginer l'émergence d'un nouveau système de valeurs, d'une autre éthique qui, se combinant avec les éléments subsistants du système dominant à l'heure actuelle, pourrait conduire à un autre ordre social.

Comme toujours dans une réflexion futurible, le plus difficile est de bien doser l'importance relative des invariants et des tendances nouvelles en forte progression.

J'ai relevé, par ailleurs dans votre article, plusieurs problèmes importants et dont la solution ne semble guère amorcée à l'heure actuelle. C'est sur ces problèmes que la réflexion devrait être poursuivie. Je cite en particulier:

— Le problème de l'équilibre des échanges commerciaux entre pays développés et pays en voie de développement. La logique voudrait qu'une part de plus en plus grande des productions industrielles utilisant des techniques éprouvées et nécessitant des matériels assez facilement accessibles s'effectue dans les pays en voie de développement. Dans le même temps, on attend beaucoup de la capacité des pays très développés à imaginer des techniques nouvelles, à proposer et organiser de nouvelles fonctions de production et de distribution. Mais l'équilibre quantitatif est difficile à imaginer: il ne s'agit pas pour les pays en voie de développement d'importer des techniques et des services sophistiqués pour pouvoir en définitive fournir aux pays développés non seulement les matières premières comme maintenant, mais la plupart des produits de consommation. Où est l'équilibre de l'échange, non seulement en termes monétaires, mais aussi en termes qualitatifs, de valeur immédiatement perçue par les individus et les nations?

— Le problème de l'accumulation des armements dans l'ensemble du monde et de la permanence de conflits latents et de conflits ouverts. Cette agressivité permanente trouve ses racines dans des éléments permanents de la nature humaine mais aussi dans une certaine conception directe et cynique des rapports entre pays et groupes de pays développés ou en voie de développement.

— Le problème de l'évolution de l'enseignement et de la formation permanente qui s'adaptent à l'évolution nouvelle de la société, de ses systèmes de valeurs et de l'économie. Le système actuel de formation et d'acquisition du patrimoine culturel reste encore largement dominé par un souci d'efficacité de l'insertion dans le système économique. La prise en considération d'un plus grand intérêt pour la culture et les loisirs auxquels une part de plus en plus importante du temps disponible sera consacrée, a conduit à introduire des modifications marginales dans les systèmes de formation. Mais des évolutions beaucoup plus profondes sont à prévoir si, comme je le pense, l'équilibre des systèmes de valeurs et de l'organisation sociale doit être prochainement et profondément remis en question.

Enfin, je vois se dégager de cette analyse des évolutions en cours et des transformations à prévoir, l'importance de la fonction de planification qui doit être assurée à différents niveaux dans la société en changement. Déjà les mécanismes de marché pouvaient être sérieusement critiqués dans le pilotage d'une économie largement fondée sur l'équilibre entre la production et la consommation. Ce mécanisme était souvent insuffisant, tardif, déformant, et généralement inapte à assurer une bonne évolution d'ensemble dans le moyen terme. A fortiori, lorsque les évolutions porteront à la fois sur la sphère marchande et la sphère non marchande, sur des productions et des demandes quantifiables comme sur des éléments non quantifiables et à la limite irrationnels, la nécessité d'instruments collectifs d'analyse et de pilotage se fera sentir avec beaucoup de force. Mais je me sens bien incapable d'imaginer quels pourraient être ces instruments, puisque nous nous plaçons dans un dispositif faiblement hiérarchisé, incomplètement rationalisé, et susceptible d'innovations importantes. La souplesse de l'appareil économique est, certes, considérable dans le moyen terme, de même que la facilité d'adaptation de nombreux systèmes sociaux. Mais encore faut-il des moteurs, des impulsions décisives, des projets collectifs ...

Prospective en Argentine

LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION EN ARGENTINE

Le Gouvernement argentin a créé par la loi 21.431 du 5 octobre 1976 un ministère de la Planification.

LA DÉFINITION DU CONCEPT DE PLANIFICATION

Le message accompagnant la création du nouveau ministère définit comme suit la mission générale qui lui est assignée :

« Le ministère aura pour objectif fondamental la définition d'un Projet national et l'organisation d'un Système national de planification qui, tenant compte des aspirations futures et des problèmes conjoncturels présents, constituera l'instrument idoine en vue d'assurer l'adhésion et le consensus de la Nation. »

La loi 21.431 définit ensuite les objectifs officiels d'une manière plus précise :

1. S'occuper de tout ce qui concerne l'actualisation permanente du Projet national.
2. Proposer les directives visant à assurer le fonctionnement du Système national de planification.
3. Proposer les directives et orientations en vue de l'élaboration des plans aux différents horizons dans le temps, niveaux, secteurs et régions géographiques.
4. Effectuer la coordination — durant le processus d'élaboration — des plans que réaliseront les autres ministères, les provinces, les municipalités, les territoires à régimes spéciaux (capitale fédérale, Terre de Feu, Antarctique et Iles de l'Atlantique Sud), les organismes nationaux, provinciaux et régionaux.

Organiser l'ordre des priorités entre les divers secteurs, les rendre compatibles avec les objectifs généraux et les directives établies.

S'occuper de l'élaboration des documents finals qui condenseront et concrétiseront les décisions du pouvoir exécutif.

5. Effectuer la coordination et compatibiliser les plans, programmes et projets spéciaux dans tous secteurs ou niveaux de gouvernement qui ne seraient pas inclus dans le Système national de planification lorsque leur importance l'exige.
 6. S'occuper de la prise en considération et de l'approbation de tous les plans à long, moyen et court terme.
 7. Proposer les politiques et mesures nécessaires pour que les plans approuvés se réalisent de manière coordonnée.
 8. Rassembler l'information nécessaire afin de satisfaire les exigences propres à ses fonctions.
 9. Prêter son concours à la coordination, supervision et contrôle de l'exécution des plans approuvés.
 10. Évaluer les résultats de l'exécution des plans et programmes approuvés.
 11. Proposer les modifications nécessaires aux plans, programmes et projets approuvés.
 12. Recenser les commissions interministérielles, interprovinciales, mixtes ou autres, les coordonner et, quand leur importance le justifie, évaluer leur action et harmoniser celle-ci en vue d'éviter les superpositions de fonctions.
 13. Élaborer et proposer la doctrine nationale de planification et organiser son enseignement et sa diffusion.
 14. Promouvoir la création ou l'adaptation des organes nécessaires pour la formation des spécialistes en vue de la mise en route et du fonctionnement du Système national de planification et prospective.
 15. Exercer la direction supérieure du Système national d'informatique et celle du service de prospective.
 16. Coordonner l'assistance internationale en matière de coopération technique.
- En résumé, il s'agit d'une sorte de ministère de la coordination nationale dans l'espace et dans le temps.

L'IDÉE DE « PROJET NATIONAL »

L'histoire de l'Argentine au cours des trente dernières années a vu paraître de nombreux projets et plans d'actions, principalement économiques.

Mais l'instabilité politique et l'affrontement de conceptions diamétralement opposées de l'économie et de la société n'ont jamais permis d'en mener aucun à bien. Ce fut le cas notamment de plusieurs plans quinquennaux, quadriennaux ou triennaux nationaux qui sont restés à l'état d'ébauches théoriques.

Cette situation, caractérisée par une incohérence et une inefficacité dommageables au pays, a conduit divers groupes à prendre conscience de la nécessité d'une conception générale pouvant servir de base à l'établissement d'un plan d'action stable et pratiquement réalisable.

Le nouveau ministère recherchera sans doute son inspiration dans les idées qui ont été émises et publiées à ce sujet depuis cinq ans par divers auteurs.

L'ÉVOLUTION DU CONCEPT DE PLANIFICATION EN ARGENTINE

Jusqu'à ces dernières années, la planification — quasi inexistante en pratique — était du type le plus traditionnel. Il s'agissait en fait de rassembler des données statistiques (souvent insuffisantes, douteuses et de signification discutable) d'en faire des extrapolations assez simplistes, de définir par ailleurs à partir de présuppositions idéologiques (plus ou moins réalistes ou cohérentes) des directions d'action et — finalement — de fixer les priorités sur les trois, quatre ou cinq années à venir.

Ce système ne se préoccupait guère de trouver les moyens matériels de réaliser les plans tracés, ni de leur compatibilité mutuelle, ni de leur ordre logique de réalisation, ni de l'existence réelle des conditions générales de leur réalisation, ni de leurs conséquences imprévues (pollution, déplacements de population, goulots d'étranglement de tous ordres, etc.).

Il était encore moins question de se préoccuper des horizons plus lointains, qui sont cependant d'importance capitale par exemple en matière de logement, d'urbanisme, d'éducation, de production, d'énergie, de flotte marchande de voies de communications, etc.

Le groupe dirigeant du nouveau ministère a manifestement pris conscience de l'insuffisance de ces méthodes.

Il a été influencé par certains courants internationaux de pensée en matière de prospective. En particulier, les idées de Bertrand de Jouvenel se sont imposées et les responsables du ministère savent désormais que le volontarisme le plus énergique ne suffit pas à transformer un futur impossible en futurible et que tout futurible n'est pas nécessairement un futurible.

On a pris conscience aussi du fait que le problème de la planification se présente différemment selon l'horizon temporel et on saisit la nécessité de recourir à des concepts et méthodes d'approche distincts pour le court, le moyen et le long terme.

La dynamique des systèmes de Forrester et les modèles globaux du Club de Rome sont également connus en Argentine, où ils ont fait l'objet de débats sérieux, répétés et relativement approfondis. On en fera probablement son profit au ministère de la planification.

Il est néanmoins probable que la nouvelle institution devra être longuement rôdée. Bien des problèmes théoriques et pratiques restent à résoudre.

Mais ceci n'est pas particulier à l'Argentine.

* * *

LA « FUNDACIÓN ARGENTINA AÑO 2000 »

Cette association a été fondée en 1973 par un groupe de six personnes, parmi lesquelles figuraient le colonel Diaz Bessone (promu par la suite général et à présent ministre de la Planification) et Jean-Michel Ramlot, o.p. ancien élève du père Lebreton.

L'idée initiale de la Fondation était de rédiger un « Projet national » qui définirait de la manière la plus complète et satisfaisante possible ce que devrait être l'Argentine en l'an 2000, dans tous les domaines de la vie nationale.

La Fondation organisa en 1973 et 1974 une série de réunions, de journées d'études et discussions et de conférences en vue d'intéresser l'opinion publique à l'idée et de recueillir des avis et des suggestions.

Le résultat fut la publication en 1974 d'une première version du « Projet national ».

Les activités de la Fondation traversèrent pendant la deuxième moitié de 1974 et 1975, une phase négative due à la situation troublée du pays et aussi à la prise de conscience d'une certaine insuffisance méthodologique susceptible de rendre vulnérable à la critique le « Projet national ».

En 1976, la Fondation a repris vie et, en octobre, s'est vue subitement projetée à l'avant-plan de l'activité lorsque plusieurs de ses membres se sont incorporés au nouveau ministère de la Planification.

Elle a notamment organisé un cours de méthodologie prospective et lancé une première enquête expérimentale de type Delphi dans un public restreint sur le thème « Argentine 2000 ». Cette initiative est encore en cours et il faudra patienter pour en connaître les résultats.

En principe, une seconde enquête, plus vaste, sera lancée ultérieurement sur le même thème.

Par ailleurs, de nouveaux cours et séminaires sont prévus pour 1977.

BIBLIOGRAPHIE

I. - Analyses critiques

LES CAMPAGNES FRANÇAISES VUES DE LA GAUCHE

[DUBY (Georges) et WALLON (Armand), sous la direction de]. — *Histoire de la France rurale*. T. IV: *La fin de la France paysanne*, de 1914 à nos jours, [réalisé par Michel Gervais, Marcel Jollivet et Yves Tavernier]. — Paris, Seuil, 1977. — 688 p.

MOLLARD (Amédée). — *Paysans exploités*. — Grenoble, P.U.G., 1977. — 292 p.

DUMONT (René), RAVIGNAN (François de). — *Nouveaux voyages dans les campagnes françaises*. — Paris, Seuil, 1977. — 324 p. — (Coll. « L'histoire immédiate »).

Enfin ! La « gauche » commence à prêter sérieuse attention à la campagne et à l'agriculture. Il est grand temps qu'elle dispute à la « droite » cet apanage intellectuel qu'elle semblait lui avoir abandonné. Que des travaux scientifiques inspirés par le marxisme, voient le jour maintenant, laisse espérer qu'une politique agricole neuve pourra s'élaborer en cas de renversement de majorité. L'actualité politique donne donc un relief tout particulier à trois livres très importants qui viennent de paraître. Ils sont dus à des savants qui ne cachent ni leurs convictions politiques, ni leurs a priori théoriques. Cependant leur liberté d'esprit, leur rigueur d'observation et d'analyse s'imposent même au lecteur le plus réfractaire au marxisme :

— Le quatrième tome de l'*Histoire de la France rurale* (1914-1974) est l'œuvre d'un économiste, d'un politiste et d'un sociologue, c'est-à-dire qu'il n'est pas simplement historique. Sur toute cette histoire récente, il apporte des matériaux neufs et surtout une vision nouvelle et un jugement final, solidement argumenté, qui remet en cause les idées généralement reçues.

— On trouvera dans le livre d'Amédée Mollard, économiste de l'Université de Grenoble, l'argumentation théorique, les données et les postulats scientifiques qui sous-tendent l'analyse du tome IV que ses auteurs ne pouvaient pas présenter dans un livre destiné à un très grand public.

— Coïncidence heureuse, l'un des principaux observateurs et acteurs de cette histoire, René Dumont, publie de *Nouveaux voyages agronomiques* assortis d'une introduction et d'une conclusion où il exprime avec la verve qu'on lui connaît son jugement sur le passé et ses conjectures d'avenir. Patiemment avec François de Ravignan, il a remis ses pas dans ses pas anciens, et il a revisité une trentaine de villages (une centaine de fermes) qu'il avait visités et auscultés il y a 30 ou 40 ans: ce second compte rendu de voyage est plus rapide que le précédent (*Voyages en France d'un agronome*, 1956) mais tout aussi instructif.

Rendre compte en même temps de trois ouvrages si différents, si importants et si neufs, dépasse le cadre de cette note: je me contenterai de souligner ce qui m'a paru le plus marquant et de discuter ce que je juge le plus discutable.

Notons, d'abord, deux désaccords entre nos historiens et notre agronome. René Dumont parle de quasi-stagnation de l'agriculture de 1880 à 1940 (p. 9). Gervais, Jollivet et Tavernier s'inscrivent en faux contre ce jugement. Ils montrent en détail les progrès considérables de productivité réalisés à cette époque qui ont permis de restreindre la main-d'œuvre agricole, amputée par la première guerre, puis lentement diminuée par l'exode rural. Ils montrent aussi combien les observateurs de l'époque se méprenaient en répétant que l'agriculture « manquait de bras » alors qu'elle souffrait d'un excédent de main-d'œuvre. En effet, la croissance trop lente de l'économie française, puis la crise des années 30 maintenaient à la campagne des bras rendus inutiles par les progrès techniques. L'agriculture remplissait la fonction normale de « volant » de l'économie capitaliste en déguisant le chômage en paysannerie. Les progrès de l'entre-deux guerres ne sont en fin de compte que la prolongation des progrès du XIX^e siècle et l'achèvement de la « révolution agricole » entamée au XVIII^e siècle: la jachère disparaît grâce aux engrais, les machines à traction animale se multiplient, mais le tracteur demeure très rare, la sélection perfectionne lentement l'élevage et l'exode se poursuit. Deux siècles de lente évolution furent nécessaires pour que « la révolution » s'accomplisse.

La nouvelle révolution agricole, elle, s'accomplira en 20 ans de 1950 à 1970. L'un de ses principaux artisans en sera René Dumont, inspirateur des premiers plans de modernisation, puis propagandiste infatigable du progrès, notamment de la « révolution fourragère ». Trente ans après, il est fier de son rôle, et il peut l'être. Toutefois, il semble hésiter devant les conséquences ultimes de son action: « personne ne parle plus en 1976 de la fin des paysans » (p. 27). Eh que si ! La preuve: le tome IV s'intitule *La fin de la France paysanne*. Le

tracteur, les aliments du bétail, les nouvelles variétés de semences et de races ont tué la civilisation paysanne, et par conséquent le paysan, comme le montrent page après page sur le plan économique, social et politique Gervais, Jollivet et Tavernier. Avec sa légendaire franchise, tant admirée et tant redoutée, René Dumont reconnaît plus loin (p. 259) que: « En 1944-1950, le problème agricole français me paraissait simple; je n'en voyais pas toute la complexité, et je proposais des solutions à dominance technique, j'y ajoutais quelques préoccupations sociales en faveur des agriculteurs pauvres et des consommateurs démunis. En 1976, le problème nous paraît au contraire d'une redoutable complexité: nous avons plus d'une fois marqué des hésitations sans parvenir à proposer les « meilleures » solutions... ».

Parce qu'il n'y a plus et qu'il n'y a jamais eu de « solution technique », diraient volontiers et malicieusement Gervais, Jollivet et Tavernier.

L'argument central commun à ces trois livres est ainsi formulé par René Dumont: « une bonne partie de la plus-value réalisée par l'agriculture se trouve confisquée par les industries d'amont, ses fournisseurs, et par les industries d'aval, ou les organismes acheteurs de ses produits » (p. 31), firmes privées ou coopératives. Ainsi s'explique l'apparent paradoxe d'agriculteurs en révolte contre « leurs » coopératives, dont ils sont, en principe, « les patrons »: qui sont ces gens qui s'exploitent eux-mêmes et qui se révoltent contre leur propre exploitation ? En effet, les agriculteurs sont exploités au même titre que les ouvriers; la seule différence est que les uns vendent leur force de travail et les autres, leurs produits. Que les agriculteurs demeurent juridiquement de petits entrepreneurs possesseurs de leurs moyens de production n'est qu'une ruse du système capitaliste pour les mieux exploiter, sous-payer leur travail et mal rémunérer leur capital. C'est dire en langage marxiste ce que les économistes classiques disent depuis longtemps. Nos auteurs citent honnêtement Louis Salleron qui, dès 1937, écrivait: « une population de petits exploitants ne coûte, pour autant dire, rien à la société... et rapporte énormément... ». Ainsi des positions politiques contradictoires, à 40 ans de distance, conduisent à la même analyse, curieuse rencontre.

De son côté, dans son langage, le comptable national affirme que l'agriculture produit « une valeur ajoutée très inférieure » à celle des autres branches — changement de langage et qui change la signification de l'analyse. Parler d'exploitation donne une justification et une explication à la révolte des petits agriculteurs qui militent au MODEF ou chez les paysans travailleurs: qu'ils soient marxistes ou non, ce langage leur parle mieux que celui du haut fonctionnaire ou du dirigeant agricole, jeune ou ancien.

Amédée Mollard analyse en détail les conditions et les moyens par lesquels le capitalisme confisque cette plus-value agricole. Que le travail paysan n'ait pas été transformé en marchandise, comme celui de l'ouvrier est la condition

de cette exploitation: il n'y a pas de marché du travail et par conséquent pas de prix, donc le travailleur doit travailler « sans compter » pour reproduire sa force de travail. « Même s'il n'arrive pas à assurer le minimum vital, le paysan travailleur ne peut arrêter sa production » (p. 53). Les industries agricoles et alimentaires sont le principal moyen de confiscation. Quelques chiffres le montrent: les achats de matériel et de machines agricoles représentent environ 65% de la formation brute du capital fixe et de 30 à 35% des dépenses; les IAA fournissent 30% environ des consommations intermédiaires et achètent 65% de la production agricole. Or, les IAA sont dominées par quelques grandes firmes industrielles, nationales et multinationales. Par ailleurs, la moitié environ des investissements des IAA ont été aidés par l'État. On voit donc que le contrôle du grand capital international et du capital d'État s'exerce directement ou par des relais très efficaces sur les agriculteurs.

Enfin, le système de la petite entreprise familiale pousse l'agriculteur à une accumulation forcée et excessive de capital qui est utile au système industriel et néfaste à l'agriculture. L'épargne, comme on sait, a toujours été une vertu paysanne. Avant 1914, le capitalisme français s'est construit en partie grâce à l'épargne paysanne; Gervais, Jollivet et Tavernier insistent sur la puissance financière du capitalisme français du début du siècle et sur sa base paysanne. Depuis 1950, l'agriculteur a appris à se servir du crédit et est devenu massivement débiteur; mais par un curieux retournement de situation, son endettement joue aujourd'hui le même rôle que l'épargne de son grand-père pour l'économie nationale: c'est le moyen par lequel on prélève la plus-value qui sert à l'industrialisation puisqu'il emprunte pour acheter à l'industrie les machines et les engrais dont il a besoin.

Derrière des divergences d'interprétation et des différences de langage, les économistes sont donc tous d'accord: les agriculteurs sont exploités. Pas tous, il est vrai, les céréaliers du Bassin Parisien par exemple « s'en tirent pas trop mal ». La vérité c'est que l'éventail des revenus des agriculteurs est aussi large que celui de l'ensemble des Français. Les agriculteurs pauvres sont parmi les Français les plus pauvres, et les riches parmi les plus riches. Toutefois, il y a plus de pauvres que de riches, ce qui induit nos cinq auteurs à une sorte de misérabilisme paysan qui me paraît bien dépassé.

Les producteurs agricoles sont exploités économiquement, mais les ménages d'agriculteurs vivent aussi bien, sinon mieux, que les autres catégories de Français; de plus, ils possèdent un patrimoine qui se valorise sans cesse. Tout le monde souligne la première proposition, mais la seconde paraît si scandaleuse qu'après l'avoir formulée honnêtement, Gervais, Jollivet et Tavernier l'assortissent ensuite de tant de précautions et de réticences qu'ils esquivent le fond du problème. Pourtant, les enquêtes sociologiques et les statistiques de l'INSEE en font foi: les agriculteurs ne sont plus pauvres, sauf les agricul-

teurs âgés, dont beaucoup continuent à se déclarer exploitants alors que dans d'autres catégories professionnelles, ils seraient des retraités. Il est vrai que le rattrapage est relativement récent. L'INSEE vient de publier le tome I d'un remarquable ouvrage consacré aux agriculteurs (1). Il en ressort que depuis 10 ans, les agriculteurs modernisent leurs maisons et leur mode de vie aussi rapidement qu'ils ont modernisé leurs entreprises et leurs systèmes de cultures dans la décennie précédente. Ils ont rattrapé la moyenne nationale et au-delà pour les machines à laver le linge et la vaisselle; ils installent des salles de bains et des WC; le téléphone leur arrive; ils battent tous les records pour les congélateurs; leurs enfants vont à l'école et au bal, en moto ou en auto, comme les autres etc. Les différences qui demeurent sont dues au genre de vie campagnard et à la confusion entreprise-famille mais non à une disparité du niveau de vie.

Ils gagnent moins d'argent et ils vivent aussi bien que les autres ? Comment cela est-il possible ? Le groupe domestique est de nature si différente en ville et à la campagne que toute comparaison est discutable. L'autoconsommation reprend de l'importance, retraites, pensions et aides sociales, facilités de crédit et sous-imposition, tous ces éléments auraient mérité une évaluation plus attentive qui aurait empêché Gervais, Jollivet et Tavernier d'esquiver l'explication d'une contradiction qui, visiblement, les gêne. Les agriculteurs sont favorisés socialement et politiquement, tout le monde le sait, or, curieusement, au chapitre politique, nos auteurs se scandalisent de la surreprésentation rurale sans mesurer les bénéfices économiques et sociaux qu'en retirent les ménages agricoles. Il est clair que s'ils avaient poussé assez loin leurs analyses en ce sens, leur thèse s'en trouverait affaiblie.

Une autre question reste en suspens, ou plus exactement n'est même pas posée. Cette période est marquée par deux guerres mondiales, et les conséquences sur l'agriculture en sont analysées avec un soin et une perspicacité remarquables. Par contre, Gervais, Jollivet et Tavernier ne se demandent jamais si les exigences de la stratégie militaire et de la défense nationale n'ont pas pesé sur la politique agricole de la Troisième République. Tout s'explique pour eux par la logique particulière de croissance du capitalisme français; le reste, les mouvements sociaux, démographiques et idéologiques, la politique ne sont que des mécanismes intermédiaires. Là, ils pêchent visiblement par esprit de système, et par un économisme naïf, qui surprend chez eux, et qui, de plus, est un dangereux anachronisme. Certes aujourd'hui, l'appareil d'État est avant tout gestionnaire de l'économie nationale; mais avant 1914,

(1) GIRARD, GOMBERT, PETRY — *Les agriculteurs* Tome I: clés pour une comparaison sociale — Collection de l'INSEE — série E 46-47, 1977, 438 p. Tome II, à paraître.

l'impératif militaire s'imposait à lui en priorité. Si la Troisième République a été si protectrice des paysans, c'est bien sûr parce que la logique du système économique y poussait, mais c'est tout autant parce que la doctrine militaire officielle était celle du peuple en armes. De mal pernicieux qu'il était, l'exode rural est devenu subitement en 1958 un mouvement salutaire et souhaitable, précisément au moment où la République abandonnait la doctrine du peuple en armes. Certes, on peut voir dans ce synchronisme un simple résultat du développement du mode de production capitaliste dans la formation sociale française: n'est-ce pas simplifier à l'extrême et, par conséquent, mutiler gravement l'histoire ?

Par ces remarques, on voit que ce tome IV de l'Histoire de la France rurale est plus économique et agricole que rural et sociologique. Certes, il marque bien les particularités des diverses paysanneries et il souligne que l'agriculture n'est plus l'activité dominante exclusive des campagnes: « la famille paysanne cesse d'être agricole dans le même temps où la famille agricole cesse d'être paysanne (...) de cellule de production qu'elle était, la voilà qui devient cellule de consommation à l'instar des autres ménages » (p. 266-267). Mais quelles sont les conséquences pour l'avenir de la société française et de ses composantes régionales ? Que devient « le paysan en ses villages » ? Ces questions restent en suspens ainsi que la question fondamentale: qu'est-ce que la « ruralité » dans une société complètement industrialisée (certains disent post-industrielle) et urbanisée ?

Dans une récente publication géographique de Toulouse-le-Mirail, Gérard Larrère dénonce à juste titre le rôle néfaste de la théorie des seuils de sociabilité. Tout le monde parle du seuil au-dessous duquel « la vie sociale d'une commune n'est plus possible ». Cette phrase est absurde, vide de sens, plus exactement, elle cache derrière son vocabulaire scientifique une prise de position idéologique néfaste pour l'avenir des campagnes.

A une époque où les frontières administratives volent en éclat et où le tissu des relations sociales se fait de plus en plus enchevêtré sur une trame spatiale qui a changé d'échelle, que veulent dire commune, canton, village ? On va s'approvisionner aux grandes surfaces, au pourtour des villes et les jeunes ont le choix tous les samedis de plusieurs bals à portée de leur moto. Gervais, Jollivet et Tavernier insistent très heureusement sur cette renaissance et cette nouvelle échelle de la sociabilité campagnarde qui est le grand mouvement d'aujourd'hui. Le Crédit Agricole a demandé à André Piatier de définir de « nouveaux critères de la ruralité » et la DATAR publie le compte rendu des travaux de Jean-Paul Laborie (Université de Toulouse-le-Mirail) et quelques autres chercheurs sur les petites villes. Enfin, l'Association des ruralistes français a tenu en novembre un colloque consacré à « la petite ville et son environnement rural ». Cette convergence de recherches et de préoccupations

montre bien que, à l'instar de la famille, et pour paraphraser Gervais, Jollivet et Tavernier: le village paysan cesse d'être agricole et le village agricole cesse d'être paysan; de cellule de production qu'il était, le voilà qui devient cellule de consommation. Le problème de l'aménagement rural, de l'organisation et de la gestion de la société locale demeure, malgré les efforts de la DATAR, singulièrement inexploré. Il est estompé dans le vague et le flou: on l'a bien vu lors des discussions suscitées par le rapport Guichard.

Après tout, les problèmes de politique agricole se résolvent tant bien que mal, et, l'un dans l'autre, la Quatrième et la Cinquième République, avec l'aide des dirigeants agricoles, ont admirablement bien géré cet effort prodigieux de modernisation qu'ont accompli les agriculteurs. Ceux qui sont demeurés agriculteurs ont bien mérité la situation qui leur est faite aujourd'hui, qui n'est pas si mauvaise qu'on le dit, et dont ils ne sont pas trop mécontents, quoiqu'ils en disent. Leur problème aujourd'hui c'est qu'ils n'en auront jamais fini de se moderniser et qu'ils ne peuvent pas tous suivre le train d'enfer qu'on veut leur imposer et qu'ils acceptent. Ceux qui ont décroché, en revanche, ont payé tout le prix de la modernisation et n'ont guère profité de sa réussite; ils ont disparu et par conséquent, on ne parle plus d'eux !

Alors, finalement: quid de l'avenir, de l'agriculture et des campagnes ? « Il nous faut donc convaincre les paysans, la masse des travailleurs et l'ensemble des opinions publiques, qu'il devient de plus en plus urgent de sortir du système capitaliste. Ce qui n'est certes pas facile car nous n'avons pas de modèle socialiste, de développement tout préparé, et qui aurait fait ses preuves; ni à l'échelle nationale, ni a fortiori à l'échelle mondiale (p. 19). » Ce que René Dumont déclare avec sa belle et loyale conviction, le lecteur de ces trois livres le ressent profondément: la gauche a maintenant d'excellents experts, mais quelle politique agricole et quelle forme d'aménagement rural vont-ils conseiller demain si la majorité change ? On ne voit pas bien quels enseignements, positifs et traduisibles en actions, Pierre Joxe et son équipe peuvent tirer de ces analyses. Or, c'est au pied du mur qu'on attend le maçon et nous avons vu tant de ministres de la majorité annoncer tour à tour qu'ils allaient faire une « nouvelle politique agricole » qu'on souhaite épargner au ministre « de gauche » qui s'installera rue de Varenne les désillusions de ses prédécesseurs.

Henri Mendras

POINTS DE VUE SUR LE PROBLÈME NUCLÉAIRE

COLSON (Jean-Philippe). — *Le nucléaire sans les Français. Qui décide ? Qui profite ?* — Paris, Maspéro, 1977. — 192 p. — (Collection « Petite collection Maspéro », n° 199).

GROUPEMENT DE SCIENTIFIQUES POUR L'INFORMATION SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE. (G.S.I.E.N.) — *Électro-nucléaire : Danger.* — Paris, Seuil, 1977. — 160 p. — (Collection « Combats »).

LENOIR (Yves). — *Technocratie française I. L'abord des nuisances radioactives: pollutions et déchets. Le milieu naturel à la Question.* — Paris, J.J. Pauvert, 1977. — 335 p. — (Collection « Amis de la terre ». Préface de Brice Lalonde).

PUISEUX (Louis). — *La babel nucléaire, énergie et développement.* — Paris, Éditions Galilée, 1977. — 303 p. — (Bibliographie, p. 287-298. Collection « RC »).

Que vaut-il mieux mettre à la Question ? Le milieu nucléaire ou le milieu naturel ? Si le premier met en question le second à divers niveaux d'interprétation, le but des auteurs dont nous présentons les livres est de questionner ce premier-là, qui s'arroge tant de pouvoir. L'interrogatoire est mené sur tous les fronts: juridique (Colson), technique (G.S.I.E.N., Lenoir, à un degré moindre Puisseux), sociologique et politique (Lenoir et Puisseux). Ce découpage est plus méthodologique que pertinent. Il est clair en effet que ces quatre domaines sont interdépendants, que la législation par exemple est étroitement liée à la politique du pouvoir qui décide également des techniques à mettre en œuvre (telle filière plutôt qu'une autre).

Le livre de J.P. Colson s'intéresse donc au problème nucléaire sous son aspect juridique. « A la différence de la plupart des pays de l'O.C.D.E., la France est actuellement le seul pays nucléaire à ne pas disposer d'une législation atomique d'ensemble » (p. 55). Toutes les décisions nucléaires sont le fait de l'exécutif. En France, le Parlement n'a, à ce jour, jamais voté spécifiquement sur la question nucléaire, du moins depuis l'avènement de la V^e République. Il est important de noter que si le Parlement a adopté le 24 juillet 1952 et le 23 juillet 1957 les deux premiers plans de développement de l'énergie nucléaire couvrant respectivement les périodes 1952-1957 et 1957-1961, à partir de 1961, la politique nucléaire de la V^e République s'inscrit comme

les autres activités, dans les plans nationaux de modernisation et d'équipement (p. 57). La spécificité pourtant très importante du nucléaire disparaît alors. Or, ce n'est pas une activité comme les autres, c'est une activité ayant des conséquences que l'on connaît encore mal et dont l'évaluation est difficile et délicate (environnement, traitement des déchets,...). Pourquoi alors ne pas en débattre publiquement et sanctionner ce débat par un vote puisque cela engage l'avenir de manière peut-être irréversible ?

Jugeant très partielles les informations diffusées par les pouvoirs publics sur les problèmes techniques que pose le programme électronucléaire décidé par le gouvernement en mars 1974, le G.S.I.E.N. renouvelle son désir de mieux informer le public sur « les risques graves » du développement massif du nucléaire. La pollution radioactive est inévitable et a des conséquences irréversibles sur l'humanité et l'environnement. Les risques concernant la santé publique sont certains et les plus inquiétants sont les risques génétiques (p. 30-33).

Des déchets hautement radioactifs sont produits en très grande quantité. Leur stockage, qui doit être effectué pendant des siècles, voire des millions d'années (p. 35-37, également Lenoir p. 118-119, Puiseux p. 149-155), ne peut être garanti: une contamination irrémédiable du milieu naturel peut donc se produire.

Des accidents risquent d'avoir des conséquences catastrophiques, aussi bien pour les personnels travaillant dans les centrales que pour les populations avoisinantes (p. 41-51, Lenoir p. 79-91, Puiseux p. 142-148).

Le choix que fait la France, (et aussi l'U.R.S.S., mais plus prudemment) de miser sur les surgénérateurs, présente un risque au niveau du retraitement, dans lequel on s'engage en France d'une manière précipitée pour récupérer le plutonium. Le retraitement, conçu comme une activité commerciale, présente des risques importants aussi bien pour les travailleurs des usines de retraitement que pour l'environnement. Dans le domaine nucléaire, il semblerait que rentabilité et sécurité s'opposent tragiquement (p. 36-40, Puiseux, p. 145-146).

Le G.S.I.E.N. conclut (p. 87): « Dans l'état actuel du programme électronucléaire, nous ne pensons pas que les risques aient été bien évalués. De plus, nous attirons l'attention sur l'aggravation potentielle de ces risques par la manière dont sont définies et appliquées les normes de sécurité dans l'industrie. On sait, par exemple, que la pollution des centrales thermiques classiques et des industries chimiques est très importante et que très peu est fait pour l'éviter, voire pour appliquer les règlements en vigueur, alors que des solutions techniques relativement peu coûteuses existent. Maintenant, on se propose de développer une industrie nucléaire massive pour laquelle les normes de sécurité prendront une dimension nouvelle. Peut-on réellement penser que cette fois

tout sera fait pour que ce développement se déroule en toute sécurité, alors que l'on a affaire à des coûts sociaux beaucoup plus élevés, ainsi qu'à des problèmes techniques non encore résolus (par exemple, le problème du traitement et du stockage des déchets) ? Déjà, certains milieux officiels déplorent les normes de sécurité actuelles, jugées trop contraignantes, et responsables selon eux de la difficulté pour l'industrie nucléaire de se développer de manière « compétitive ». »

Les livres suivants (Y. Lenoir et L. Puiseux) sont différents, peut-être parce qu'ils n'ont pas pour seule ambition l'information. Certes, ils informent, les deux auteurs ayant, chacun à leur manière, une certaine pratique du nucléaire. Yves Lenoir a eu la chance de participer, « en tant que contestataire », au groupe de travail « Évaluation des options techniques sur les déchets radioactifs », émanation du Groupe interministériel d'évaluation de l'environnement. Son propos directement informatif est donc centré sur les déchets radioactifs et leur traitement. On remarque que le problème des déchets est loin d'être résolu et que parfois, les conclusions de ce groupe de travail révèlent un scientisme que ne désavouerait pas le XIX^e siècle: la science a la solution de tout, « au début du huitième plan, les études sur la séparation des transuraniens ayant abouti... » (p. 300), (p. 103), et si jamais elles n'aboutissaient pas, ou prenaient dix ans de retard, a-t-on songé à l'évaluation des coûts supplémentaires financiers et pour l'environnement que cela entraînerait ? Ce cheminement à travers un groupe officiel nous mène également dans les arcanes de la radioprotection dont les normes sont proposées par la Commission internationale de protection radiologique (C.I.P.R.). Cette commission « est présentée comme un collège de douze sages (...) indépendants, d'une moralité scientifique au-dessus de tout soupçon. Quand bien même cela serait, la déflation historique des doses maximales admissibles incite à reconsidérer la valeur scientifique des travaux de ladite commission et à voir dans sa prétendue prudence au moins un certain tâtonnement » (p. 74). Et comme les impératifs de la production se font de plus en plus pressants, la Commission, tout en refusant, (aurait-on fait pression sur elle ?), de « réviser en hausse ou en baisse les valeurs des doses maximales admissibles, (s'est efforcée) de mieux préciser que les efforts de limitation des doses devraient se situer dans le cadre d'optimisation des protections. C'est ainsi que l'expression « ... aussi bas que possible », (niveau d'irradiation des personnes), est devenue « ... aussi bas qu'il est possible de le faire sans difficulté compte tenu des considérations sociales et économiques » (document E.D.F. cité p. 75). Sécurité et économie... On a raison de se sentir protégé...

Dans sa partie informative, Louis Puiseux, du service des études économiques de l'E.D.F., fait surtout de l'histoire: histoire de la montée et de la « déchéance » de la « pétro-prospérité » (p. 51-101) et histoire du « tout-

nucléaire» (p. 103-184). De ses deux livres précédemment publiés (1), L. Puisseux n'a retenu que la structure, «coquille vidée de sa substance première» (voir son esquisse d'auto-critique, note 1, p. 224). Nous retiendrons surtout «l'aspect nucléaire» du livre. L'histoire de l'atome est une histoire militaire; l'atome civil n'étant qu'une conséquence dont il faut s'inquiéter sérieusement vu l'ampleur qu'entend lui donner l'État, d'abord et avant tout, parce que la liaison militaire-civil reste plus forte que jamais. La manière dont le choix des filières s'est effectuée est suffisamment éloquente (2): «les premières applications de l'énergie nucléaire datent de trente et un ans. Elles étaient militaires. C'est à cela qu'on pensait à l'époque, quoi que l'on dise au public. On cherchait à développer les technologies nucléaires dans le sens le plus avantageux pour les applications militaires. C'est là l'origine de la filière dite française, qui a d'abord été développée en Angleterre. Aux États-Unis, cela s'est passé un peu autrement: la préoccupation des centrales électriques a coïncidé non pas avec la fabrication du plutonium militaire, mais avec la propulsion des sous-marins. Le résultat c'est qu'en Angleterre et en France, on s'est lancé sur la filière la plus propre à fabriquer du plutonium militaire et qu'aux États-Unis on s'est lancé dans la filière la plus propre à assurer la propulsion des sous-marins. C'est un fait historique dans lequel nous nous débattons encore aujourd'hui.

Une fois que les militaires, qui ont l'habitude d'exiger de la bonne qualité et qui peuvent payer, ont suscité les activités industrielles dans leurs pays respectifs, les industriels forment eux-mêmes le personnel, et le personnel, bien entendu, veut faire valoir ses compétences, il veut agir dans la direction dans laquelle il est compétent. Voilà pourquoi, quand il s'agit de centrales nucléaires, d'abord en Angleterre, ensuite en France, on a tout de suite continué à appliquer la filière graphite-gaz-uranium naturel, et aux États-Unis à appliquer tout de suite la filière à eau légère et uranium enrichi. Les forces industrielles d'abord, financières ensuite, se sont formées.

Contraints, les physiciens nucléaires se sont dirigés vers certaines techniques rentables «militairement», mais le passage à un usage civil ne fait pas, et de loin, l'unanimité. «On peut affirmer aujourd'hui que les physiciens les plus indépendants, les moins liés aux forces industrielles et financières, sont tous plus ou moins, j'exagère un peu, disons une importante cohorte parmi eux,

(1) PUISEUX LOUIS, *L'énergie et le désarroi post-industriel*. Essai sur la croissance énergétique. Paris, Hachette littérature, 1973, 189 p. Coll. *Futuribles*, n° 17.
L'énergie et le désarroi post-industriel, la prévision de consommation d'électricité, dossier méthodologique. Paris, Hachette littérature, 1974, 185 p. Coll. *Futuribles*, n° 18.

(2) KOWARSKI Lew. Vers une révision des techniques nucléaires? in *Revue Polytechnique* Genève, n° 1359, mars 1977. Cité par L. PUISEUX, pp. 127-128.

persuadés que les filières les plus recommandables au point de vue physique ne sont pas les filières que les pays suivent aujourd'hui. Il y a une seule exception, c'est le Canada, le Canada où, par un curieux accident historique, il n'y a pas eu de préoccupations militaires du tout. Aujourd'hui le Canada suit une filière différente de presque tout le reste du monde, qui, elle, est approuvée par les physiciens. »

Outre l'information, Yves Lenoir et Louis Puiseux nous proposent également deux réflexions très approfondies à partir du « phénomène nucléaire ». En apparence très différentes (due essentiellement à l'écriture), une lecture attentive montre des points communs étonnants. Les deux auteurs éprouvent le besoin d'appuyer leur recherche sur les mêmes travaux (Mumford, Clastres, Sahlins, etc.), et qui tous, débouchent plus ou moins sur le concept de pouvoir étatique. La divergence s'affirme à partir de là, le propos tenu n'ayant pas les mêmes buts. Y. Lenoir cherche à appréhender ce concept dans son fonctionnement : cela donne une analyse historique très serrée de la technocratie qui nous domine et nous dépossède, et la dénonciation de ses acteurs-représentants. Cette analyse nous fait percevoir les obstacles gigantesques à franchir « pour qu'il en soit autrement ». L. Puiseux critique et propose à partir de la question « Que faire ? » : « D'abord : reconnaître les limites de la croissance énergétique à long terme. Ensuite, revenir au moyen terme pour explorer les alternatives : formes d'énergie, niveaux de consommation. Comprendre enfin que la solution du problème met en question notre rationalité, et le rôle de la technique et de l'État dans la société » (L. Puiseux, p. 185). La fin de cet ouvrage dégage une confiance et une « espérance » que l'analyse d'Yves Lenoir nuance largement.

Que conclure des quatre livres dont nous venons d'essayer de présenter le contenu (3) ? Que la question nucléaire ne se situe pas dans le carcan de la « pure technique », où quelques-uns voudraient l'enfermer. Conclusion essentielle, tant l'irresponsabilité à long terme d'un nombre croissant de décisions humaines trouve ses racines dans l'idéologie scientiste. « Je ne suis nullement disposé à céder un pouce de terrain à l'irrationnel, mais je vous le demande : lequel a la meilleure raison pour lui ? Celui qui met la nation en péril pour défendre son jardin, ou bien celui qui met l'espèce en péril pour défendre sa nation ? Et si c'était le marginal, le périphérique qui se révélait en fin de compte le moins irresponsable des deux ? S'il y avait plus de conscience planétaire dans le jardin qu'à la tête de l'État ? L'histoire a raconté des permutations de rôles plus surprenantes... » (L. Puiseux, p. 184). Mais combien ont-ils encore un jardin à défendre ?

Jean-Michel Vieillard

(3) Nous avons le sentiment d'avoir considérablement « raccourci » tous ces ouvrages, débordant d'informations instructives (cf. notamment les annexes très importantes).

A PROPOS DE QUATRE OUVRAGES SUÉDOIS
RÉCEMMENT PARUS EN ANGLAIS

SCHWARZ (Stephan), éd. — *Knowledge and Concepts in Future Studies*. — Boulder, CO., Westview Press, 1976.

WIBERG (Håkan). — *Visions of the Future*. — Lund, Lund University Press, 1976. — [Enquête d'opinion interprétée par H. Wiberg].

IÖNNROTH (M.), **STEEN** (P.), **JOHANSSON** (T.B.). — *Energy in transition*. — Stockholm, Secretariat for Future Studies, 1977. — [Rapport intermédiaire sur les stratégies énergétiques].

SANDBERG (Åke). — *The limits to democratic planning, Knowledge, power and methods in the struggle for the future*. — Stockholm, LiberFörlag, 1976. — 391 p.

Si la Suède a pu donner autrefois l'image d'un laboratoire social de l'Europe, elle est devenue aujourd'hui un centre d'expérimentations et de réflexions sociologiques pour l'Occident. Nulle part ailleurs la sociologie n'est en liaison si étroite avec les organes de l'appareil d'État; elle occupe donc une place importante tant au sein de l'institution scientifique que dans le domaine politique. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer la futurologie ou la prospective (ni les Suédois ni nous-mêmes ne faisons de différence entre les deux) et c'est ce qui explique que malgré sa jeunesse elle ait pu prendre pied à l'Université aussi bien que dans l'Administration au plus haut niveau avec le « Secrétariat pour les études projectives » (1), rattaché au ministère de l'Éducation.

Cette haute position a-t-elle servi de tremplin à la prospective suédoise ? Ce n'est pas certain parce que, même si elle jouit d'une haute réputation dans un cercle restreint, elle n'a pas vraiment « fait école ». La publication récente de quatre ouvrages en anglais, émanant des groupes de recherches les plus en vue, devrait aider à la faire connaître du grand public intéressé par la matière. Ces quatre volumes renferment pour une bonne part la pensée futurologique suédoise contemporaine et en reflètent les problèmes. Philosophes, hauts fonctionnaires, historiens, et pas seulement techniciens ou sociologues s'ex-

(1) Equipe dirigée par L. INGELSTAM, avec G. BACKSTRAND. Adresse: « Sekretariat for framtids studier » Fack, 10310 Stockholm.
S. SCHWARZ, Ecole Polytechnique de Stockholm. « Tekniska HS », Fack, 10044 Stockholm
H. WIBERG, Inst. de recherche sur les conflits. « Lunds Universitet », Lund
A SANDBERG, groupe « DEMOS », syndicat L.O., Walling. 38, Stockholm.

priment sur l'avenir tout en respectant, en bonne pratique nordique, les limites qu'impose la division du travail intellectuel. Ainsi, dans le livre édité sous la responsabilité de S. Schwarz *Knowledge and Concepts in Future Studies* on laisse aux philosophes le soin de rendre intelligible la notion de futur, tout en élaborant avec soin des instruments pour le cerner. Les chercheurs du « Secrétariat », quant à eux, proposent diverses solutions à la crise de l'énergie dans une situation de transition comme l'indique le titre du rapport *Energy in transition*. Le sociologue H. Wiberg engage le futurible sur la voie de l'enquête d'opinions prospectives dans sa thèse intitulée *Visions of the Future*. Enfin Å. Sandberg se donne pour ambition de trouver les limites de la planification démocratique en posant le problème du savoir et du pouvoir *The limits to democratic planning : Knowledge, Power and Methods in the Struggle for the Future*.

Avant d'examiner plus en détail ces travaux, il nous faut mentionner l'impression globale que nous en avons. Dans l'ensemble la prospective suédoise partage un peu la même foi que la planification française dans la capacité de l'État à assurer un « contrôle raisonnable » de l'homme et de son environnement. En d'autres lieux l'optimisme a fait place à la réserve sinon au scepticisme. La connaissance du possible hors du discours scientifique, où elle ne peut plus se cantonner, est-elle en fin de compte un instrument de domination ou d'émancipation ? Or, à l'exception des doutes esquissés par Å. Sandberg et G. Hermerén, on ne sent pas profondément une telle préoccupation. Cette problématique paraît pourtant fondamentale au moment où la critique de la science nous a appris à nous méfier du savoir par trop « objectif » et « empirique ».

Il est vrai que les idées de Karl Popper règnent presque sans partage dans le monde scientifique suédois (voir l'article d'Eskil Block in « La Suède : réforme permanente », Stock, 1977) et que la sociologie empirique et fonctionnaliste scandinave y trouve ses sources, et il est certain que la qualité première de ces ouvrages réside dans leur capacité opérationnelle. La contrepartie positiviste n'est donc pas propre au discours futurologique suédois mais elle marque ses limites. Particulièrement pour ceux qui, à l'ombre de la philosophie de L. Wittgenstein, que S. Schwarz cite en épigraphe, ne font pas des régularités du passé des critères absolus de réflexion sur l'avenir et pensent que la discontinuité historique est plus intéressante que la continuité. Un encadrement conceptuel trop rigide risque donc de cacher les véritables changements, et seul Å. Sandberg parmi ces auteurs prend le risque d'une dialectique qui interpelle le lecteur.

Toutefois, il faut noter que le « Secrétariat pour les études prospectives » a pris délibérément une position laxiste sur le plan scientifique afin d'encourager la critique et la créativité des jeunes chercheurs. Il a, en effet, procédé de la

manière suivante: en 1975 un appel d'offres a été lancé pour des recherches qui constitueraient un matériau de base pour les rapports finals prévus en 1978. Ces recherches ont donné lieu à des publications très intéressantes et marquées par une grande liberté de ton; malheureusement le coût de la traduction en anglais étant trop élevé elles ne peuvent être lues qu'en suédois. L'ouvrage « Energy in transition » a été le seul à être traduit lors de sa parution en suédois parce qu'il est conçu comme un rapport final intermédiaire. Mais dès janvier 1978 devrait sortir le premier rapport complet « Resources and raw materials » suivi peu après de « Energy and Society » et de « Sweden in the world society ».

En tout état de cause les quelques critiques énoncées doivent être prises pour un reproche amical car elles étaient nécessaires pour éclairer d'un point de vue français, donc subjectif, l'horizon culturel de la prospective suédoise. Il paraît évident que d'une certaine manière ces critiques soulignent au contraire l'intérêt de ces textes propres à produire une « rupture ethnocentrique » dans le contexte latin qui laisse parfois trop de place à la philosophie de l'histoire.

Nous commencerons par la présentation du volume de S. Schwarz puisqu'il est sans doute le plus fondamental (au sens de « basic ») et s'inscrit tout entier dans le champ épistémologique décrit ci-dessus. Dès l'introduction l'auteur propose de réduire le futur à des propositions techniques devant être le plus rapidement opératoires. Le programme proposé est sans ambiguïté et dans une liste en neuf points il énumère les questions préoccupantes. Parmi les plus révélatrices on relève:

« How is it possible to make statements about the future based on knowledge and experiences from the past. »

« What is the relation of futures studies to decision theory and how are these areas of inquiry related to long range planning. »

« What criteria are useful for evaluation of statements about the future ? »

Le pragmatisme est donc clairement affiché. On pourrait lui reprocher de mettre la charrue avant les bœufs car pour être utile une science a d'abord besoin d'être bien établie; faute de quoi la connaissance d'une technique n'est que contrainte. Mais c'est justement la tâche des textes qui suivent que de poser les jalons d'une conceptualisation adéquate pour une « science du futur ». Les deux premiers de M. Edman « There is no naive way of making forecasts » et G. Näsman « A conceptual framework for trends and trend extrapolation » veulent aller un peu vite en besogne. Le premier, en effet, est obligé de s'attaquer à l'impossible définition de la rationalité et le second de forger par un raisonnement complexe le concept d'« epistemic predictive trend » pourtant assez simple:

« a predictive epistemic trend PT is that part of the epistemic trend T which extends over the period after the latest observation ».

Les trois articles qui suivent sont moins ambitieux et plus critiques; ce sont dans l'ordre « The concept of forecasting » de H. Stenlund, « Some methodological problems in future studies » de B. Hansson et « Well informed ignorance in forecasting » de H. Halldén.

Le premier, en développant la position de Bertrand de Jouvenel, nous procure un tableau fort intéressant répertoriant et ordonnant les différentes méthodes de prévision utilisables. Le second, très judicieusement, inverse les variables classiques en se demandant ce que les autres sciences peuvent apporter à la futurologie et non la futurologie aux autres sciences. Il finit par conclure :

« So, drastically simplified, the conclusion is that there is no special niche for futures studies, but rather a demand for a more intense study of the social sciences. »

Le troisième, quant à lui, nous oblige à une réflexion originale en nous avertissant de bien cerner ce que l'on est censé ignorer avant de se lancer dans quelque pronostic que se soit. Vient ensuite la contribution de B. Schwarz. Bien que démontrée par une application dans le cas d'une prévision budgétaire, le concept de « but opératoire » qu'elle propose, n'offrira pas plus de liberté d'action aux planificateurs que celui de « but à long terme » dont ils se servent. Toute planification étant par nature une condition contraignante. Le « papier » de H. Wiberg qui vient ensuite, *How is it possible to evaluate propositions about the future*, n'obtiendra pas toute l'attention qu'il mérite parce qu'il part d'une position discutable. Cette position consiste à admettre comme possible un discours rationnel sur le futur qui exclurait les « jugements de valeurs ». Le système d'évaluation qu'il propose alors n'est pas convaincant en dépit de sa cohérence logique. Scepticisme immédiatement renforcé par une phrase concluante du « papier » de G. Hermerén intitulé « On the role of norms and values in futures studies ». Il écrit :

« The norms and value premises that are used as points of departure will affect the evaluation of the theoretical work, and the results of the theoretical work will affect the evaluation of the different alternatives. »

Enfin, la conclusion générale faite par S. Schwarz s'efforce d'indiquer les précautions à prendre dans le dialogue prospectiviste. Ce sont celles de toute science. A savoir : l'existence d'une critique permanente. Même si à travers les lignes de S. Schwarz cette critique est surtout réduite au rôle de « Her Majesty's loyal opposition », elle n'en est pas moins saine. On la retiendra comme un signe de vitalité dans la futurologie suédoise.

Le volume suivant, *Energy in transition*, est aussi à sa manière une œuvre collective. Les rapporteurs, M. Lönroth, P. Steen et T. Johansson déclarent, dans la préface, s'être largement servis de passages tirés d'autres rapports portant sur ce thème. Ce qui lui donne sa note d'originalité comparé à ses semblables, c'est la modestie de l'approche choisie par les rapporteurs face

aux problèmes énergétiques de demain. Ils conviennent, dans l'introduction, de l'impossibilité de suivre la marche du passé pour deviner l'avenir. La crise du pétrole qui mit les pays industrialisés devant le fait accompli de leur dépendance vis-à-vis des pays producteurs étant, nous disent-ils, l'un de ces événements qui rendent caduques les prévisions à long terme. Dès lors, la question qu'ils se posent n'est plus celle du calcul des ressources mondiales d'énergie et du rythme de leur consommation, mais celle d'une possibilité d'indépendance vis-à-vis d'une seule source d'approvisionnement. C'est sous ce jour qu'ils nous invitent à lire ce rapport. Cette perspective n'est d'ailleurs pas exempte de contradiction. D'un côté, écrivent-ils, nous savons que nous devons changer nos sources traditionnelles d'énergie, ne serait-ce que parce que notre concept d'énergie a changé. De l'autre, notre liberté de choix n'est pas si grande si l'on considère le poids de l'économie de marché, du système politique et social et d'autres pressions s'exerçant sur les détenteurs du pouvoir. Seulement, pensent-ils, si l'on prend au sérieux cette nécessité de changement alors que nous ne sommes pas encore en période de pénurie, les transformations seront tranquilles et pacifiques dans la phase de transition. La notion de transition fait d'ailleurs l'objet d'un paragraphe particulier dans lequel, en plus du temps, il est tenu compte, d'une façon assez réaliste, des « mechanisms and distribution of powers ». Ce réalisme, on le retrouve au chapitre cinq dont le titre nous renseigne: *Energy policy — On goal conflict in the social organization —*. On y remarque tout de suite l'absence des conflits purement idéologiques. Mais justement à cause de cela, les maux de la société industrielle n'en ressortent pas moins avec beaucoup plus de relief. On voit bien mieux de quelle manière ils s'étalent au-dessus de toutes les doctrines sociales fondées sur la croissance industrielle par opposition à celles qui se réclament des équilibres écologiques. La leçon électorale de 1976 qui amena les partis bourgeois au pouvoir sur la foi de la promesse d'interrompre le développement du programme de construction des centrales nucléaires (et qui ne put être tenue après la victoire) semble avoir inspiré les rapporteurs. Tout le chapitre 7 est consacré à l'analyse de l'influence des organisations industrielles et sociales sur les décisions que prirent les divers gouvernements au moment des choix cruciaux pour le développement du pays. Néanmoins, le résumé en vingt points qui sert de conclusion n'a rien qui ne soit acceptable par n'importe quel pays industriel. Aussi ne relèverons-nous que le vingtième qui les résume tous et qui peut nous laisser à penser ce que les prospectivistes de l'énergie entendent faire passer pour « liberté d'action ».

« A policy of freedom of action in the choice of energy source has the following implications:

- the consumers will have to accept some limitation on their freedom of action;

- Parliament and Cabinet must assume responsibility not only for the level of energy usage but also for the technical design of the energy system;
- and this can really be steered only via the organizational division of responsibility. »

Une autre préoccupation transparait dans ce livre, qui reflète un intérêt qui fait honneur à la société suédoise, c'est le Tiers-Monde. Une phrase nous le dévoile :

« There are no mechanisms today to ensure that the oil saved in Sweden will redound to the benefit of the developing countries. But this should be seen as a spur towards trying to create such mechanisms and not as an excuse for not doing anything. »

En abordant le livre de H. Wiberg, *Visions of the Future — a cross national survey* —, (travail qui sert de thèse de doctorat et qui est extrait d'un projet international, auquel participaient douze nations, intitulé *Images of the World in the Year 2000*) nous changeons totalement de cap. Des données relativement précises et contrôlables que traitaient les auteurs de *Energy in transition*, nous passons à l'arbitraire des conclusions tirées d'informations provenant de l'univers fictif des acteurs sociaux, chercheurs et répondants inclus. H. Wiberg en est très conscient. Il sait qu'entre la pensée et l'action, ou, pour parler sociologiquement, entre le symbole et l'attitude, la relation est complexe. Il nous le dit :

« Second, the connection between general images and concrete actions is a highly complicated one. On the one hand, the image of an object does not determine attitudes to it directly, but rather serves to steer learning and communication processes. On the other hand, since the relationship between attitudes and actions is not so simple that the latter can be taken as criteria for the former, we can neither take the former as simple predictors of the latter. And finally, the term « distributive majority » refers to the fact that the collective effects of a set of individual actions may quite possibly be opposite to the intention underlying the actions. »

C'est pourquoi s'est fait sentir le besoin d'une théorie qui donne quelque signification à l'entreprise. Puisque la plupart des échantillons du projet concernaient une population étudiante, supposée représenter l'élite de demain, une représentation des relations sociales comportant un centre et une périphérie semblait s'imposer. C'est chez J. Galtung qu'elle fut prise. Celui-ci, sur la trace de G. Frank, S. Amin, C. Bettelheim, propose un modèle des relations internationales dont le fondement est l'échange inégal entre le centre et la périphérie (échange inégal qui n'est pas conçu en termes économi-

ques) (2). Transposé au niveau national le modèle de J. Galtung repris par H. Wiberg s'exprime alors de la manière suivante:

« ...it states that the closer to the decision nucleus of a society... the more likely is it to find in persons in that position attitudes that come in clusters according to same kind of social logic, where the attitudes in the cluster tend to be pragmatic, means-oriented and be cognitively differentiated. Attitude found in the social periphery are expected to be more moralist, and absolutist and less cognitively structured. The dynamic picture of opinion formation given by the theory sees issues as emerging from the centre (or being imported from another society via the centre) and gradually disseminated from there to the periphery, which will adopt the issue and accept or reject the stands taken by the centre in it. »

Puis, pour rendre cette théorie consistante, car il s'agit de l'avenir, il l'additionne d'un soupçon de « psychologisme » introduit avec de grandes précautions. Utilisant un style neutre, bien familier des auteurs suédois, il nous demande de choisir entre les trois vérités suivantes (sans nous dire lui, à laquelle il se tient) en ce qui concerne le développement intellectuel de l'individu:

« Those who believe strongly in the mental permanence of individuals would therefore assume that the power holders of the year 2000 will have both the same images and the same values as the young generation today, and therefore also the same attitudes, whereas those who believe in the power of institutions to mold the minds of the individuals entering them will predict different values, and hence different attitudes, even if the issues remain the same. And those who believe in neither are led to the trite conclusion that we do not know. »

Ces difficultés ne sont pas les seules. La méthodologie se heurte aussi à de nombreux obstacles. Problématiques éloignées entre les équipes des différentes nations, écarts de temps entre les différentes enquêtes, manque d'homogénéité des échantillons, etc. En bon médiateur, H. Wiberg sait concilier ces handicaps. Reste, bien sûr, les résultats. Ils n'ont rien d'inattendu. A la limite, un lecteur assidu de journaux locaux aurait pu les exprimer. Quoiqu'il en soit, parmi ceux que l'auteur considère comme les plus importants on note:

« There is much more variation between than within nations. »

« What we do claim is that images of the great issues of the future are more

(2) La transposition passionnante que fait I. WOLLERSTEIN de ce modèle au Moyen-Age a beaucoup impressionné les chercheurs suédois, qui, s'ils n'étaient pas historiens, ignoraient les travaux de l'Ecole des Annales. I. WOLLERSTEIN *The Modern World System Capitalist agriculture and the origins of European economics in the 16 th Century*. Academic Press N.Y. 1974.

determined by national opinion climates than by social positions within nations. »

« ... but nations tend to group themselves, either according to socio-economic system or according to level of technological-economic development, depending on what issue is under consideration. »

En déduire qu'il s'agit là de beaucoup d'efforts pour de maigres résultats serait se méprendre sur les possibilités de la sociologie. Au contraire, le projet, avec la participation remarquable de H. Wiberg, est courageux. Évitant d'aller chercher les visions du monde dans le cercle restreint des « experts », prophètes patentés de nos sociétés, il nous apporte quelques lumières sur cette « mentalité populaire » qu'il est difficile de saisir. Ne nous méprenons pas non plus sur la valeur de ces « lumières ». Tout politicien responsable sait qu'on ne peut faire le monde en dehors et contre elles.

C'est un peu ce que nous dit aussi Å. Sandberg dans son livre *The limits to Democratic Planning, Knowledge, Power and Methods in the struggle for the future*. En posant essentiellement la question: « qui contrôle le futur ? » il nous apprend au fond sur quoi ce contrôle est fondé. En effet, l'ouvrage d'Å. Sandberg est sans conteste le plus « continental » des quatre dans sa tentative de situer les problèmes de connaissance, ou apparemment tels, dans le champ du pouvoir. L'édition anglaise est d'ailleurs légèrement condensée par rapport à l'édition suédoise en deux tomes dont les intitulés laissent bien percevoir l'articulation de la démonstration de l'auteur *A propos de méthodes (En Fraga om Metod)* et *A propos de Pouvoir (En Fraga om Makt)*, sous-entendu: dans les études sur l'avenir. Il faut donc partir de cette articulation originelle en deux parties pour rendre compte de la pensée de l'auteur.

La première partie ressemble dans son intention à *L'Art de la Conjecture*. Å. Sandberg démontre que la recherche sur l'avenir ne peut être refusée au nom de quelque logique scientifique que ce soit. Le lecteur latin y fera connaissance avec des chercheurs peu connus en France comme Mathiesen ou J. Israel, et le texte est toujours illustré d'exemples précis ou de cas. Le dernier chapitre de cette partie est une critique constructive de la planification selon les théories classiques du développement organisationnel. Cette critique insiste sur la relativité de la notion d'efficacité pour des organisations, notion qui n'a de sens que si l'on a précisé le type d'environnement. On y sent une influence diffuse d'un formalisme « à la » Amitai Etzioni et on peut regretter que l'auteur n'arrive pas à définir sa propre conception de la méta-organisation qui intégrerait les aspects symboliques du fonctionnement de l'entreprise moderne. Une certaine ignorance des apports de l'analyse institutionnelle, telle qu'elle s'est développée en France, ne diminue cependant que faiblement l'intérêt de ce chapitre bien charpenté dont la deuxième partie est un peu le prolongement.

Ici l'auteur abandonne le ton doctrinal et les exposés un peu secs de son travail de compilation pour nous expliquer que si la planification est un mécanisme de pouvoir dans lequel l'irresponsabilité des experts est catastrophique, stricto sensu, ce mécanisme peut malgré tout être conçu et réalisé démocratiquement. Pour cela, Å. Sandberg utilise, au moins en filigrane au début, la notion neuve de forces de décision et finit même par écrire (par analogie avec les termes marxistes) qu'on pourrait éventuellement parler de contradiction entre les forces de décisions et les relations de décisions dans la superstructure de la planification. On comprend donc que toute cette deuxième partie soit un essai de construction d'un modèle de société de type auto-gestionnaire dans lequel la nécessité de régulation centralisée à tous les niveaux (entreprise, régions, nation, etc.) s'accompagnerait d'une dé-bureaucratiation au moyen de techniques à rétro-action de planification adaptative et indicatrice. Nous ne pouvons que renvoyer à l'ouvrage pour une démonstration complète et complexe. En tout état de cause cet ouvrage est aussi un instrument fort utile pour réfléchir au devenir de la société industrielle avancée.

A travers ces textes on aura donc constaté que ce n'est pas tant la prospective suédoise qui se découvre face à ses problèmes mais la futurologie tout court, et au-delà d'elle toutes les sciences sociales. Avant de poser la première pierre d'une connaissance qui se voudrait scientifique, elle cherche à se justifier devant le bon sens et la science établie. N'est-elle pas alors au pied de la barrière sur laquelle bute toute réflexion sociologique: les prospectivistes ou futurologues — les termes varient mais l'ambition demeure — sont-ils à la recherche d'un monde extérieur à eux-mêmes dont ils tentent de saisir la marche inexorable, ou bien sont-ils en train de peupler ce monde de leurs idées et par conséquent de la créer ? L'histoire a montré que bien souvent pendant que les oracles promettaient la félicité aux hommes, ceux-ci créaient les conditions de leur destruction. Et, du reste, penser un monde tandis qu'on en crée un autre n'est-il pas la loi de l'idéologie ? Le ton « terre à terre » employé par les Suédois ne répond pas souvent à ces questions car leur équation est simple: plus de liberté égale plus de contrôle, et plus de contrôle exige plus de planification, même pour créer les conditions de l'autogestion. La leçon risque d'être claire: le politique c'est la maîtrise du futur et non la fabrication à tâtons, incertaine et grossière, d'un art de vivre ensemble. Et si la leçon technocratique est celle de la social-démocratie, elle a été bien apprise par les partis bourgeois venus récemment au pouvoir, aussi ces textes nous renseignent-ils encore sur l'état d'âme de la prospective suédoise. Celle-ci ne demande-t-elle pas trop à la science alors que la crise atteint la science elle-même dans ses fondements ? En tout cas ces textes sont révélateurs d'une inquiétude qui commence à poindre dans le positivisme suédois dont les qualités ont été suffisamment vantées pour que nous n'ayons pas cherché à les rappeler. Et par-delà l'objet

propre à chaque thème le lecteur verra peut-être se profiler une image de la société suédoise future; nous les recommandons également tous les quatre pour cette raison.

R. Sotto A. Gras

II. - Comptes rendus

ADRET. — *Travailler deux heures par jour.* — Paris, Seuil, 1977. — 192 p.

Ouvrage collectif en deux parties: la première est consacrée à la vie quotidienne vécue, racontée « sur le vif » par cinq auteurs (sur sept) réunis par une même question: « Le travail, vous aimez? ». Un ouvrier en 3 × 8, une employée aux chèques postaux, un docker, une secrétaire et un ouvrier retraité parlent de leur emploi et de ce qui les a conduits à réduire leur temps de travail. La seconde partie est une réflexion sur le travail en général et sur le caractère aliénant de sa durée. Dans une société où la productivité a été multipliée par 3,4, la durée hebdomadaire du travail n'a pratiquement pas varié (période 1936-1976). Pourtant, on peut montrer qu'il « est parfaitement raisonnable, dans l'état actuel de la technique, de diviser par 3 ou 4 la part de travail pénible et ennuyeux que réclame le fonctionnement de la société dans son ensemble » (p. 107). Mais c'est une utopie, diront les tenants de la réalité économique-politique! Adret réclame le « droit à l'utopie », en posant une simple question: « ceux qui se résignent au réalisme — qu'ils soient partisans du capitalisme ou du socialisme modèle Lénine — ont-ils vraiment motif à être si fiers du monde qu'ils nous ont fait » (p. 111). « Utopie » agréable et dont l'intérêt essentiel est de chercher ses racines non pas dans le futur mais dans notre vie quotidienne.

ALLAL (Tewfik), BUFFARD (Jean-Pierre), MARIE (Michel), REGAZZOLA (Tomaso). — *Situations migratoires, la fonction-miroir.* — Paris, Éditions Galilée, 1977. — 320 p. (Coll. « L'espace critique ».)

Trois livres composent cet ouvrage. Le premier livre consiste en une description dans dix communes de la banlieue parisienne de la situation migratoire et de sa genèse. Le deuxième livre se place du point de vue du processus de normalisation que la société dite d'accueil met en forme pour régler, canaliser et prévoir les rapports « immigrants-population française »; il décrit les règles du jeu, les codes et les expériences de cette normalisation. Le troisième livre se situe entièrement du côté, non plus de l'expression du dominant, mais de celle du dominé. Mais pour les auteurs, ce découpage s'est révélé un échec, et c'est là « l'intérêt principal de ce travail » (p. 15). Le groupe « immigrés » ne se saisit pas aisément; la normalisation n'intègre pas, au contraire elle marginalise les travailleurs immigrés. Tout ceci donne à penser aux auteurs que les « situations migratoires » sont admises, voire créées par les institutions qui en ont la charge. Mais cette proposition semble avoir été formulée à la fin de cette étude car elle n'y est pas justifiée.

BARDE (Jean-Philippe), GERELLI (Emilio). — *Économie et politique de l'environnement*. — Paris, P.U.F., 1977. — 214 p. — (Coll. « l'économiste »).

Constatant que les politiques de l'environnement reposent encore sur des fondements économiques mal assurés, les auteurs ont voulu par cet ouvrage apporter une introduction à une économie politique de l'environnement. Un essai de synthèse des principales recherches théoriques et des expériences pratiques menées dans divers pays, ainsi qu'une analyse critique des différentes approches économiques permettent au lecteur d'accroître son information et de développer sa réflexion sur d'excellentes bases.

BOUDON (Raymond). — *Effets pervers et ordre social*. — Paris, P.U.F., 1977. — 286 p. (Coll. « Sociologie »).

Le concept d'effets pervers désigne les conséquences fâcheuses et non voulues résultant de l'interaction entre deux ou plusieurs acteurs sociaux désireux de maximiser leur avantage propre. Bien connu des économistes, il figure également à l'état de traces dans la littérature sociologique (Rousseau, Marx, H. Spencer). R. Boudon lui redonne à mon avis une nouvelle jeunesse par la manière rigoureuse dont il l'applique à des phénomènes contemporains tels que la relation entre développement de l'enseignement supérieur et mobilité sociale. J'aurai l'occasion de revenir dans le prochain numéro de *Futuribles* sur ce livre important.

Bernard Cazes

DAUBER (Heinrich) et VERNE (Etienne). — *L'école à perpétuité*. — Paris, Seuil, 1977. 203 p. — (Coll. « Techno-critique »).

« Davantage d'écoles dans une société diminue les possibilités d'apprendre dans cette même société. » Sur une telle base, les auteurs proposent donc un projet de déscolarisation de la société qu'ils justifient par trois raisons : la revendication d'une telle déscolarisation trouve de plus en plus d'échos dans le public ; jusqu'à ce jour, l'utilisation de la notion de déscolarisation a servi à justifier une stratégie globale de scolarisation à vie ; enfin la discussion sur la déscolarisation ne doit pas concerner uniquement l'institution scolaire. Leur proposition radicale veut englober à la fois toutes les dimensions politiques et culturelles. Ivan Illich préface cet ouvrage, dont il est à la source de l'inspiration.

DUPAS (Alain). — *La lutte pour l'espace*. — Paris, Seuil, 1977. — 284 p. (Coll. « Science ouverte ». Nombreuses illustrations et graphiques.)

La conquête de l'espace n'est pas une aventure gratuite. C'est une expression des réalités politiques, militaires et économiques de notre temps. Les puissances spatiales actuelles font silence sur leur réelle motivation. L'auréole de pureté qui entoure l'espace relève plus du vide provoqué par le secret militaire que des prouesses scientifiques et techniques civiles véhiculées par la presse. Les militaires veulent s'approprier l'espace. L'aventure brossée ici est décisive pour l'avenir ; ce livre, facile à lire et très documenté, nous le rappelle.

HAYES (Denis). — *Rays of hope, The Transition to a Post-Petroleum World*. — New York, W.W. Norton and Company, Inc., 1977. — 234 p.

Se situant dans la ligne des travaux entrepris par le Worldwatch Institute dirigé par Lester Brown, cet ouvrage essaie de dégager les différents aspects d'une politique énergétique combinant économies et développement de sources alternatives d'énergie. Pour Denis Hayes, les développements survenus dans ce domaine au cours des deux dernières années, suggèrent que le charbon et l'énergie nucléaire n'offrent aucune perspective à long terme. D'où sa conclusion : nous ne pouvons aujourd'hui faire qu'un choix : le soleil.

Futuribles

LABELLE (Jean-Marie). — *Université et éducation des adultes*. Préface de Bertrand Schwartz. — Paris, Les éditions d'organisation, 1977. — 212 p.

Ouverture de l'université sur l'extérieur: c'est dans ce contexte que se situe cet ouvrage qui, après avoir retracé les grandes étapes de l'institutionnalisation de la formation continue à l'université, analyse les fonctions pédagogiques relatives à l'éducation des adultes. A partir de l'identification de la classification et de la distribution de ces fonctions, est élaboré un modèle de fonctionnement pédagogique devant permettre l'analyse de situations pédagogiques particulières. Les limites, clairement annoncées, de cette tentative de modélisation impliquent selon l'auteur que l'université se situe sur la voie de la prospective.

LIPIETZ (Alain). — *Le capital et son espace*. — Paris, Maspero, 1977. — 165 p. — (Coll. « Économie et socialisme ».)

Cet essai ne se présente pas comme un livre militant, ni même directement politique. Il se veut contribution théorique à l'étude des relations entre le capitalisme et la structuration de l'espace, à partir des concepts généraux du matérialisme historique et dialectique. Dans cette optique, l'auteur met à jour un certain rapport entre division du travail, division de l'espace, rapports marchands et rapports étatiques, ce qui nous renvoie inévitablement à la dictature du prolétariat...

D. MARIC. — *L'aménagement du temps de travail, le facteur temps dans le nouveau concept des conditions de travail*. — Genève, B.I.T., 1977. — 72 p.

Complément à une précédente étude sur la durée du travail dans les pays industrialisés (A. Evans. — *Hours of work in industrialised countries*. — Genève, B.I.T., 1975), cet ouvrage présente dans une perspective plus large les nouvelles tendances en matière d'aménagement du temps de travail et les facteurs qui en sont à la source. Avantages et inconvénients de la journée continue, de la contraction de la semaine de travail, de l'étalement des horaires, de l'horaire variable, du travail à temps partiel et de l'aménagement de l'année de travail sont clairement exposés et permettent d'esquisser quelques axes pour réaménager la vie active.

MENDES (Candido), et al. — *Le mythe du développement*. Rapports et débats résumés d'un colloque international sur la crise du développement. — Paris, Seuil, 1977. — 288 p. — (Coll. « Esprit ».)

Constatant un « épuisement des utopies », un certain nombre de spécialistes en sciences sociales venus d'Amérique Latine, des États-Unis et d'Europe ont tenté, au cours de ce colloque, d'appréhender l'évolution du prochain quart de siècle en bannissant approche académique ou discours conventionnel sur la crise pour privilégier au contraire une véritable « réciprocité » des perspectives des participants. Nul étonnement donc à ce que cette première rencontre, organisée par l'ensemble universitaire Candido Mendes, se soit soldée par un plus grand nombre de questions que de réponses. Mais peut-être s'agit-il des questions fondamentales à poser à la crise du développement?

MONTMOLIN (Germaine de). — *L'influence sociale, phénomènes, facteurs et théories*. — Paris, P.U.F., 1977. — 336 p. — (Bibliographie pp. 313-330. Coll. « Psychologie d'aujourd'hui ».)

Le but de cet ouvrage est de faire le point des apports de la psychologie sociale expérimentale au problème de l'influence sociale et de montrer quelles sont les réponses qu'elle fournit aux interrogations contemporaines sur la dépendance psycho-sociale de l'individu. Après avoir décrit les phénomènes d'influence sociale et leurs déterminants, l'auteur analyse les explications théoriques de cette influence, en limitant cependant son propos « aux théories contemporaines ayant suscité le plus grand nombre de travaux et s'appuyant sur des recherches expérimentales pour vérifier les hypothèses qu'elles impliquent ».

PERNET (François), LENCLUD (Gérard). — *Berger en Corse*, essai sur la question pastorale. Grenoble, P.U.G., 1977. — 190 p.

Derrière ce titre d'églogue se cache un livre fort scientifique d'un économiste et d'un ethnologue qui fournissent un excellent « modèle explicatif » pour le sous-développement progressif de la Corse et pour ses problèmes actuels. En trente-cinq ans de 1913 à 1948 les terres cultivées regressaient de 37,5 % à 8 % de l'ensemble du territoire tandis que les maquis et landes progressaient de 21 % à 44 %, en même temps la population baissait d'environ 40 % si bien que la Corse est aujourd'hui l'île la moins densément peuplée de la Méditerranée: la densité est trois fois supérieure en Sardaigne et plus de neuf fois en Sicile. Il est vrai qu'il y a au moins autant de Corses résidant en permanence dans l'île que de Corses vivant sur le continent mais plus ou moins résidant dans l'île et que la moitié du revenu départemental était constitué en 1961 des traitements et pensions versés par l'Etat. Les mécanismes qui ont conduit à cette situation sont parfaitement analysés par P. & L. notamment le conflit quasi colonial entre les règles juridiques et administratives nationales et les coutumes d'appropriation foncière du pouvoir local... etc. La société insulaire est formée « d'une série de systèmes sociaux locaux faiblement articulés les uns aux autres » ce qui lui interdit tout dynamisme collectif et la rend directement dépendante de la société nationale à travers des rapports de parentèle et de clientèle. Ainsi petit à petit les collectivités villageoises se sont rétrécies et désorganisées et tout l'éco-système, autrefois productif, s'est dégradé de façon irréversible. Alors que faire? Rien moins que constituer un éco-système nouveau touristique et saisonnier pour certains, productif et permanent pour d'autres: qui l'emportera? Les auteurs souhaitent visiblement que les Corses des villages reprennent en main leur propre sort.

H.M

SALORI (Marie-Martine). — *La santé*. — Paris, Hatier, 1977. — 79 p. — (Coll. « Profil », série « Dossier », n° 505.)

Le système médical et le médicament sont très controversés. L'auteur a constitué un dossier de presse sur les thèmes suivants: le coût de la santé (pp. 11-18); le problème du financement de la sécurité sociale (pp. 19-25); à quoi sert la médecine? (pp. 26-30); y a-t-il amélioration de l'état de santé? (pp. 31-41); faut-il nationaliser l'industrie pharmaceutique? (pp. 42-54); hôpitaux publics, hôpitaux privés (pp. 55-67); médecine d'hier, médecine de demain (pp. 69-77); directions de travail (pp. 78-79).

SIPRI. — *Le commerce des armes avec le Tiers-Monde* et ses conséquences économiques et politiques. — Paris, Guy le Prat, 1976. — 243 p.

Traduction de *The Arms Trade with the Third World* paru en 1975, ce dossier réalisé par le Stockholm International Peace Research Institute comporte trois parties fort éloquentes: vue d'ensemble sur le commerce des armes avec le Tiers-Monde et interaction de l'offre et de la demande: les grands fournisseurs et les tableaux de leurs fournitures; les destinataires. Le SIPRI complète cet exposé des faits, qui est en même temps un réquisitoire, par un ensemble de suggestions et de propositions destinées à contrôler un commerce irresponsable.

III. - Vient de paraître

(Août — septembre — octobre 1977.)

Français

- ASSOUMOU (Jean). — *L'Économie du cacao. Agriculture d'exportation et bataille du développement en Afrique Tropicale.* — Paris, Jean-Pierre Delarge, 1977. — 352 p. — (Coll. « Encyclopédie universitaire ».)
- BATAILLON (Claude). — *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde.* — Paris, P.U.F., 1977. — 292 p. — (Coll. « Tiers-Monde ».)
- BORROMEE (Christian). — *Solutions pour demain.* — Paris, Plon, 1977. — 224 p. — (Coll. « L'appel ».)
- BUBER (Martin). — *Utopie et socialisme.* Préface d'Emmanuel Levinas. — Paris, Aubier-Montaigne, 1977. — 264 p. — (Coll. « Bibliothèque sociale ».)
- [C.N.R.S.]. — *Systèmes dynamiques et modèles économiques.* Colloque international du C.N.R.S., Université d'Aix-Marseille, Luminy 8-13 juillet 1976. — Paris, C.N.R.S., 1977. — 212 p. — (Colloque organisé par G. Fuchs et B. Munier, 18 communications dont 17 en anglais.)
- COMBLIN (Joseph). — *Le pouvoir militaire en Amérique Latine.* L'idéologie de la sécurité nationale. — Paris, Jean-Pierre Delarge, 1977. — 256 p.
- [D.G.R.S.T.]. — *Rentabilité de la recherche industrielle et besoins de progrès technique.* — Colloque international de la D.G.R.S.T., 14-15 juin 1976. — Paris, C.N.R.S., 1977 — 360 p.
- DIXON (Norman). — *De l'incompétence militaire.* — Paris, Stock, 1977. — 352 p. — (Coll. « Monde ouvert ».)
- DUFRENNE (Mikel). — *Subversion-Perversion.* — Paris, P.U.F., 1977. — 192 p. — (Coll. « La politique éclatée ».)
- EL BADRI (Omar). — *Tendances des prix du pétrole à long terme: relations internationales et équilibre économique.* — Paris, Technip, 1977. — 266 p. — (Coll. « Thèses », thèse doct. « Économie de l'énergie », Paris I Panthéon-Sorbonne).
- ELLUL (Jacques). — *Le système technicien.* — Paris, Calmann-Lévy, 1977. — 328 p.
- GARDINIER (Jean-Paul). — *Le pari industriel de l'Afrique.* — Paris, France-Empire, 1977. — 344 p. — (Coll. « Études économiques ».)
- [GONIDEC P.-F., sous la direction de]. — *Annuaire du Tiers-Monde 1976.* — Paris, Berger-Levrault, 1977. — 783 p.
- JUDET, KAHN, KISS, sous la direction de. — *Transfert de technologie et développement.* — Paris, Librairies Techniques (Litec droit), 1977. — 564 p. — (Coll. « Travaux du centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux de l'Université de Dijon, vol. 4 ».)
- LECAILLON (Jean-Didier). — *L'économie de la sous-population.* — Paris, P.U.F., 1977. — 144 p. — (Coll. « Travaux et recherches de l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, Paris II », série « Sciences Économiques », n° 4.)

- LUSSATO (Bruno). — *Introduction critique aux théories d'organisation*. — Paris, Dunod, 1977. — 248 p.
- MARTRAY (Joseph). — *A qui appartient l'océan?*. — Paris, Éditions Maritimes et d'Outre-Mer, 1977. — 420 p.
- MURAZ (Roland). — *La parole aux Français. Cinq ans de sondages*. — Paris, Dunod, 1977. — 296 p. — (Coll. « Dossier ».)
- [O.C.D.E.]. — *L'avenir des transports de voyageurs en Europe*. — Paris, O.C.D.E., 1977 — 1 000 p. — (Série « Documents » n° 40.)
- [O.C.D.E.]. — *Dépenses publiques de santé*. Études sur l'affectation des ressources. — Paris, O.C.D.E., 1977. — 152 p.
- [O.C.D.E.]. — *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*. Données relatives aux versements 1969 à 1975. — Paris, O.C.D.E., 1977. — 286 p. — (Bilingue.)
- [O.C.D.E.]. — *La science et la technologie en République populaire de Chine*. — Paris, O.C.D.E., 1977. — 256 p.
- PEYREFITE (Alain). — *Réponses à la violence*. — Paris, Documentation Française, 1977. — 732 p. — (Également paru en poche, 2 vol., à Presses-Pocket.)
- Prendre la ville. Esquisse d'une histoire de l'urbanisme d'État*. Actes du colloque de Saint-Etienne-en-Devoluy sur la planification urbaine, février 1976. — Paris, Anthropos, 1977. — 500 p.
- QUANTIN-RADLE (Pol). — *La Chine demain. Bilan d'une économie socialiste*. — Paris, Calmann-Lévy, 1977. — 224 p. — (Coll. « Perspectives de l'économie ».)
- SAUVY (Alfred). — *Coût et valeur de la vie humaine*. — Paris, Hermann, 1977. — 226 p.
- SCHMITT (Bernard). — *La monnaie européenne*. — Paris, P.U.F., 1977. — 232 p. (Coll. « Économie d'aujourd'hui ».)
- SEBORD (Jean-Paul). — *D'un deuxième monde à l'autre*. Essai prospectif sur l'Europe du Sud et le monde arabe. — Paris, Anthropos, 1977. — 346 p.
- SHORTER (Edward). — *Naissance de la famille moderne*. Traduit de l'américain par S. Quadruppani. — Paris, Seuil, 1977. — 384 p. — (Coll. « L'Univers historique ».)
- THOM (René). — *Stabilité structurelle et morphogénèse*. — Essai d'une théorie générale des modèles. 2^e éd. entièrement revue, corrigée et augmentée. — Paris, Inter-éditions, 1977. — 372 p. — (7, rue Sarrette, 75014 Paris.)
- VADROT (Claude-Marie). — *Mort de la Méditerranée*. — Paris, Seuil, 256 p. — (Coll. « Actuels ».)
- Vers un Nouvel Ordre International*. Allocutions prononcées par les participants à la septième session (commune) du Club de Rome et de Pacem in Maribus, Alger, 25-28 octobre 1976. — Publié par le Comité Algérien d'organisation. — 190 p.
- Vers un Nouvel Ordre International*. Une évaluation des perspectives. Rapport conjoint publié sous les auspices des gouvernements de l'Algérie et des Pays-Bas, avec la coopération de la Fondation RIO. — 100 p.
(Ces deux rapports sont à commander à: Fondation RIO — P.O. Box 299 — Rotterdam 3, Pays-Bas.)
- VILLEY (Michel) sous la direction de. — *La responsabilité*. — Paris, Sirey, 1977. — 332 p. (Publié avec le concours du C.N.R.S., Coll. « Archives de philosophie du droit, tome 22 ».)
- VISINE (François). — *L'Europe, quel destin?* — s. 1., Nagard, 1977. — 244 p. — (Diffusion « Armand Colin ».)

- BARTON (John H) and WEILER (Lawrence D), eds. — *International Arm Control: Issues and Agreements*. — Stanford, Stanford U. Press, 1977. — (Published for the Stanford Arms Control Group.)
- BELL (Frederick W). — *Food from the Sea: The Economics and Politics of Ocean Fisheries*. — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — (425 p.)
- BROWN (Norman L.), ed. — *Renewable Energy Resources and Rural Applications in the Developing World*. — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — (140 p.) — (A.A.A.S. Selected Symposium, No. 6.)
- CLEVELAND (Harlan). — *The Third Try at World Order: U.S. Policy for an Interdependent World*. — New York, Aspen Institute for Human Studies, 1977. — 140 p. — (Published for the World Affairs Council of Philadelphia.)
- COLE (Sam). — *Global Models and the International Economic Order*. A paper for the United Nations Institute for Training and Research Project on the Future. — Oxford, New York, Toronto, Sydney, Paris, Frankfurt, Pergamon Press, 1977. — [10] + 80 p.
- CONANT (Melvin A.) and GOLD (Fern Racine). — *The Geopolitics of Energy*. — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — (230 p.)
- CONGDON, R.J., ed. — *Introduction to Appropriate Technology*. — Emmaüs, PA., Rodale Press, 1977.
- DICKSON (Paul). — *The Future File: A guide for People with One Foot in the 21st Century*. New York, Rawson Associates, 1977. — (Dist. by Athenium, 122 E. 42 nd Street, N.Y.C. 10017.)
- ECKHOLM (Erik P.). — *The Picture of Health: Environmental Sources of Disease*. — New York, W.W. Norton, 1977. — (A Worldwatch Institute Book.)
- EDISON ELECTRIC INSTITUTE. — *Economic Growth in the Future: the Growth Debate in National and Global Perspective*. — New York, McGraw-Hill, 1977. — 434 p. — (Includes 79 charts and 154 tables.)
- FEINBERG (Gerald). — *Consequences of Growth: the Prospects for a Limitless Future*. — New York, the Seabury Press, 1977.
- GREEN (Fitzhugh). — *A Change in the Weather*. — New York, W.W. Norton, 1977.
- GREEN (Maurice B.). — *Eating Oil: Energy Use in Food Production*. — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — (130 p.)
- HAMILTON (Michael), ed. — *To Avoid Catastrophe: a Study in Future Nuclear Weapons Policy*. Foreword by Sen. Dick Clark. — Grand Rapids, MI., B. Eerdmans Publishing Co., 1977 — 192 p. — (Appendix lists arm control and disarmament organizations.)
- HARRINGTON (Michael). — *The Vast Majority: A Journey to the World's Poor*. — New York, Simon and Schuster, 1977.
- INGLEHART (Ronald). — *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. — Princeton, NJ., Princeton U. Press, 1977. — 482 p.
- KAPLAN (Martin), ed. — *What is an Educated Person? Toward a Twentieth Century Context for Educational Policy*. — New York, Praeger Special Studies, 1977. — (250 p.)
- KING (Russel). — *Land Reform: A World Survey*. — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — 462 p.
- LASZLO (Ervin), ed. — *Goals in a Global Community*. Vol. 1: Studies on the Conceptual Foundations. — Elmsford, NY., Pergamon Press, 1977. — 345 p.

- LESOURNE (Jacques). — *A Theory of the Individual for Economic Analysis*. — Amsterdam and New York, North-Holland Publishing Company, 1977. — VIII + 408 p. — (Coll. « Contributions to Economic Analysis », Vol. 114.)
- MAROIS (Maurice), ed. — *Towards a Plan of Actions for Mankind*. Proceeding of a World Conference sponsored by l'Institut de la Vie in Paris. Five volumes. — Elmsford, NY., Pergamon Press, 1977. — (Vol. 1: *Long Range Mineral Resources and Growth*, 328 p. Vol. 2: *Long Range Energetic Resources and Growth*, 182 p. Vol. 3: *Biological Balance and Thermal Modifications*, 318 p. Vol. 4: *Design of Global Systems Models and their Limitations*, 258 p. Vol. 5: *Conclusions and Perspectives*, 208 p.)
- PARENTI (Michael). — *Democracy for the Few*. — New York, St. Martin's Press, 1977. — 350 p. — (2nd edition.)
- PIMENTAL (David), ed. — *World Food, Pest Losses, and the Environment*. — Boulder Co., Westview Press, 1977. — (225 p.) — (A.A.A.S. Selected Symposium, No. 3)
- PORTER (Paul R.). — *The Recovery of American Cities*. — Lawrence MA., Two Continents/Sun River Press, 1977. — 224 p.
- REILLY (Philip). — *Genetics, Law and Social Policy*. — Cambridge, MA., Harvard U. Press, 1977.
- SAUVANT (Karl P.) and HASENPFLUG (Hajo), eds. — *The New International Economic Order: Confrontation or Cooperation between North and South?* — Boulder, Co., Westview Press, 1977. — 468 p.
- SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS, Conference on Desertification. — *Desertification: Its Causes and Consequences*. — Elmsford, NY., Pergamon Press, 1977. — 454 p.
- SINHA (Radha), ed. — *World Food and Agriculture*. — Elmsford, NY., Pergamon Press, 1977. — 285 p. — (Reprint of a special issue of *World Development*, 5: 5 (6).)
- STOCKHOLM INTERNATIONAL PEACE RESEARCH INSTITUTE. — *World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook 1977*. — Stockholm/Cambridge, MA., and London, England, SIPRI and Almqvist & Wiksell International/The MIT Press, 1977. — XVI + 422 p.
- UNITED NATIONS ASSOCIATION. — *Acts of Nature, Acts of Man: The Global Response to Natural Disasters*. — New York, UNA-USA Publications, 1977. — 80 p. (A National Policy Panel Report, chaired by Orville Freeman.)
- WALSH (Don), ed. — *The Law of the Sea: Issues in Ocean Resource Management*. — New York, Praeger Special Studies, 1977. — (260 p.)
- YATES (Douglas). — *The Ungovernable City*. — Cambridge, MA., the MIT Press, 1977. — 224 p.

ÉCHANGE & PROJETS

VIENT DE PARAÎTRE
(décembre 1977)

REVUE N° 13

- **L'économie désarticulée**
(La crise des relations économiques internationales)
- **Aux prises avec le sous emploi**
(L'expérience du Canada)
- **L'espace**
(Une société qui détruit l'essentiel)
- **Regards sur le modèle de consommation**
(Préface à un nouveau modèle de développement)

VA PARAÎTRE
(janvier 1978)

REVUE N° 14

Sécurité Sociale...

- La Sécurité sociale: bilan et problématique
- La Sécurité sociale dans la Communauté économique européenne
- Développement économique et transferts sociaux
- Un autre regard sur les politiques sociales

... et Santé

- Les inégalités dans le domaine de la Santé
- La prévention dans une politique globale de la Santé
- La conception de la politique de la Santé au Canada
- Religion de la Santé ou santé de la Religion
- Les suggestions d'Echange et Projets

Numéros en vente à l'Association «Echange et Projets», 10 rue des Pyramides, 75001 Paris (tél. 260.43.67), prix expédié: 23 F, sur place: 18 F. Liste des autres numéros parus sur simple demande.

Association internationale Futuribles

(Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901)

Fondateur : Bertrand de Jouvenel; Président : Philippe de Seynes
Délégué général et secrétaire général : Hugues de Jouvenel

L'Association a pour but:

— d'agir comme centre d'information, de documentation et d'analyse pour les études sur l'avenir (collecte, évaluation et confrontation des opinions et des données);

— de susciter et d'entreprendre des recherches sur les faits, les idées, les options dont dépend l'avenir de nos sociétés et de diffuser toutes idées susceptibles de contribuer au progrès social.

Cet objectif implique un rôle de *tour de guet* des idées et des faits porteurs d'avenir (travail vigilant d'identification et d'analyse des tendances et des possibilités, des objectifs et des idées ainsi que de leurs interprétations) et un rôle de *forum prévisionnel* où peuvent s'échanger de façon continue les opinions des experts, des décideurs et des citoyens sur ce qui peut advenir, ce qui est souhaitable et ce qui peut être fait.

CLEARING INTERNATIONAL

1. *Analyse de données* : Cette mission implique le développement d'instruments importants d'information: bibliothèque spécialisée (3 000 ouvrages), service documentaire (40 000 fiches), service d'archives, fichier des chercheurs et des instituts. Elle débouche sur des travaux d'analyse et d'évaluation tels que:

- Une synthèse de la recherche prospective;
- Un observatoire d'expérimentations sociales.

2. *Réunions* : L'Association organise régulièrement des tables rondes et colloques. A titre d'exemple: — Parmi les tables rondes: le point sur les activités prospectives en Amérique Latine, Perspectives 1990 en France, l'avenir des collectivités locales...

- Parmi les colloques internationaux: les économies de matières premières non énergétiques (décembre 76); modes de vie et changement social en Europe (septembre 77).

RECHERCHE

La fonction de Futuribles est de contribuer à la recherche sur les finalités sociales, les projets — implicites ou explicites — de sociétés et les facteurs de permanence ou de changement. Parmi les principaux projets en cours.

1. *Prospective, décision et action.*
2. *Dynamique sociale* : processus d'innovation et de changement.
3. *Ressources et environnement.*
4. *Modèles de croissance et modes de vie.*
5. *Géopolitique* : Avenir du système International

FORMATION

La fonction de formation donne lieu à de nombreuses opérations ponctuelles en France et à l'étranger; elle comprend aussi trois types d'activités régulières.

1. *Séminaires et ateliers de prospective* qui s'adressent essentiellement aux cadres supérieurs de l'Administration ou de l'entreprise.
2. *Forums populaires* : Manifestations publiques destinées à populariser la démarche prospective et à susciter des échanges de vues entre le public et les experts.
3. *Matériel pédagogique* : Ce programme vise la conception et la réalisation de tout outil susceptible de faire mieux saisir la dimension pluri-disciplinaire et prospective des grands problèmes sociaux et de contribuer à leur traitement.

PUBLICATIONS

L'Association publie:

1. *Futuribles*, revue bimestrielle d'analyse, de prévision et de prospective sociales.
2. *Futur-Informations*, bulletin de liaison bilingue (8 numéros par an).
3. *Rapports de recherche.*

Pour affiliation et renseignements complémentaires (rapport d'activités, envoi de spécimens, etc.) s'adresser au siège de l'Association: 55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 222-44-92

Sommaire

Gene BYLINSKY	
<i>La science contre le vieillissement</i>	3
Nicole SCHWARTZ-MORGAN	
<i>Euthanasie et dépistage génétique</i>	17
Albert JACQUARD	
<i>Évolution génétique des populations</i>	37
Philippe d'IRIBARNE	
<i>Essai sur la société de consommation</i>	49
François CLERC	
<i>Agricultures européennes et euro-méditerranée</i>	65

FORUM PRÉVISIONNEL

● <i>Statistiques sociales et modes de vie</i> , par Victor SCARDIGLI	73
● <i>Correspondance</i>	92
● <i>Prospective en Argentine</i>	95

BIBLIOGRAPHIE